

UNIVERSITE CATHOLIQUE
D'AFRIQUE CENTRALE

INSTITUT CATHOLIQUE DE
YAOUNDE



CATHOLIC UNIVERSITY
OF CENTRAL AFRICA

YAOUNDE CATHOLIC
INSTITUTE

16

Faculté des Sciences Sociales et Gestion

**LES REPRESENTATIONS POLITIQUES DES ETUDIANTS A
YAOUNDE : ENTRE REPRODUCTION ET CONFIGURATION**

Mémoire présenté et soutenu publiquement en vue de l'obtention de la
Maîtrise en Sciences Sociales
Option Sciences juridiques et politiques

Par

Willy Cédric FOUMENA
Licencié en Sciences Sociales
Option Sciences juridiques et politiques

Sous la supervision de

Claude ABE
sociologue
Chargé des cours

Année académique 2003 – 2004
Octobre 2005

UNIVERSITE CATHOLIQUE
D'AFRIQUE CENTRALE

INSTITUT CATHOLIQUE DE
YAOUNDE



CATHOLIC UNIVERSITY
OF CENTRAL AFRICA

YAOUNDE CATHOLIC
INSTITUTE

Faculté des Sciences Sociales et Gestion

**LES REPRESENTATIONS POLITIQUES DES ETUDIANTS A
YAOUNDE : ENTRE REPRODUCTION ET CONFIGURATION**

Mémoire présenté et soutenu publiquement en vue de l'obtention de la
Maîtrise en Sciences Sociales
Option Sciences juridiques et politiques

Par

Willy Cédric FOUMENA
Licencié en Sciences Sociales
Option Sciences juridiques et politiques

Sous la supervision de

Claude ABE
sociologue
Chargé des cours

Année académique 2003 – 2004

Octobre 2005

DEDICACES

Aux étudiants camerounais à Yaoundé

A Yaëlle DJONGWANE†

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer mes sincères remerciements à M. Claude ABE pour avoir accepté de diriger ce travail.

Au personnel de l'UCAC/ICY et particulièrement au corps enseignant grâce auquel j'ai pu acquérir des connaissances dans des domaines divers.

Aux responsables des différents partis politiques et étudiants qui m'ont accordé de leur temps.

A mes parents, M. et Mme FOUMENA pour les sacrifices qu'ils ne cessent de consentir pour ma formation et mon épanouissement intellectuel, moral et humain.

A maman BAROUNG Josiane pour son soutien providentiel.

A mes frère et sœurs Jean-Claude, Inès et Jessica pour leurs encouragements et leur affection.

A mes amis et camarades qui m'ont aidé dans la réalisation de ce travail, particulièrement M. ESSO Jean-Marie Junior et M. TAMEKOU Raoul.

LISTE DES ABREVIATIONS

ADD: Alliance pour la Démocratie et le Développement

ADDEC : Association pour la défense des droits des étudiants du Cameroun

AEFALSH : Association des Etudiants de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines

AC UCAC : Association Culturelle de l'Université Catholique d'Afrique Centrale

AS UCAC : Association Sportive de l'Université Catholique d'Afrique Centrale

CRRN : Coalition pour la Réconciliation et la Reconstruction Nationale

CRTV : Cameroon Radio and Television

MDJP : Mouvement des Jeunes pour la Démocratie et le Progrès

MDR : Mouvement pour la Démocratie et la République

RDPC : Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais

SCNC : Southern Cameroon National Council

SDF : Social Democratic Front

UCAC : Université Catholique d'Afrique Centrale

UDC : Union démocratique du Cameroun

UFDC : Union des Forces Démocratiques du Cameroun

UNDP : Union pour la démocratie et le progrès

UPC: Union des Populations du Cameroun

UY I : Université de Yaoundé I

UY II : Université de Yaoundé II

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1 : participation politique des étudiants
interrogés.....47

Tableau n°2 : identification partisane des étudiants
interrogés.....49

SOMMAIRE

DEDICACES	i
REMERCIEMENTS	ii
LISTE DES ABREVIATIONS	iii
LISTE DES TABLEAUX	iv
SOMMAIRE	v
AVERTISSEMENT	vi
INTRODUCTION GENERALE.....	1
Section I : Constats.....	1
Section II : Objet d'étude	3
Section III : Définition des concepts	3
Section IV : Revue de littérature	7
Section V : Problématique.....	12
Section VI : délimitation du cadre de l'étude	19
Section VII : Méthodologie.....	20
Section VIII : PLAN DE L'ETUDE	21
PARTIE I : LES REPRESENTATIONS POLITIQUES DES ETUDIANTS.....	22
Chap.I : la perception sociale des étudiants	23
Section I : les étudiants vus par les autres	25
Section II : les étudiants vus par eux-mêmes	30
Section III : le statut politique des étudiants	32
Chap.II : Les idées politiques des étudiants	35
Section I : la politique	35
Section II : les Hommes politiques.....	38
Section III : les étiquettes partisans	42
PARTIE II : LE RAPPORT AFFECTIF DES ETUDIANTS AUX PARTIS POLITIQUES	51
CHAP I : Revendications, identités et politique dans le champ universitaire au Cameroun.....	54
Section I : les revendications politiques de type généraliste	55
Section II : l'exacerbation identitaire en politique	58
Section III : les revendications corporatistes.....	62
CHAP. II : Champ associatif dans les universités au Cameroun : un champ politique ?	66
Section I : aperçu des rapports université et politique dans l'histoire du Cameroun.....	66
Section II : leadership étudiant et politique dans le champ universitaire	71
Section III : l'héritage politique	79
Section IV : la place de la conjoncture.....	82
CONCLUSION.....	84
ANNEXES	A
BIBLIOGRAPHIE	H
TABLE DES MATIERES	M

AVERTISSEMENT

L'UCAC/ICY ne peut apporter ni approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire. En tout état de cause, ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

INTRODUCTION GENERALE

Dès ses débuts, la science politique s'est intéressée au rôle du citoyen dans le fonctionnement de la cité. De la fin du XVIII^e siècle au milieu du XX^e siècle, c'est une conception normativiste du citoyen qui a cours : il se doit d'être actif et bien informé, pour la santé de la démocratie. Les théoriciens de cette époque font de la participation du citoyen aux affaires publiques, le véritable socle d'un système politique démocratique¹. Toutefois, cette approche métaphysique ne résistera pas à l'épreuve de l'empirisme, engagée par le "behaviorisme" des années cinquante et soixante. Les enquêtes réalisées se rejoignent sur la réalité d'un citoyen passif².

Section I : Constats

Au Cameroun, la participation des citoyens a évolué avec le système politique. Il convient de rappeler que la sortie de la colonisation a été obtenue suite à de nombreuses manifestations sociales voir des troubles politiques. Ces contestations étaient partagées par les étudiants camerounais résidant en France. En constatant l'apparent affaiblissement de cette force de contestation après le changement politique, MBEMBE³ l'expliquait par la coercition qu'exerçaient les responsables politiques africains à l'égard de ce groupe. Cette coercition était aussi bien directe (emprisonnement, suspension des bourses etc.) qu'indirecte (discours doctrinaires renforcés par la situation économique des familles). Cette contestation se retrouvait plutôt dans des formes nouvelles⁴ telles que le langage utilisé, la sexualité, les loisirs.

MBALA OWONO⁵ établit le même constat en 1997. La participation politique des jeunes semble s'être affaiblie si l'on tient pour référence la période 1991-1993. Pendant cet intervalle, les jeunes autant que le reste de la population, ont revendiqué une libéralisation

¹ ROUSSEAU J-J. *Du contrat social*; Alexis de TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique*; MONTESQUIEU, *l'esprit des lois*.

² Voir introduction PERRINEAU P. (dir), *l'engagement politique : déclin ou mutation*, presses de la fondation nationale de science politique, paris, 1994.

³ MBEMBE Achille, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, L'harmattan, Paris, 1985

⁴ Les anciennes étant la grève, des manifestations publiques telles que des marches....

⁵ MBALA OWONO Firmin, « les jeunes et la participation politique dans la société camerounaise » Yaoundé, UCAC, 1997-mémoire de maîtrise-

politique, voir un changement de gouvernement. Le gouvernement en place a néanmoins réussi à se maintenir par une gestion « néo-patrimoniale » des ressources étatiques.

Toujours est-il que cet état de fait a déteint sur la participation publique, les citoyens ayant vu une possibilité d'alternance s'éloigner. La politique a pour certains, perdu un peu de son intérêt. Il est possible d'avancer que cette situation n'a pas changé, sept ans plus tard : le président BIYA semble même avoir récupéré sa légitimité, comme l'attestent les résultats des dernières élections présidentielles⁶.

Dans le même ordre d'idées, l'évolution des rapports des entités partisans depuis la re-légalisation du multipartisme en 1991⁷ jusqu'aux dernières élections présidentielles du 11 octobre 2004, apparaît problématique : alors que leur niveau de vie n'a pas fondamentalement progressé dans l'intervalle sus-mentionné⁸, les Camerounais semblent avoir renoué avec le Parti unique...de fait. La réalisation de l'hypothèse inverse, de la précarisation des conditions de vie comme source de contestation sociale et de destitution effective des gouvernants ne nous aurait pas surpris. Le RDPC se découvre toutefois comme un gratte-ciel entouré de cases, tant son emprise sur la scène politique est indiscutable. Pour preuve, en dix ans, les Partis autres que le RDPC ont vu leur représentation à l'Assemblée nationale passer de 52% (législatives de 1992) à 26% (législatives de 2002). Le débat politique semble dès lors s'être enlisé, voir monolithisé.

Le nombre d'entités partisans autorisées s'est également accru, au point que l'on en recense près de 150 aujourd'hui pour 58 en 1991, 92 en 1993 et 123 en 1995⁹. Comment expliquer cet "essaim" de partis politiques ?

Une tentative de confrontation et d'explication de ces constats (faible participation politique des jeunes et évolution problématique des rapports des entités partisans au

⁶ Il a remporté ces élections avec près de 71 % des suffrages. Néanmoins, ce constat mérite d'être relativisé, car la participation politique ne se limite pas aux manifestations ou à la participation électorale. Dans ce sens, elle concerne la manifestation d'un intérêt pour la politique en général. Ainsi, l'écoute d'une émission radiophonique par exemple ou d'une discussion ayant pour objet des problèmes sociaux politisés, constitue des formes de participation politique moins visibles que le militantisme, mais majoritaires. Dans le même sens, les résultats des élections présidentielles doivent être réexaminés en considérant la population en âge de voter, celle inscrite puis celle ayant réellement voté pour dégager une réelle légitimité fondée sur une participation électorale réelle.

⁷ De 1967 à 1991, le Cameroun a évolué sous l'emprise d'un parti unique : d'abord l'Union Nationale du Cameroun, puis le Rassemblement démocratique du peuple camerounais

⁸ Voir EBOUSSI BOULAGA Fabien, *la démocratie de transit au Cameroun*, l'harmattan, Paris, 1997 ;

⁹ Source : SINDJOUN L., « le paradigme de la compétition électorale dans la vie politique : entre tradition de monopole politique, Etat parlementaire et Etat seigneurial », p. 305 dans SINDJOUN L. (dir.), *La révolution passive au Cameroun : Etat, société et changement*, Dakar CODESRIA, 1999

Cameroun) nous a orienté vers l'**identification partisane**, conçue comme une des nouvelles modalités de participation politique¹⁰.

Section II : Objet d'étude¹¹

Sobrement définie¹² comme l'attachement durable à un parti politique, l'identification partisane présente la particularité de relier expressément la participation politique aux partis politiques dans leur rôle principal de médiation, c'est-à-dire d'expression des attentes, idées et positions sur l'actuel et le devenir de la cité.

Il s'agit là, de l'association de deux phénomènes politiques qui s'expriment au travers de l'individu alors aire de jeu de forces sociales. C'est un processus de socialisation politique entamé dès l'enfance et qui s'achève avec la mort sociale et/ou physique de l'individu.

Nous avons choisi de nous limiter à une population de jeunes¹³ étudiants. Cette population présente plusieurs particularités dont la principale est sans doute la double période de transition qu'ils vivent : une transition du point de vue économique et une autre du point de vue politique¹⁴. En somme, nous traitons du processus social d'identification à un parti tel que vécu par les jeunes étudiants camerounais à Yaoundé en 2005.

Section III : Définition des concepts

L'étude du processus d'identification relève en premier de la psychologie et de la sociologie; ce n'est qu'en second lieu qu'il a été étudié en politique.

¹⁰ Voir PERRINEAU Pascal (dir), *op.cit.*

¹¹ L'objet d'étude étant ce sur quoi porte notre travail, dans un domaine de recherche précis qu'est la sociologie politique

¹² D'après l'école de Michigan, voire p.4

¹³ MUXEL Anne, *les jeunes et la politique*, hachette, 1996 p. 68 : « être jeune, c'est être à la charnière de plusieurs temps et dans l'impossibilité, constitutive de cet état de transition dans une continuité, ni non plus d'avoir une appréciation réflexive sur son propre parcours. » Le terme *jeunes étudiants* désigne ici ceux qui enchaînent baccalauréat et études universitaires. Sont donc exclus les travailleurs de l'administration et autres qui se recyclent ou acquièrent de nouvelles compétences. Pour des besoins de simplicité, nous parlerons simplement d'étudiants.

¹⁴ La transition du point de vue économique concerne la profession pour laquelle ils se forment ; au plan politique, il s'agit du passage au statut d'adulte politique, c'est-à-dire de personne dont la voix compte. Cette frange de la population est en outre majoritaire comme dans tout pays en voie de développement : seule 3.7% de la population a plus de 60 ans. (Source : ministère de la santé, programme national de lutte contre le diabète au Cameroun, septembre 2004)

En psychologie sociale, l'identification est l'un des mécanismes formateurs de l'identité sociale. D'après FISCHER¹⁵, « c'est un processus psychologique qui peut être entendu dans deux sens distincts :

- ❖ l'ensemble des catégorisations qui permettent de reconnaître les autres d'après des signes spécifiques et de les situer en conséquence d'une façon claire ;
- ❖ le processus inconscient de structuration de la personnalité par lequel autrui sert de modèle à un individu qui incorpore ses propriétés et s'y conforme. » L'identification réfère ici à la construction de l'identité en rapport avec l'environnement social. Ce dernier peut intervenir soit par la fourniture de modèles (vedettes, héros, etc.), soit par l'organisation de l'imaginaire à travers le commerce des valeurs et normes du groupe social.

La science politique n'a pas un usage différent du terme identification. Le *dictionnaire du vote*¹⁶ le présente également comme étant un processus psychosociologique mettant en relation l'individu (son identité) et la société, à travers des médiations telles que les valeurs et les normes. Nous noterons en plus la proximité des notions d'identification et de socialisation. L'identification à quelques personnages de la vie politique constitue par exemple, une des étapes du processus de socialisation politique en lecture de certains travaux américains tels que celui de David EASTON et Dennis¹⁷. Bien qu'ayant sensiblement la signification déjà introduite, l'identification partisane a été employée de manière spécifique par les politologues pour expliquer le comportement électoral.

Plusieurs courants de pensée se sont confrontés dans la sociologie électorale américaine pour analyser le vote des citoyens aux Etats-Unis. Au **modèle sociologique**¹⁸ qui perçoit le choix électoral comme étant la reproduction du conditionnement social, ainsi qu'au **modèle rationnel**¹⁹ pour qui le choix électoral est fonction des enjeux de la campagne, le **paradigme de Michigan**²⁰ substitue l'identification partisane. Le modèle de Michigan émet l'hypothèse que le vote est d'abord un acte politique commandé par la perception que les électeurs ont des principaux objets politiques. En considérant un électoralat en majorité peu intéressé par des questions politiques et incapable d'une réflexion

¹⁵ FISCHER G-N., *les concepts fondamentaux de la psychologie sociale*, dunod, Paris, 1997, p. 185

¹⁶ PERRINEAU P. et REYNIE Dominique, *le dictionnaire du vote*, PUF, Paris, 2001

¹⁷ EASTON David et DENNIS, *Children in the political system. Origins of political legitimacy*, New York, Mac Graw Hill, 1969

¹⁸ Bernard B. BERELSON, Paul F. LAZARSFELD, William N. MCPHEE, *Voting*, Chicago/ Londres, The University of Chicago Press, 1954

¹⁹ Norman H. NIE, Sidney VERBA et John R. PETROCIC, *The Changing American Voter*, Harvard University Press, 1979

²⁰ Angus CAMPBELL, Philip CONVERSE, Warren MILLER, Donald STOKES, *The American Voter*, New York, Wiley and Sons, 1960

idéologique, le choix électoral s'effectue sous l'influence des deux grands partis politiques américains. Acquis dès l'enfance, ces lunettes partisans confèrent une grande stabilité aux choix électoraux²¹.

L'identification partisane comme variable-clé de l'explication du vote ne nous est pas utile. Certes nous retenons la signification précisée par l'école de Michigan (l'attachement affectif et durable à un parti politique), mais nous en modifions l'orientation. Nous envisageons de faire ressortir l'assimilation partisane indépendamment de tout scrutin électoral ; cette décision tient compte du déroulement des élections dans notre contexte, dont la validité peut à bien des égards, être objectivement contestée²². Nous en aurons pour preuve l'annulation de certains résultats électoraux par la Cour suprême (par exemple, législatives de 1997).

En outre, nous en relativisons la caractéristique durable, compte tenu de la récente pluralisation du marché partisan camerounais. La majeure partie des organisations partisans étant apparue à partir de 1991, l'affiliation des familles (restreinte, élargie, etc.) à un parti n'est pas encore généralisée. Il apparaît alors légitime de restreindre sans exclure la portée et la réalité de l'existence de "lunettes partisans".

L'identification partisane peut se manifester à plusieurs niveaux²³, allant de la simple sympathie au militantisme. D'après le lexique de politique²⁴, le *sympathisant* est un observateur favorable à un parti ou à une organisation politique mais ne se soumettant pas à la discipline de ce mouvement. Il s'informe sur la vie du parti, ses activités, s'associe à son action aux moments cruciaux. Avec le développement des médias, le sympathisant n'a plus besoin de se déplacer ; il écoute son leader à la radio, le voit à la télévision. Il entretient son allégeance par des discussions politiques entre amis, en famille. Le sympathisant affiche sa position avant le vote, alors qu'un grand nombre de citoyens la dissimulent.

Le deuxième niveau d'identification partisane est constitué de ceux qui détiennent les cartes de membre du parti, mais ne participent pas volontairement à ses activités. Nous les nommons *adhérent*. L'adhérent paie régulièrement ses cotisations, bénéficie du droit de participation à la vie du parti, mais n'en fait pas ou peu usage.

²¹ Pour plus d'informations, voire article de MAYER N. : « les modèles d'analyse des comportements électoraux », pp. 41-50 *Découverte de la science politique*, Cahiers Français n°276.

²² MBARGA NYATTE Daniel, « sociologie du contentieux relatif aux élections municipales du 21 janvier 1996 », *juridis périodique N°45*

²³ Cette classification s'inspire quelque peu de celle de PRELOT Marcel, *sociologie politique*, Dalloz, 1973 concernant les cercles de l'activité militante pp 333-334

²⁴ *Lexique de politique*, Dalloz, 7^e ed., septembre 2001

Les *militants* constituent le noyau dur et agissant de l'activité partisane. Ils prennent part aux réunions, paient leurs cotisations, bref participent au développement de la propagande du parti (affichage, vente de journaux...).

L'assimilation partisane peut aussi être ressortie d'un point de vue négatif avec comme manifestations les ressentiments pour certaines organisations partisans. Ces différentes manifestations ne rendent compte qu'approximativement d'un processus, et constituent plutôt des points d'achèvement révisables.

La résultante de tout processus d'identification est l'identité. Cette notion peut-être saisie sous trois angles que sont la psychanalyse, la sociologie et la psychologie sociale²⁵.

En psychanalyse, le concept d'identité se traduit par la définition de soi, c'est-à-dire par les caractéristiques qu'un individu identifie comme siennes et auxquelles il accorde une valeur pour s'affirmer et se reconnaître.

Dans la conception sociologique, deux tendances se distinguent : d'une part, l'identité correspond à une analyse des rapports sociaux grâce à laquelle l'individu se dégage des pesanteurs sociales pour se définir comme acteur de l'histoire, à travers les conduites d'opposition qu'il est capable d'assumer; d'autre part, l'identité est le reflet d'une société consensuelle, exprimé par des individus adaptés à un système dont les valeurs sont partagées par tous.

Dans l'approche psychosociale, l'identité peut être définie comme les différentes modalités du sentiment et de la représentation de soi qui découlent des formes d'interaction soi/ autrui dans un contexte social donné.

Il ressort des différentes approches qu'identité et représentations vont de pair. Les partis politiques dans ce sens constituent des images, des étiquettes que des individus acceptent d'arborer.

Au Cameroun, SINDJOUN²⁶ distingue deux grandes étiquettes : d'un côté, le RDPC, ancien parti unique qui représenterait la continuité d'avec l'ancien régime politique, et de l'autre, les partis de l'opposition. Ces derniers emprunteraient des voies différentes pour faire entendre leurs voix, notamment la participation au gouvernement et/ou au parlement. Ce distinguo rompt ainsi avec la classification coalition gouvernementale/ opposition qui intègre les accords partisans du point de vue coopératif pour privilégier celui de l'affrontement. Il s'éloigne ainsi de l'acceptation créée par le travail

²⁵ Voir FISCHER G-N., *op.cit.*

²⁶ SINDJOUN Luc, « Ce que s'opposer veut dire : l'économie des échanges politiques » pp 8-43 dans SINDJOUN Luc (dir), *Comment peut-on être opposant au Cameroun ? Politique parlementaire et politique autoritaire*, CODESRIA, Dakar, 2001

de différenciation politique de certains entrepreneurs, qui considèrent comme opposants ceux qui ne pactisent pas avec les ténors de l'ancien parti unique. Le « gouvernement » désignerait ainsi de manière restrictive, le RDPC, puis de manière extensive le RDPC, l'UNDP, le MDR, l'UPC, par opposition au SDF, à l'UDC, et à l'UFDC.

Section IV : Revue de littérature

L'identification partisane est un processus intégrateur dans la vie politique. Ceci explique qu'il soit rattaché à la notion de participation politique. Celle-ci a été étudiée par bon nombre d'auteurs africanistes, qui se rejoignent en majorité sur la prééminence de l'ethnie dans le jeu politique.

Bien que le plus étudié, cet élément n'est pas le seul intervenant dans la sphère politique. Comme sous d'autres cieux, l'idéologie, l'intérêt matériel, la religion, le charisme du leader ainsi que les représentations sociales pourraient expliquer les comportements politiques, plus précisément les orientations partisans. Il s'agit là de facteurs participant au processus d'identification à un parti politique.

L'**influence du groupe primaire** s'insère dans l'explication du comportement social par les *appartenances sociales*. Le groupe primaire se définit comme un petit groupe (social) où chacun entretient des relations directes et fréquentes avec les autres membres. Comme illustration, nous citerons la famille ou le groupe d'amis. Ces groupes primaires constituent dans l'approche psychosociale, le "ciment" de l'identification partisane, mais aussi sa source à travers la formation des attitudes politiques, dispositions relativement persistantes à réagir d'une certaine façon à l'égard d'un objet ou d'une situation donnée - politique.²⁷, qui formeraient par la suite une orientation politique, facteur commun explicatif d'un ensemble d'attitudes politiques²⁸.

Cette influence primaire participe d'une intégration sociale de l'individu, matérialisée par l'affiliation au groupe ethnique ou tribal²⁹. Dans la littérature politique africaniste, les comportements politiques sont d'ailleurs fortement tributaires de la solidarité ethnique. C'est dans ce sens que tendent les articles de MENTHONG Hélène-

²⁷ *Encyclopédie universalis*, article de LANCELOT Alain, « les attitudes politiques »

²⁸ *Ibid.*

²⁹ SINDJOUN L. dans, « le champ social camerounais : désordre inventif, mythes simplificateurs et stabilité hégémonique de l'Etat » (*politique africaine n°62*) dénote par exemple d'une accentuation des replis identitaires, c'est-à-dire, une affirmation plus prononcée dans tous les domaines de la vie sociale d'un rapprochement des individus sur la base des "terroirs".

Laure³⁰, Ibrahim MOUICHE³¹ et Antoine SOCPA³². Dans la même optique, MBONIMPA Melchior définit la tribu comme "une communauté liée par une solidarité biologique suffisante pour conférer aux membres une identité opposée à d'autres identités à l'intérieur d'un ensemble appelé l'Etat. La tribu ne se définit pas nécessairement par une langue, un territoire ou une religion, mais principalement par la reconnaissance, ciment de l'appartenance historique qui lie le groupe pour le pire et pour le meilleur, même dans la dispersion." Dans son ouvrage³³, l'auteur fonde la démocratie à l'Africaine sur la logique de terroirs propre aux Africains qu'il tente d'exploiter par la notion "d'intertribale", futur socle des "nations africaines" : au sacro-saint principe "une personne une voix", une juste représentation des groupes ethniques à l'intérieur de l'Etat doit être substituée.

Pour André KAYO SIKOMBE³⁴ aussi, la compatibilité entre l'existence tribale et la démocratie n'est pas une aporie. Il inscrit la gestion saine de la diversité ethnique dans la nécessité actuelle de bonne gouvernance, pour que l'élaboration de politiques publiques soit le reflet d'un compromis entre intérêts antagonistes du corps social (du point de vue ethnique ici). **L'appartenance ethnique** en Afrique constituerait ainsi un pont liant individus et partis politiques mais aussi, individus et démocratie.

Toutefois, l'appartenance ethnique semble insuffisante pour expliquer le choix partisan, car "la relation entre un groupe ethnique et son parti politique n'est pas spontanée, mécanique ; elle résulte d'un travail de construction de l'identification, de la représentation. De ce fait, l'analyse doit se cuirasser véritablement de prudence, pour éviter de dessiner à grands traits hâtifs une image caricaturale et schématique de la vie politique (de l'Ouest)"³⁵. La notion d'ethno-régionalisme atténuerait quelque peu ce simplisme d'autant plus que "l'on peut être "Beti" comme Mongo Beti et militer dans l'opposition camerounaise et "Bamiléké" comme Kontchou Kouogmegni tout en étant proche du pouvoir"³⁶. Nous

³⁰ « Vote et communautarisme au Cameroun : "un vote de cœur, de sang et de raison" » dans *politique africaine N°69*

³¹ « La question nationale, l'ethnicité et l'Etat en Afrique : le cas du Cameroun », dans l'ouvrage collectif du CIREPE publié par UNESCO/ENA en 1997 intitulé *démocratisation et rivalités ethniques au Cameroun*

³² « Clientélisme et ethnicité dans le jeu politique : Réflexions sur quelques mouvements thuriféraires au Cameroun », Most ethno-net Africa, publication UNESCO/ENA, 2001 et aussi, « le don dans le jeu électoral au Cameroun », *cahiers d'études africaines n°157*, 2000.

³³ MBONIMPA Melchior, *Ethnicité et démocratie en Afrique : l'Homme tribal contre l'Homme citoyen*, L'harmattan, Paris, 1994

³⁴ KAYO SIKOMBE André, « l'ethnicité en Afrique : l'instrumentalisation des ethnies dans le processus de construction de l'Etat au Cameroun », dans *juridis périodique n°50*, avril-mai-juin 2002, pp. 71-80

³⁵ MOUICHE I., « multipartisme et participation politique des chefs traditionnels de l'Ouest au Cameroun », *revue africaine d'études politiques et stratégiques n°1*, 2001

³⁶ BIGOMBE LOGO P. et MENTHONG H-L., « crise de légitimité et évidence de la continuité politique », *politique africaine n°62*,

rattacherons à cette tendance, les théories de l'équilibre régional et du village électoral³⁷. Il convient d'éviter avec Jean-François BAYART³⁸, l'écueil du culturalisme, car l'ethnicité n'est pas une réalité objective, elle est un fait de conscience. Le sentiment d'appartenance ethnique est fonction du temps et de l'espace ainsi que de l'intérêt de la mobilisation.

L'idéologie comme sous d'autres cieux pourrait jouer un rôle dans l'attachement à un parti politique. Avant tout commentaire, il convient de clarifier la notion d'idéologie. Dans son utilisation politique, elle renvoie à une théorie sur le "bon" fonctionnement de la société à long terme ; les propositions formulées de manière cohérente visent l'harmonie sociale bien que privilégiant toujours une partie de la population au détriment d'une autre. Nous prendrons pour exemple le libéralisme, le socialisme, le communisme etc.

Peut-on arguer que les partis politiques au Cameroun exploitent des ressources idéologiques ? Dans son mémoire, Lucien TOULOU³⁹ fait état de la dimension doctrinaire des principaux partis politiques camerounais "d'opposition". Il s'est avéré que les responsables et leaders de ces partis ne font pas preuve dans leurs discours de véritables références idéologiques. Ils mobilisent régulièrement des arguments de dérision de l'adversaire, sans tentative de réflexion sociétale à long terme. De notre avis⁴⁰, il n'y aurait pas à parler d'idéologie dans le champ politique camerounais, d'autant plus que cet objet (idéologie) pourrait se révéler non-pertinent quant à la mobilisation des destinataires⁴¹.

A l'inverse, l'idéologie au sens social, c'est-à-dire un ensemble d'idées qui guident les comportements des individus, ne peut-être écartée de tout processus social.

³⁷ La théorie de l'équilibre régional énoncée par Amadou AHIDJO, peut-être envisagée comme une répartition efficiente des ressources étatiques sur la base de l'ethno-régionalisme pour déboucher sur une discrimination positive à l'égard de certaines régions objectivement « nécessiteuses » ou en retard. Elle est souvent perçue comme l'une des lignes directrices du choix des Hauts fonctionnaires au Cameroun, et par voie de fait, comme modalité de gestion du « gâteau national » (ressources étatiques).

La théorie du village électoral du professeur Roger-Gabriel NLEP dit en substance que « celui qui voudrait solliciter des suffrages le fasse au près de ceux dont il défend les intérêts » ou : « ne doit prétendre représenter la population d'un territoire que celui qui a avec ce territoire et avec ses populations des relations plus étroites et soudées exclusives des relations de même nature avec tout terroir de la République ». De prime abord, cet énoncé se comprend aisément, ouvrant la possibilité aux Camerounais de se sentir partout chez eux sur le territoire national. L'observation des compétitions électorales illustre par contre la collusion des intérêts avec l'appartenance ethnique.

³⁸ BAYART J-F, *l'illusion identitaire*, Fayard, Paris, 1997

³⁹ TOULOU L., « la pensée politique de l'opposition camerounaise : discours des leaders et perspectives de changement », mémoire de maîtrise en sciences sociales, UCAC, Yaoundé, 1998

⁴⁰ Comme de celui de NJIKAM MBOUEMBOUE E., « la communication politique au Cameroun : analyse et essai de propositions », mémoire de maîtrise en sciences sociales, UCAC, Yaoundé, 1994/1995

⁴¹ Il faut reconnaître que cette classification idéologique (par exemple gauche - droite en France) n'a plus véritablement de portée opérationnelle, car bon nombre de « valeurs » telles que la démocratie, l'économie de marché, les droits de l'Homme, la lutte contre la pauvreté... constituent de nos jours des références communes aux deux pôles.

La **religion** a aussi été identifiée comme étant un des facteurs de l'orientation partisane, ce qu'ont montré Guy MICHELAT et Michel SIMON⁴². Ceci se justifie par la tendance holiste des religions, qui cherchent à imprégner le comportement des individus dans toutes les sphères sociales, à travers le respect d'une certaine moralité conforme au texte sacré. Plus simplement, on note dans plusieurs pays la représentation des religions sur la scène partisane ; c'est le cas par exemple de l'Italie pour la religion chrétienne catholique, et de l'Algérie pour la religion islamique. Cependant, l'aspect religieux vu sous cet angle apparaît négligeable au Cameroun. L'intérêt qui est le sien dans le jeu politique réside dans la capacité de contestation dont font souvent preuve les dignitaires religieux ou dans les pratiques mystiques régulièrement attribuées aux Hommes publics dans la bataille pour les postes politiques.

L'**intérêt matériel** est à rattacher à la notion de clientélisme⁴³. Cette image employée en politique associe le rôle de fournisseur aux détenteurs de puissance économique, politique ou financière en opposition à la clientèle traditionnellement défavorisée. Les fournisseurs sont des entrepreneurs politiques recherchant auprès de leur(s) clientèle(s) une certaine assise sociale à travers un rapport d'allégeance. L'une des célèbres théorisations de cette logique est sans doute l'expression "politique du ventre" de Jean-François BAYART⁴⁴ ; à celle-ci, nous associerons l'expression ô combien opportune de M. ACHIDI ACHU (ancien Premier ministre camerounais), "politics na njangu". Ici, le rapport politique est perçu comme un échange, où en principe tout le monde gagne : plusieurs bonnes "collations" contre des voix, des réalisations sociales (routes, hôpitaux, écoles...) contre une allégeance totale.

L'intérêt matériel ou le clientélisme concerne non seulement les entrepreneurs politiques, mais aussi les clients ou clientèles. Ces derniers recherchent par la participation à ce système à l'exploiter, à l'utiliser pour améliorer leurs sorts ; l'objectif voilé de ces derniers est souvent d'établir une redistribution de « ce qui leur est volé ».

Le clientélisme pose le problème de la caractéristique durable de l'identification partisane. Le critère temporel introduit la question de la fidélité des partisans de l'heure. Est-ce qu'une inversion des rôles (pouvoir/ opposition) n'induirait pas un changement de

⁴² MICHELAT G. et SIMON M., *Classe, religion et comportement politique*, Editions sociales /Presses de la FNSP, Paris, 1977

⁴³ Voir Richard BANEGAS, « marchandisation du vote, citoyenneté et consolidation démocratique au Bénin », dans *politique africaine n°69* ; ZAMBO-BELINGA J-M. , « Quête de notabilité sociale, rémanence autoritaire et démocratisation au Cameroun », *cahiers d'études africaines n°171*, 2003 ; SOCPA Antoine, « le don dans le jeu électoral camerounais », *cahiers d'études africaines n°157*, 2000.

⁴⁴ BAYART J-F., *L'Etat en Afrique*, Paris, PFNSP, 1979

camp de leur part ? Cette interrogation se fonde sur la nécessaire affectivité qui sous-tend l'aspect durable de l'identification. Nous rappellerons l'étroitesse des liens entre logique clientéliste et Etat camerounais : les entrepreneurs politiques les plus importants (RDPC) cherchent à faire valoir leur position dans la hiérarchie de l'Etat, d'où la présentation d'une action sociale classiquement chargée ou attribuée de l'Etat comme redevable du parti au pouvoir. Ce clientélisme nécessite une interprétation des rapports sociaux, une "logique sociale" commune aux différents participants. La théorie des représentations offre une possibilité de saisine de cette logique sociale.

D'après FISCHER⁴⁵, "la représentation est la construction sociale d'un savoir ordinaire élaboré à travers les valeurs et les croyances partagées par un groupe social concernant différents objets (personnes, événements, catégories sociales, etc.) et donnant lieu à une vision commune des choses, qui se manifeste au cours des interactions sociales." Elle se retrouve dans des interactions qui lient le psychologique et le social, le second alimentant le premier par les modèles culturels et les idéologies dominantes à l'œuvre dans la société.

Les représentations sociales sont conçues comme des "guides pour l'action"⁴⁶. D'après ABRIC, celles-ci sont essentiellement construites par les individus sous l'inspiration de la société. Ces représentations possèdent une structure propre, organisées en termes de noyau central et d'éléments périphériques⁴⁷.

Elles constituent ainsi le ressort de l'affectivité de tout objet ; les partis politiques camerounais n'y échappent guère. Il est à remarquer que l'une de leurs caractéristiques communes, c'est leur faible institutionnalisation, matérialisée par l'absence de rotation des cadres et l'irrespect des règles adoptées⁴⁸. Les partis politiques au Cameroun évoluent donc sur un modèle charismatique, qui par définition, accorde plus d'importance aux croyances, aux qualités supposées du chef et aux pratiques que le héros met en exergue pour les entretenir, qu'à ses compétences effectives⁴⁹. Ici, la relation partisane est dans une certaine mesure personnalisée : le parti suggère plus son leader que celui-ci ne le représente. Ainsi, les partisans s'identifient d'abord au leader et adhèrent à son discours, avant d'intégrer le

⁴⁵ FISCHER G-N., *op.cit.* p.75.

⁴⁶ ABRIC J-C.(dir.), *Pratiques sociales et représentations*, PUF, Paris, 1994

⁴⁷ La notion de représentation intègre celles différentes de valeurs (orientations de l'action sociale) et de normes (imposition des règles de comportement, sanctions). Voir MENDRAS Henri, *éléments de sociologie*, Armand Colin, Paris, 2002

⁴⁸ Voir l'article de OWONA GUINI, « "le social democratic front" : un parti d'opposition entre charisme et bureaucratie », (pp. 210-294) dans Luc SINDJOUN (dir), *Comment peut-on être opposant au Cameroun ? Politique parlementaire et politique autoritaire*, CODESRIA, 2001

⁴⁹ Voir SCHWARTZENBERG R-G., *sociologie politique*, Montchrestien, 4^e ed., 1988

parti ou d'en devenir un sympathisant. "Dans cette perspective, la réalité sociale n'est donc pas réductible à la réalité objectivée : chacun manipule des symboles pour agir. Les processus sociaux sont des jeux symboliques qui permettent de donner une interprétation aux croyances et valeurs produites dans la société."⁵⁰

Tous ces facteurs sont plus ou moins présents dans l'œuvre de MUXEL Anne *les jeunes et la politique*. Celle-ci a pour contexte la France d'après les élections présidentielles de 1995. Ses conclusions font état d'une participation stable des jeunes à la politique ; cette participation est néanmoins variable en fonction des positions sociales individuelles. De manière générale, celle-ci s'accroît avec « le sentiment d'avoir prise sur la société et plus concrètement sur sa propre situation ». Elle met en exergue chez les jeunes, une tendance à l'éloignement des partis politiques dits traditionnels, ainsi qu'à une valorisation négative de tout ce qui est politique. Comme *les jeunes et la politique, les étudiants et la politique*⁵¹ ne s'intéressent que de manière transversale au processus d'identification partisane. En outre, le contexte camerounais présente certaines spécificités qui singularisent l'énoncé du problème.

Section V : Problématique

Soulever la problématique de notre travail consistera à préciser en premier, le problème qui nous préoccupe et en second, l'idée que nous avons de son possible traitement, qui est intrinsèquement lié aux modèles d'analyse retenus.

1. Problème posé

L'objet de notre étude est l'analyse des attitudes politiques affectives des étudiants s'agissant des organisations partisanes dans le contexte sociopolitique camerounais.

Du point de vue social, en relation avec la situation économique du pays, nous noterons les dégâts causés par le SIDA⁵² (et le paludisme moins médiatisé) ainsi que le chômage dans la tranche d'âge 18-25 ans⁵³. Le chômage des jeunes est d'autant plus

⁵⁰ FISCHER G-N., *op. cit.*, p. 21.

⁵¹ BACHY J-P. et C., *les étudiants et la politique*, Armand Colin, 1973

⁵² SIDA : syndrome d'immuno-déficience acquis ; celui-ci touche en majorité les jeunes. Taux officiel de prévalence : 5,5%

⁵³ D'après l'article de François SOUDAN dans *Jeune Afrique l'intelligent* n°2282 (pp 50-51), le chômage officiel en Afrique subsaharienne des moins de 24 ans serait de 21% ; ce taux pourrait être revu à la hausse au Cameroun si l'on intègre les travailleurs du secteur informel. En outre, nous noterons que 48% de la population vit sous le seuil de pauvreté (moins d'un dollar us par jour) et 42% de la population a moins de

préoccupant que le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur s'accroît rapidement. Corrélativement, il est à noter le phénomène de l'allongement de la période d'études : l'état de l'emploi aujourd'hui impose un niveau de spécialisation élevé dont l'obtention nécessite plusieurs années. Le nombre d'années d'études nécessaires à l'intégration professionnelle a dans l'ensemble augmenté. Entre temps, le jeune étudiant qui a parfois les attributs (autonomie institutionnelle : droit de vote, vie maritale, enfants...) de personnes « responsables » demeure dépendant des parents.

L'environnement politique camerounais se caractérise par la domination exercée par le RDPC ; ce dernier dirige, gère toutes les sphères politiques de la société, avec la légitimité conférée par les alliances établies pour la création d'un "gouvernement d'union nationale"⁵⁴. Cette domination s'effectue dans un environnement social plutôt mitigé, compte tenu du relatif malaise social et l'aspect limité des revendications sectorielles qui en découlent.

Si les conditions d'expression se sont réellement assouplies⁵⁵ ces dernières années, force est cependant de constater que le débat politique souffre d'un déséquilibre important. Autrement dit, l'idée même d'une possible alternance relève plus de la théorie que de la pratique, l'existence d'un contrepoids véritable n'étant que difficilement identifiable⁵⁶. Dans cette optique, les citoyens de "seconde zone" sont délaissés à eux-mêmes, dans la lutte contre la pauvreté qu'ils mènent chaque jour ainsi que dans la lutte contre le sida.

L'amélioration des agrégats économiques n'a toutefois pas encore des répercussions dans le panier de la ménagère. La dernière loi de finances a en outre procédé à une augmentation du niveau général des prélèvements, alors que certains produits dits de

15 ans. Nous mentionnerons cependant que ce taux est de 17% pour le Fonds national de l'emploi (FNE).source : interview du Directeur général dans le *Cameroon Tribune* du 10 février 2005 p.13.

⁵⁴ Ces alliances entre le RDPC et d'autres partis vont toujours en crédibilisant les autorités quant à des efforts de démocratisation. La tenue d'élections renforce cette idée. *Mars 1992* : alliance RDPC-MDR-UPC ; *décembre 1997* : alliance UNDP-RDPC

⁵⁵ Commentaires concernant le rapport américain des droits de l'Homme du 28/02/05 du rédacteur en chef du quotidien *mutations*, dans le journal du 07/03/05.

⁵⁶ Pour confirmer cette idée, nous tiendrons pour preuve la persistance du parti-Etat au Cameroun, matérialisée par le dédoublement haut commis de l'Etat-responsables du RDPC, deux fois comptables devant le "Chef de l'Etat", mais aussi la qualité des campagnes présidentielles. D'un côté, nous avons vu le super candidat du RDPC, représenté dans tous les arrondissements par des « élites », et de l'autre, des challengers se déplaçant en voiture.

première nécessité ont été intégrés dans l'assiette fiscale⁵⁷, l'objectif étant la réalisation du « point d'achèvement de l'initiative PPTE »⁵⁸.

Cet environnement sociopolitique, en relation avec les interrogations de départ, inspire une série de questionnements⁵⁹. Nous avons choisi d'aborder ce champ à partir de l'entrée étudiant.

Les étudiants, faut-il le rappeler, constituent une catégorie sociale secondaire puisqu'en marge des processus sociaux d'identification (par rapport au groupe "jeunes" ou "ethnies" par exemple), mais de première importance quand l'on se réfère au mode occidental d'intégration sociale⁶⁰. Le postulat de base de cette étude est que cette catégorie sociale possède une communauté d'intérêts⁶¹ qui crée, dans une certaine mesure, un sentiment d'appartenance.

Ces intérêts communs constitueraient une agrégation autour de la condition estudiantine et, par ricochet, de la réalité sociale. Autrement dit, la condition estudiantine favoriserait une vision d'ensemble du fonctionnement de la société, l'établissement d'un système de valeurs propre aux étudiants, ainsi qu'une distanciation, voir un esprit critique face à ce qui est énoncé de manière officielle, du politique en général.

C'est ici qu'interviennent les partis politiques dans leur fonction d'expression des attentes sociales. L'offre partisane camerounaise se distingue par son étendue, sa superficialité⁶² et surtout sa récente pluralisation (1991). Comment s'opère alors le choix durable dans cette jungle partisane et quelles en sont les motivations, étant donné la difficile appréciation de l'héritage en matière d'identité partisane au Cameroun ? Nous interrogeons le rapport affectif de la catégorie « étudiants » à ces intermédiaires exclusifs du jeu politique camerounais. Comment l'aspect critique tantôt souligné joue-t-il dans l'assimilation partisane, plus précisément, sur les perceptions estudiantines des organisations partisanes ?

⁵⁷ Article 128 (nouveau) (6) de la loi n° 2004/026 du 30 décembre 2004 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2005.

⁵⁸ PPTE : pays pauvre très endetté. Il s'agit de la présentation du budget par les responsables du ministère des finances telle que rapportée par BADJANG ba NKEN dans le *Cameroon tribune* du 15/12/2004 n°8246/4445.

⁵⁹ Entre autres, l'utilité des partis politiques, les marges de manœuvre que le système offre aux « gens d'en bas », les stratégies d'ascension sociale des jeunes par les partis politiques...

⁶⁰ En lecture par exemple d'A. MBEMBE, *op.cit.* Et de P. BOURDIEU et Jean-Claude PASSERON, *Les héritiers : les étudiants et la culture*, les éditions de minuit, 1964

⁶¹ Cette communauté d'intérêts à identifier serait essentiellement constituée d'une nécessaire amélioration des conditions d'études, de vie et de débouchés c'est-à-dire d'emploi. C'est de manière globale, le processus d'insertion sociale au niveau infrastructural qui est questionné. Ces intérêts nous semblent dépasser les barrières sociales que peuvent être les origines sociales, le sexe etc.

⁶² Car un nombre impressionnant de Partis existent sans activités politiques.

Conformément à la théorie des représentations, celles que le sujet peut avoir d'un objet social sont en relation avec celles qu'il a de lui-même. Il apparaît alors opportun, d'analyser les images sociales que les étudiants se font individuellement et collectivement de leurs personnes.

Le recours à la théorie des représentations s'explique par la possibilité qu'elle offre de juguler les conflits d'identité⁶³ (et de valeurs) qui se poseraient à l'étudiant. Le mot "valeurs" est saisi dans deux utilisations à savoir: le crédit (vision monétaire) accordé aux différents partis politiques d'une part, ainsi que les valeurs morales qu'ils véhiculent d'autre part. Il s'agira en fin de compte de l'étude d'idée(s) politique(s) définies par LAVROFF comme "la représentation que les Hommes se font du fait politique, de la pratique et des institutions politiques"⁶⁴.

2. Hypothèses

La recherche porte sur les représentations sociales des étudiants camerounais concernant leurs situations et les partis politiques, dans l'optique de ressortir et d'expliquer les relations affectives entre ces deux objets sociaux.

Deux niveaux d'analyse sont identifiables: d'un côté, l'affectivité éprouvée pour un parti politique peut être principalement le résultat du travail de différenciation politique de ses entrepreneurs; de l'autre, l'identification peut être un héritage social, l'identité intégrant les liens primaires et les liens secondaires. Dans notre contexte, le travail de communication politique des responsables partisans s'avère assez limité du fait des moyens et de l'intérêt qu'ils y accordent ou peuvent y accorder; dans tous les cas, celui-ci renforce, va dans le sens de l'héritage social qu'il tend à pérenniser et qui devient ainsi politisé. C'est pourquoi nous pensons que **loin d'être incohérent, le processus complexe d'identification partisane des étudiants camerounais s'explique par des représentations sociales ayant une structure propre; cette structure consiste en la hiérarchisation des valeurs contradictoires autour de la figure du leader partisan charismatique. Comme tout processus social, l'identification partisane est débitrice de l'histoire du groupe concerné. En l'occurrence, l'héritage premier ici c'est la logique ethno-régionale des rapports sociaux. L'individu constitue ainsi la vitrine du réseau**

⁶³ ABRIC J-C. (dir), *op.cit.*, pp. 31-32

⁶⁴ Dmitri Georges LAVROFF, *histoire des idées politiques depuis le XIXe siècle*, 4^e ed. , mémentos dalloz, paris, 1991, pp. 10-13

social dans lequel il est intégré, ce qui n'exclut pas une attention à son pouvoir, entendez marge de manœuvre dans ce réseau.

Cette hypothèse principale repose sur plusieurs idées-forces :

❖ La première se schématise en trois points. En premier lieu, les représentations que les étudiants ont de leurs personnes sont fonction des relations primaires qu'ils entretiennent, c'est-à-dire, des relations directes avec leur entourage qui définissent leurs statuts, rôles et positions sociaux.

En deuxième lieu, les représentations sociales des partis politiques sont fortement imprégnées de l'idéologie sociale dite de l'ethno-régionalisme. Celle-ci oriente les rapports sociaux en termes de replis identitaires, de terroirs, et finalement de fiefs c'est-à-dire de villages, ethnies et régions. En fonction de l'appartenance ethno-régionale, seront formulées des valeurs "au parti politique représentant des autres".

L'agrégation s'exécutera en la figure, le symbole du leader auquel il ne faut pas ôter l'attrait personnel. Les identités partisans se construisent ainsi sur ce que l'individu perçoit chez le leader comme étant ses attributs particuliers, et qu'il souhaite faire siens ou considère comme étant siens. Cette incorporation variera en fonction du degré d'autonomie de l'individu ou alors de la normalisation de la liberté dans son entourage. Le leader ici est porteur de significations.

❖ La deuxième idée-force tient en la nécessité de recourir à la « réalité historique⁶⁵ car les attitudes actuelles sont fortement tributaires d'une connaissance sociale basée sur l'expérience. Les attitudes et comportements ne prennent sens qu'à l'attention accordée au contexte, mais aussi à la trajectoire sociale.

❖ La dernière idée-force concerne la résultante de l'identification. L'identité se constituera certes sous l'influence socio-affective de l'entourage, mais ne pourra pas se départir de la configuration du champ politique camerounais ainsi que de la connaissance que l'individu en a. Cette connaissance pourra soit annihiler les orientations affectives notamment en suscitant des tentatives d'exploitation du jeu sociopolitique par des calculs propres, soit orienter l'individu dans une attitude d'exit ou de désintéressement du système politique, soit enfin, renforcer ses tendances affectives.

⁶⁵ au sens de GURVITCH G., *dialectique et sociologie*, Flammarion, Paris, 1962

3. Modèles d'analyse

Les modèles d'analyse, d'après Henri MENDRAS⁶⁶, sont des miniaturisations schématiques et fonctionnelles d'un ensemble social d'après une théorie.

Le lien d'identification à un parti s'explique par des représentations sociales dont l'origine se trouve dans les relations sociales où est inséré l'individu. Il en constitue la vitrine, le reflet de ses différentes influences. Ces influences proviennent en plus de ces relations inter-individus, de cet héritage social qu'est l'ethno-régionalisme. C'est donc dans la société que l'individu tire les ingrédients de son identité partisane, ces perceptions sociales sédimentées, ces « habitus » que Norbert ELIAS⁶⁷ envisage comme des « empreintes sociales » sur la personnalité et Pierre BOURDIEU⁶⁸, comme des « dispositions durables et transposables ».

L'individu est conçu comme inhibé dans les systèmes de relations sociales qui l'enserrent, ces « configurations » dans lesquelles il dépend de ses relationnels. « Le comportement des individus est toujours déterminé par des relations anciennes ou présentes avec les autres »⁶⁹. Il s'agit là de l'interdépendance des individus prônée par Norbert ELIAS. BOURDIEU parle du caractère transposable de ces dispositions, acquises dans le cours de certaines expériences (familiales par exemple) et qui ont des effets sur d'autres expériences. S'agissant des processus d'identification, l'hypothèse de l'exploitation de l'autorité parentale comme repère – ici la lisibilité des identités parentales partisans- ou héritage de la génération précédente, entre dans cette logique.

Toutefois, cette dépendance sociale ne doit pas être analysée dans une perspective déterministe. Est ainsi soulevée, la problématique de l'historicité en vertu de laquelle l'histoire des sociétés humaines – mais toujours aussi d'une société d'individus- n'est pas orientée par une fin donnée à l'avance. Malgré leur « domination »⁷⁰, les individus disposent d'une liberté de manœuvre, d'un pouvoir (Elias) matérialisé d'une part par la possibilité de marginalisation du groupe social d'origine, et d'autre part, par l'impossible prévisibilité de l'agencement de ces matériaux sociaux extérieurs⁷¹. L'identification partisane constitue ainsi une auto-consommation, c'est-à-dire, la consommation d'un

⁶⁶ Henri MENDRAS, *op.cit.*, p. 125.

⁶⁷ ELIAS N., *la société des individus*, Fayard, 1991

⁶⁸ BOURDIEU P. et PASSERON J.-C., *la reproduction sociale : éléments pour la théorie du système d'enseignement*, les ed. de minuit, 1987

⁶⁹ ELIAS N., *op. Cit.*, p.13

⁷⁰ Double en ce qui concerne les jeunes : Alfred SAUVY, *la révolte des jeunes*, Calman-Lévy, Paris, 1970, p.252

⁷¹ Un peu déterministe malgré tout parce qu'il existe un sens de l'histoire même si celui-ci ne peut être connu à l'avance et ne dépend pas des acteurs.

produit qu'on a soi-même contribué à construire. Cet « art de faire » propre à la catégorie de « dominés », présente une structure et une loi propre. Sur ce point se rejoignent ELIAS et De CERTEAU⁷². Nous y associons aussi BOURDIEU, avec le caractère systémique de ces habitus ; ces dispositions tendent à être unifiées entre elles.

Cette construction de l'assimilation partisane est corrélative de la variable historique à deux niveaux : d'abord dans la qualité d'acteurs de l'histoire reconnue aux jeunes dominés socialement, mais aussi, dans l'exploitation de l'histoire sociale dans l'explication politique : celle-ci contribue à la formation des habitus et à leur usage politique⁷³, ainsi que dans la « configuration » du « champ » partisan au moment de l'enquête : les rapports de forces ne sont pas les mêmes d'une année ou d'un mois à un autre, en fonction de l'actualité politique rentrée par la suite dans le passé. L'identification partisane est ainsi débitrice de l'histoire des relations sociopolitiques et des relations sociopolitiques à l'histoire⁷⁴, des liens entre individus de même génération (relations horizontales) et des liens entre individus de générations différentes (relations verticales).

C'est dans ces relations, ces interactions que s'élaborent et se transmettent les idées politiques. Les représentations introduisent la dimension symbolique dans ce processus social. La réalité sociale incarne ainsi un rapport de sens, c'est-à-dire qu'elle dépend étroitement des individus qui y participent et l'interprètent en fonction de leur grille de valeurs. Le sujet perçoit ainsi les événements sociaux au travers d'une sensibilité, socialement acquise et intériorisée. Les représentations sont donc sociales du fait de leur objet, de leur origine et de leur finalité. Car elles restructurent « la réalité pour permettre une intégration à la fois des caractéristiques objectives de l'objet, des expériences antérieures du sujet, et de son système d'attitudes et de normes⁷⁵ ». C'est dans les comportements et les discours de ces individus que pourront être identifiés les éléments principaux des représentations sociales et leurs adaptations aux partis politiques.

En conséquence, nous adhérons à une théorie sociale de la construction de la réalité sociale sur la base des représentations ayant un fondement relationnel et historique. Notre travail s'intègre alors dans une sociologie historique de la politique, les représentations étant essentiellement acquises.

⁷² Michel de CERTEAU (dir.), *L'invention du quotidien tome 1*, U.G.E., coll. « 10/18 », 1980

⁷³ Appréhension que les individus ont des objet politiques

⁷⁴ Les événements politiques pouvant donner lieu à de multiples interprétations.

Section VI : délimitation du cadre de l'étude

Le cadre d'étude retenu est le milieu estudiantin de la ville de Yaoundé. Pourquoi le milieu estudiantin? Parce que celui-ci a entretenu des rapports particuliers avec la sphère politique. Pendant les années "chaudes" (1991-1993) par exemple, l'université du Cameroun reflète l'état de la contestation sociale. Les étudiants ont par exemple arrêté de suivre les cours, véhiculant les revendications politiques générales. Le campus va alors être mis sous le contrôle des forces de l'ordre, lesquelles, avec les moyens "efficaces" que nous leur connaissons, briseront le mouvement de contestation entamé.

Dans la même période, des étudiants manifesteront leur soutien au gouvernement en place, à l'instigation du Chancelier de l'époque. C'est dire que le milieu estudiantin faisait l'objet d'un intérêt particulier de la part des forces politiques en opposition, car la contestation ainsi que la subordination étaient incitées par ces forces politiques.

Faut-il encore le rappeler, l'étudiant d'aujourd'hui c'est le responsable de demain. Cette population⁷⁶ nous permettra d'inscrire notre travail dans une continuité, c'est-à-dire, de saisir la société actuelle telle qu'elle se représente mais aussi, telle qu'elle pourrait devenir. Le choix des étudiants se justifie aussi par l'idée d'un déterminisme (dans le choix politique) pas encore cristallisé, ce d'autant plus que le milieu est cosmopolite. L'université constitue un lieu intégrateur, de communion et d'échanges où se reproduisent toutefois les attitudes et réflexions en cours dans les familles, la rue, bref en société.

En outre, la ville de Yaoundé présente l'intérêt d'offrir une grande variété d'institutions d'enseignement supérieur. A l'ancienne université du Cameroun, ont été substituées six universités dont deux sont à Yaoundé (Université de Yaoundé I et Université de Yaoundé II-Soa⁷⁷). En plus de cette offre universitaire publique, existe une offre universitaire privée que constituent notamment l'UCAC et l'Université de Yaoundé sud. Il est également à souligner l'important secteur des instituts supérieurs avec entre autres, l'Institut Siantou supérieur et l'Institut Ndi Samba supérieur ou encore, l'institut supérieur de gestion de Yaoundé. De nombreuses écoles spécialisées offrent également des formations; nous citerons sans être exhaustif, l'Institut Africain d'informatique (IAI), l'école supérieure des sciences techniques de l'information et de la communication

⁷⁵ FISCHER G-N., *op. Cit.*

⁷⁶ Population : ensemble de personnes présentant les mêmes caractéristiques

⁷⁷ S'agissant de cette dernière, il existe un abus de langage car la ville universitaire de Soa dépend du département de la Mefou-Afamba, contrairement à la ville de Yaoundé qui est le chef-lieu du département du Mfoundi.

(ESSTIC), l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC). Compte tenu de l'étendue du marché du supérieur à Yaoundé ainsi que de "l'étendue" de nos moyens, nous avons choisi de nous limiter aux trois grandes (par la taille et par le nombre d'étudiants) universités que sont, l'université de Yaoundé I (campus de Ngoa-Ekellé), l'université de Yaoundé II (campus de Soa) et l'UCAC (campus de Nkolbisson et d'Ekounou).

Les quarante-cinq étudiants⁷⁸ du second cycle que nous avons interrogés (15 par université), sont âgés de 21 à 28 ans. Le critère second cycle s'explique par la recherche d'une intégration et connaissance du milieu étudiantin, ainsi qu'une capacité d'analyse et d'expression minimale, qu'il n'est pas aisé de rencontrer sur la place du marché.

Dans l'ensemble, nous avons rencontré des étudiants des diverses parties du pays, les trois-quart étant de sexe masculin et habitant en famille c'est-à-dire chez des parents proches ou éloignés⁷⁹. Leurs études sont financées par leurs parents, même si les « business »⁸⁰ permettent d'arrondir les fins de mois⁸¹.

Section VII : Méthodologie

L'investigation s'est effectuée sur la base d'un guide d'entretien, moyen de collecte de données le plus apte à exploiter cette capacité d'analyse, cet esprit critique recherché. D'une part, nous avons récolté les positions, images et appréciations des jeunes et étudiants dans les organisations partisans. Il s'agissait pour nous de voir quel est le rôle joué par cet ensemble dans le fonctionnement de quelques partis politiques ; quelle est l'activité des militants étudiants dans nos partis politiques ? Quatre partis politiques, UPC, UDC, UNDP et le RDPC dans une certaine mesure ont répondu à nos attentes. Nous avons ainsi eu accès à des responsables et publications de ces partis.

D'autre part, nous avons interrogé des étudiants dans leur milieu, c'est-à-dire l'université, question de saisir l'environnement académique. Nous nous sommes appuyés principalement sur des responsables associatifs personnes-ressources. Ce travail repose donc sur une base de données, une observation participante du milieu, de ses us et habitus, ainsi qu'une recherche documentaire.

⁷⁸ Nous avons privilégié les responsables associatifs c'est-à-dire, les responsables des associations culturelles et des associations des étudiants de facultés et les militants que les partis politiques nous permettaient de rencontrer.

⁷⁹ Cette proportion tombe à 46,67% à l'UCAC

⁸⁰ Entendez petits boulots, « jobs »...

⁸¹ Voir annexe n°2

La ville de Yaoundé présente quelques particularités qui pourraient expliquer le sens des données recueillies. C'est la capitale politique du pays, siège des institutions nationales. Par exemple, le président de la République y réside. Cette fonction exposerait ses habitants à une plus grande publicité du RDPC, en comparaison des autres villes estudiantines. Le centre (Yaoundé) subirait des assauts propagandistes supérieurs aux autres villes. En outre, cette ville est la capitale administrative de l'un des fiefs électoraux du RDPC, la province du Centre. Nous pensons que cette double pression aura un rôle à jouer dans l'orientation des données. La distanciation de l'approche officielle des faits serait moins aisée à Yaoundé qu'ailleurs, du fait de ce poids d'un environnement contrôleur et contrôlé.

A cette observation, nous joindrons la qualité du sujet et le contexte dans lequel il s'est déroulé. En effet, les personnes abordées se sont parfois montrées réticentes, malgré les assurances données, à l'expression de leurs positions politiques, d'autant plus que les universités publiques étaient perturbées par un mouvement de revendications estudiantin (enquêtes effectuées du 06 au 25 avril 2005).

Bien sûr, les explications⁸² apportées par notre travail ne sont pas à l'abri de toute subjectivité du fait de la double posture d'acteur (étudiant) et chercheur, laquelle favorise toutefois, l'inscription dans l'utile intervalle distanciation et engagement cher à Norbert ELIAS⁸³.

Section VIII : PLAN DE L'ETUDE

L'explication du rapport affectif des étudiants aux partis politiques découlera d'une attention accordée aux représentations qu'ils ont des objets politiques (Chapitre 2), qui sera précédée de la perception sociale de ce groupe (Chapitre 1).

En second lieu, une tentative d'explication de ce lien affectif précisera l'inscription historique du rôle politique de l'étudiant puis, l'état de la configuration sociopolitique camerounaise, de laquelle l'étudiant en sortira acteur et/ou simple récepteur.

⁸² Comme dans toute recherche en sciences sociales !

⁸³ Avant-propos de Roger CHARTIER à *la société des individus* de ELIAS N.

PARTIE I : LES REPRESENTATIONS POLITIQUES DES ETUDIANTS

« Le terme de représentation désigne dans un sens large, une activité mentale à travers laquelle on rend présent à l'esprit, au moyen d'une image, un objet ou un événement absent »⁸⁴. Nous analysons les *représentations politiques des étudiants* dans un double sens : en premier, les représentations politiques des étudiants désignent la perception du rôle politique de ce groupe, de sa place dans le fonctionnement politique de son environnement. Cette image proviendra de l'image sociale qu'en ont les entrepreneurs politiques.

En second (chap. II), il s'agit des valeurs attribuées aux différents objets ou composantes politiques ; quelle image les étudiants ont de la politique en général ? Des partis politiques ? Des Hommes politiques ? Cette image diffère-t-elle de la représentation qu'en a le reste de la société ?

Ces représentations politiques sont constitutives et/ou inspiratrices d'un rapport particulier à la politique, matérialisé par leur participation et leur engagement dans la sphère politique.

Il convient de signaler que les données traitées par la suite sont essentiellement qualitatives et ne peuvent pas toujours objectivement être exprimées en statistiques. Les entretiens ont fait intervenir des étudiants (groupe de trois ou quatre) de manière semi-directive et contradictoire⁸⁵. Les développements des enquêtés ont exprimé des sensibilités, des expériences et des perceptions que nous avons tenté d'ordonner de manière thématique, l'objectif étant la circonscription des croyances sociales, que les tableaux et les chiffres ne peuvent, comme déjà signalé, que difficilement transcrire⁸⁶. Une autre partie de notre investigation nous a conduit vers les partis politiques. Le reste, les ouvrages et l'expérience personnelle l'ont inspiré⁸⁷.

⁸⁴ FISCHER G-N., *op. cit.*

⁸⁵ Technique du focus group. Il est cependant regrettable de ne pas avoir pu confronter étudiants de Yaoundé I et Yaoundé II, et étudiants du public versus étudiants du privé.

⁸⁶ Ainsi, « les étudiants disent, pensent etc. » expriment des tendances, des récurrences...cette approche thématique n'octroie pas une étanchéité des parties.

⁸⁷ N.B. : Nous reprenons ici beaucoup d'expressions utilisées par les étudiants ; le style pourrait en souffrir, mais il s'agit pour nous de rapprocher le lecteur des énonciateurs.

Chap.I : la perception sociale des étudiants

Ce chapitre traite des clichés sociaux relatifs à la corporation estudiantine. Il vise à établir le rôle, l'enjeu du groupe étudiants bref, ce à quoi renvoient mentalement les étudiants pour les politiques d'une part, puis pour les étudiants eux-mêmes d'autre part. Pour ce faire, quelques clarifications quant à l'état de la population estudiantine et le système universitaire nous apparaissent utiles.

Dans l'enseignement supérieur camerounais comme dans les autres secteurs, on distingue le secteur privé du secteur public. Comme l'on peut l'imaginer, le secteur privé se différencie principalement du public par le coût des formations et la taille des effectifs. Le secteur privé se diversifie progressivement, les formations les plus courantes et les plus connues ayant trait aux métiers de l'entreprise⁸⁸. Le domaine des instituts privés est assez réglementé. Un nombre impressionnant d'entre ceux-ci exercent dans l'illégalité, n'ayant pas les autorisations du MINESUP (Ministère de l'enseignement supérieur), administration gérant ce domaine d'éducation. La plupart de ces instituts se retrouvent à Douala et Yaoundé.

L'enseignement supérieur public offre plus de filières que le secteur privé. L'éventail des formations va de la classique école de droit jusqu'au doctorat en biochimie, en passant par la littérature africaine, les mathématiques, l'Espagnol, la médecine et les formations d'ingénieur. Ces formations sont réparties sur le territoire camerounais, avec une concentration particulière dans la capitale administrative⁸⁹. Celle-ci compte près de la moitié des étudiants du public et sans doute du Cameroun⁹⁰. Les frais de scolarité classiques en 2005 sont de 50000 FCFA par étudiant dans les universités d'Etat et dépassent parfois le million de francs dans les universités privés⁹¹.

⁸⁸ Brevet de technicien supérieur (BTS) en comptabilité, informatique, secrétariat etc. A notre connaissance, seule l'université catholique d'Afrique centrale (et récemment l'université de Yaoundé-sud) donne des formations purement universitaires (par opposition aux écoles de formation).

⁸⁹ Le 3^e cycle de certaines filières comme la biochimie se retrouve essentiellement à Yaoundé.

⁹⁰ 12763 étudiants pour Yaoundé II et 22889 pour Yaoundé I, soit un total de 35682 sur les 71081 étudiants du public en 2002. (Source : Rapport du 2nd forum des étudiants des universités d'Etat). Nous estimons que la population des étudiants dans le supérieur privé pourrait être de 7000 unités environ.

⁹¹ Certains diplômes spécialisés de 3^e cycle (DESS) nécessitent souvent de 500 à 1000000 FCFA dans les universités publiques.

A l'instar de la répartition des universités d'Etat, les étudiants se recrutent partout au Cameroun, ce que nous avons pu constater dans notre échantillon⁹². Déjà, la ville de Yaoundé est assez cosmopolite dans le sens où les « autochtones » représentent moins de la moitié de sa population. Il existe un déséquilibre dans la participation des deux sexes, puisque les hommes composent 61,58% de cette population⁹³.

Cet ensemble de ressources est encadré juridiquement par deux principaux textes que sont, le décret n°93/026 du 19 janvier 1993 et la loi n°005 du 16/04/01 portant orientation de l'enseignement supérieur. Le décret du 19 janvier 1993 fondement de *la réforme universitaire au Cameroun*⁹⁴, identifiait officiellement des handicaps à surmonter tels que « la croissance exponentielle des effectifs de l'Université de Yaoundé, doublée d'un déséquilibre dans la répartition territoriale de l'institution universitaire ; le faible taux d'encadrement des étudiants et le faible rendement, interne et externe du système, spécialement de l'Université de Yaoundé ; le déséquilibre du budget consacré prioritairement à l'intendance au détriment de l'enseignement et de la recherche ; la démoralisation de la Communauté universitaire »⁹⁵.

Il est possible d'affirmer que 12 ans après, ces handicaps sont encore d'actualité. Nous en aurons pour preuve les dernières manifestations estudiantines, le taux d'enseignants par étudiants⁹⁶, ainsi que les conclusions du 2nd forum des étudiants des universités d'Etat⁹⁷. C'est dire que « la production, l'organisation et la diffusion des connaissances scientifiques, culturelles, professionnelles et éthiques »⁹⁸ assignées par l'Etat à l'université au Cameroun sont fortement compromises. Est-ce que les différents acteurs sociaux en sont conscients ? Telle peut-être la finalité de ce chapitre.

⁹² Voir annexe n°2 tableau n°1

⁹³ En 2002 dans le public ils étaient 43772 sur les 71081 étudiants.

⁹⁴ Recueil de textes publiés par CEPER en juillet 2001 encore appelé *livre blanc*.

⁹⁵ Livre blanc page 9

⁹⁶ Soit 2187 enseignants pour 71081 étudiants, 60% étant des assistants. En outre, nombre de ceux-ci instruisent dans le secteur privé.

⁹⁷ Bien sûr, les universités et instituts privés peuvent être considérés séparément, mais le fait est que les statistiques du chômage ne les désolidarisent pas de leurs aînées du privé. Ces conclusions signalent par exemple, la continuité de cette démoralisation en milieu universitaire notamment le rapport de l'atelier n°3 pp. 105-113.

⁹⁸ Article n°2 de la loi n°005 du 16 avril 2001 portant orientation de l'Enseignement supérieur au Cameroun.

Section I : les étudiants vus par les autres

La perception des étudiants est en étroite relation avec celle que l'on a des jeunes, d'où l'importance de saisir cognitivement le jeune camerounais et sa société, afin de partir du général pour le particulier.

1. le jeune

La notion de jeune du point de vue social apparaît comme un fourre-tout. En premier lieu parce que les personnes interrogées avouent régulièrement avoir des difficultés à la définir ; ainsi, le jeune c'est quelqu'un qui est âgé de 7 à 77 ans par exemple. En second lieu, ces personnes utilisent les différents critères classiques différemment, illustration pouvant être faite par le critère de l'âge : à l'intervalle 7-77 ans, d'autres substituent parfois celui de 18 à 35 ans.

Le critère de l'âge n'est pas le seul. La condition de transition des jeunes en constitue aussi une caractéristique récurrente. Le jeune c'est alors un futur adulte, un adulte en devenir. Certains parlent simplement du sentiment d'être jeune comme critère de classification.

La notion de jeune forme vraisemblablement un bateau dans le quel est embarqué un peu de tout. BOURDIEU dit par exemple que, « la jeunesse n'est qu'un mot »⁹⁹. Nous en aurons pour preuve, les différentes manifestations de la fête de la jeunesse au Cameroun, où l'on accole successivement, les enfants de l'école maternelle, les lycéens et les étudiants etc. Apparaît alors jeune celui qui n'est pas *vieux*, c'est-à-dire une personne d'un âge certain (ou d'un certain âge). De la sorte, à 45 ans, un ministre sera taxé de *jeune*, tandis qu'en s'adressant à un auditoire de lycéens, il parlera de « la jeunesse camerounaise » tout en s'y excluant.

Dans cet ensemble de définitions, nous retenons l'esprit de transition qui intègre le jeune dans le devenir, dans le futur. Les jeunes deviennent alors le socle de la société future. C'est « le fer de lance de la nation » dit-on. Les Camerounais de demain. Toutefois, la notion de futur et de devenir est au moins aussi imprécise que celle de jeunesse. S'agit-il du court, du moyen ou du long terme ? Dans l'ensemble, nous pensons que c'est le long terme qui prévaut, étant considérés les discours des Hommes politiques, ainsi que la

⁹⁹ BOURDIEU P., *questions de sociologie*, Paris, ed. de minuit, 1988 , p.140

préséance d'images d'enfants sur celles d'étudiants (qui s'inscrivent déjà dans le présent) par exemple.

Cette orientation vers le futur débouche sur deux groupes de représentations : d'une part, la jeunesse c'est le potentiel, c'est la qualité, c'est le rêve. D'autre part c'est l'irresponsabilité, l'incompétence.

Le premier groupe d'images sur la jeunesse est dans l'ensemble positif. Les jeunes représentent « l'espoir de la nation », car détenant la possibilité de « changer les choses ». Ils possèdent la capacité d'innover, d'inventer, grâce à leur capacité de rêver. Pour réaliser cet objectif de changement, ils se *doivent* d'être « respectueux des aînés¹⁰⁰ ».

Les jeunes sont aussi des « cadets sociaux ». Ils doivent obéissance et respect aux aînés sous peine d'emprunter « les sentiers de la perdition ». Ceci est d'autant plus impératif que ces aînés font des sacrifices pour leur éducation, leur instruction. Ils se *doivent* donc d'écouter, d'apprendre, en attendant leur tour.

S'ils ne sont pas encore aptes à s'exprimer, à décider, les jeunes sont en conséquence irresponsables et incompétents. Une fois de plus, ils doivent étudier, s'instruire, afin de « participer au développement de leurs pays ».

Un des clichés de la jeunesse actuelle, symbole de l'irresponsabilité, c'est le phénomène « des yo et des yoyettes ». Ceux-ci ont un style vestimentaire différent de celui de leurs aînés, et dans l'ensemble sont orientés vers la « société occidentale ». Il leur est reproché cette identification à un ailleurs que l'on ne trouve pas meilleur ; ces jeunes, qui grosso modo correspondent à la tranche d'âge des adolescents, symbolisent « la perte de valeurs, l'absence de repères » d'une génération. Il s'agit là de la déliquescence de la jeunesse, qui explique socialement certains maux les minant. En première place, figure le SIDA, dont les politiques de sensibilisation¹⁰¹ visent principalement les jeunes car, partie de la population la plus touchée. SIDA se lie donc d'abord à jeunesse. Egalement, comme conséquences de la perte de valeurs, nous pouvons citer l'échec scolaire, la sexualité précoce, l'homosexualité et la prostitution, etc.

Les valeurs dont il s'agit ne sont jamais clairement précisées, mais nous pouvons y intégrer, le respect des aînés, le culte de l'effort, le sens de la communauté ou l'esprit de groupe etc.

¹⁰⁰ MBEMBE A., *op.cit.*, «Ni écoutés, ni pris au sérieux, ils n'ont pas le droit de s'exprimer devant les adultes ».

¹⁰¹ Campus sans sida, les journaux spécialisés dans cet objectif tels que « Entre nous », les pairs éducateurs.

Un autre cliché des « jeunes » c'est sans doute le phénomène de la « feymania¹⁰² ». Les « feymens » qui sont considérés comme des modèles déviants de la jeunesse, cristallisent cette absence d'efforts dans la recherche de sa pitance. « Les jeunes d'aujourd'hui sont paresseux ».

Les sportifs, et les footballeurs en particulier, constituent aussi des modèles contestés. Leur profession est perçue parfois péjorativement comme une activité rémunératrice qui n'en est pas une, puisque consistant en un jeu. Paradoxalement, l'équipe nationale de football est aussi instrumentalisée comme le signe de cette jeunesse qui gagne, qui s'impose qui ose et qui peut.

2. l'étudiant

L'étudiant n'est pas fondamentalement différent du jeune. Il est tout comme lui, irresponsable, en voie de perdition, sans éthique, bref sans repères¹⁰³. D'après le *rapport du 2nd forum des étudiants des universités d'Etat*, les étudiants font preuve d'une « carence d'honnêteté intellectuelle, de probité morale et du culte de l'excellence » ainsi qu'une « perte de valeurs morales »¹⁰⁴. Ces expressions résument les activités de corruption des professeurs, de commerce sexuel pour le sexe féminin ou droit de cuissage, de tricherie, escroquerie, atteinte à la pudeur¹⁰⁵ etc. Une fois encore, la jeunesse est considérée comme égarée, à remettre sur le droit chemin.

Les étudiants aussi sont dans l'ensemble des irresponsables, incapables de discerner ce qui est bien pour eux de ce qui nuit à leurs intérêts, puisque les manifestations de protestation qu'ils organisent seraient toujours dirigées par des « opposants ». Ils sont fortement influençables, manipulables par des instigateurs du désordre public et du chaos. Pour éviter ce risque, il convient de l'éloigner simplement de cette corporation, en interdisant toute activité politique dans les campus.

Au plan politique, les étudiants constituent donc une population manipulable, mais aussi capable de violence. Dans l'imaginaire social, ce sont des fauteurs de trouble qui peuvent à tout moment « contester ». Ce sont des *révoltés*. Leur irresponsabilité, en relation avec leur manœuvrabilité ne justifie pas pour autant un encadrement particulier, puisque aucune branche spécifique d'organisation partisane n'est réservée aux étudiants.

¹⁰² Il s'agit de jeunes qui excellent dans l'art de l'illusion et de la tromperie. Ils réussissent à extorquer d'importantes sommes d'argent à leurs victimes.

¹⁰³ Par exemple, dossier de *Mutations* n°1399 du lundi 09 mai 2005.

¹⁰⁴ p.111 du rapport

¹⁰⁵ Nous tenons à préciser que ces problèmes ne sont pas énumérés par nous, mais tirés dudit rapport.

Ils n'existent pas de sections d'organisations partisans avec une branche spécifique aux étudiants. Ils ne sont pas séparés de leurs compatriotes de la même tranche d'âge.

Les étudiants plus que les autres jeunes doivent étudier pour faire avancer le Cameroun. Car le pays consent beaucoup de sacrifices pour leur formation. Ils se doivent donc de se concentrer sur leurs études afin d'avoir un avenir radieux, ne pas se laisser détourner, distraire par les fauteurs de trouble. Ils sont analysés comme des investissements familiaux devant produire des dividendes.

L'étudiant c'est aussi celui qui a appris, qui fait l'école. Il dispose ainsi d'un capital culturel obtenu socialement par l'atteinte d'un niveau d'études supérieur à la moyenne. Bien que le niveau d'études s'accroisse, le taux de personnes qui atteignent le supérieur demeure faible¹⁰⁶. L'étudiant connaît donc « un peu ». Par rapport aux autres jeunes, il peut être écouté, avoir un avis. C'est quelqu'un qui sait « bien parler », donc qui peut tromper.

Le corollaire des études ici c'est l'emploi. Malgré la conjoncture défavorable et le nombre croissant de diplômés dans l'informel ou au chômage, l'étudiant demeure un individu qui a des chances de *devenir quelqu'un*. Il possède de fait, la possibilité d'intégrer l'Etat, donc les sphères du pouvoir, avoir de l'argent. Ainsi, c'est un potentiel dirigeant.

L'étudiant enfin et mieux que les autres, c'est l'avenir du pays ; ce sont ceux qui vont être les responsables du « gouvernement » de demain. C'est la capacité d'innovation d'un pays, son sang neuf. Ici, leur capacité à rêver est interprétée positivement, même si ce rêve, orienté vers l'ailleurs meilleur devient alors une chimère.

Dans l'ensemble, ils posent plus de problèmes que de solutions à la société ; du moins, en interprétation des discours des partis politiques.

3. Les étudiants et les jeunes : un groupe à problèmes pour les politiques¹⁰⁷

C'est ainsi que nous pouvons résumer les discours de la plupart des politiques s'agissant de la jeunesse et des étudiants en particulier. La jeunesse constitue la majorité de la population. Tous les problèmes sociaux se répercutent sur elle.

A l'UDC, les problèmes des étudiants sont multiples, et ne sauraient être considérés séparément du reste de ceux de la société. « Les affaires publiques sont mal

¹⁰⁶ Si l'on considère en 2002 le nombre de 80 000 étudiants au Cameroun, en incluant la moitié (40000) étudiants hors du pays, on a un total de 120000 étudiants. Ce qui à notre avis ne correspondrait sans doute pas à 50% de la tranche 18-25 ans. Beaucoup se limitent au secondaire pour diverses raisons.

¹⁰⁷ Sources : entretiens avec les responsables de l'UPC (H), de l'UDC, de l'UNDP et lecture des discours du président du RDPC et commentaires de militants hauts placés.

gérées de manière générale »¹⁰⁸. Pour régler la question de l'emploi, il faudrait revoir le système éducatif dans son ensemble.

Pour l'UNDP, les jeunes sont devenus pessimistes, ils ne rêvent plus. « Ils ont perdu l'espoir ». Sans doute l'espoir de meilleurs lendemains. De même, ils se désintéressent de la politique, d'où la nécessité d'organiser des manifestations attractives devant les intégrer dans les activités du parti¹⁰⁹, telles que des séminaires de formation politique, des activités socioculturelles organisées par le parti etc.

Pour l'UPC, les jeunes d'aujourd'hui présentent un ensemble de problèmes, dont la résolution et la cause reviennent principalement aux gouvernants. On remarque que la condition estudiantine est dévalorisée : « avant les étudiants avaient des bourses et faisaient beaucoup de choses avec, mais aujourd'hui, beaucoup paient difficilement les 50 000 de scolarité »¹¹⁰.

Pour RDPC enfin, les jeunes constituent véritablement le fer de lance de la nation. Ce sont les premiers destinataires de la politique des « grandes ambitions ». Ils jouissent d'une attention particulière de la part du « gouvernement » qui lui a accordé « non pas un mais deux ministères »¹¹¹. Malgré tout, cette jeunesse est considérée comme problématique, puisqu'elle est fortement touchée par le chômage et nécessite plusieurs ministères.

A priori, les partis politiques accordent une attention aux jeunes puisqu'ils possèdent tous des démembrements chargés de les réunir. Ces démembrements fonctionnent en étroite collaboration avec les organisations centrales. Ils jouissent dans la plupart des cas d'une autonomie financière et administrative dit-on. Nous avons toutefois constaté la difficulté avec laquelle ces organisations nous mettaient en relation avec des étudiants militants. En fait, nous n'avons rencontré que des étudiants militants officiellement dans l'UPC¹¹².

Il semble donc que cette réflexion se limite à cette disposition organisationnelle. Dans les faits, l'adhésion *massive* des jeunes et des étudiants en particulier est plus que discutable. En outre, une séparation de ces deux entités ne semble pas d'une quelconque importance pour les entités partisans.

¹⁰⁸ Entretien avec M. SOPTIEU KAPTCHOUANG Jean-Claude, secrétaire administratif permanent de l'UDC.

¹⁰⁹ Entretien avec le président du MDJP.

¹¹⁰ Interlocuteur : M. NKANG Pascal, secrétaire permanent de l'UNDP.

¹¹¹ Discours du 11/02/05 du président P.BIYA à la jeunesse. Il s'agit du ministère de la jeunesse, celui des sports et celui de l'éducation physique.

Section II : les étudiants vus par eux-mêmes

1. état des lieux

Les étudiants adhèrent à l'image que l'on se fait d'eux. Ainsi, tous d'abord se considèrent comme jeunes, même s'ils éprouvent une difficulté à préciser cette notion.

Concernant les jeunes, les étudiants pensent qu'ils sont abandonnés à eux-mêmes, qu'ils ne constituent pas réellement un centre d'intérêt et même un enjeu social. Les jeunes se perçoivent comme profondément démoralisés, sans repères, ce qu'ils expliquent par la conjoncture et l'environnement social dans son ensemble. Le comportement des jeunes est saisi comme tourné vers l'extérieur. Bref, ils reproduisent le discours circonscrit plus haut, à l'exception de l'aspect vindicatif et révolté.

S'agissant de leurs camarades, ils se définissent comme les futurs responsables du pays, « les futures élites » étant donnée l'expertise qu'ils acquièrent. Ce sont eux qui peuvent postuler aux différents concours administratifs et emplois dans les entreprises, qui vont enseigner dans les universités demain. De leur propos, nous tirons une certaine satisfaction de leur position d'anti-chambre du pouvoir.

Néanmoins, les étudiants du public spécifiquement, se trouvent clochardisés, leur perception sociale de futurs leaders s'étant fortement restreinte avec leur affaiblissement financier (suppression des bourses). Avant, disent-ils, l'étudiant était respecté déjà en tant qu'étudiant, non en tant que devenir. Le sentiment de clochardisation disent-ils, vient de la manière dont ils sont traités, de la gestion de l'université au Cameroun. Il va sans dire que nous abordons là la perception qu'ils se font de leur environnement académique.

Il convient à ce niveau de souligner la différenciation qui s'installe entre étudiants du privé et ceux du public. Les étudiants du public estiment que leurs conditions d'étude sont plus que déplorables. Il suffit de se reporter aux revendications de l'ADDEC, qui, aux dires de nos interlocuteurs, sont plus que fondées. Par exemple, la qualité des infrastructures, la gestion administrative de l'université, comme le prouverait la procédure d'obtention d'un relevé de notes, est moins efficace que dans les autres administrations¹¹³.

¹¹² L'hypothèse la plus plausible serait simplement l'explication de cette incapacité par des structures partisans éloignées de ce groupe, sentimentalement s'entend.

¹¹³ Il est vrai que ces revendications de l'ADDEC étaient qualifiées de trop larges, de généralistes pour être toutes résolues. En outre, celles-ci n'intégraient pas les étudiants du privé, aussi bien au plan fonctionnel que sentimental. Donc, illégitimité à parler au nom de tous les étudiants puisqu'une frange minoritaire certes, mais essentielle n'y est pas associée.

Particulièrement, la suppression des frais de scolarité a reçu une pleine adhésion des destinataires. Ils considèrent que celle-ci est possible, eu égard au train de vie de l'Etat.

Les étudiants de l'UCAC jugent leur environnement académique bon dans l'ensemble, surtout en comparaison de celui des universités publiques. Cet environnement est qualifié de stimulant et nécessairement profitable à leur formation. Toutefois, ce dernier se détériore progressivement, même si cela n'est pas encore ressenti à l'extérieur. Ils prennent pour indicatif, le contenu des enseignements par rapport aux connaissances qu'ils devraient détenir, leur évolution avec le reste de la société.

Les deux groupes se rejoignent sur la réalité du chômage qui attend la plupart d'entre eux à la sortie de l'université. L'emploi est alors considéré, comme une exception ; ceux qui l'obtiennent utilisent des « relations ». Une fois de plus, les étudiants de l'UCAC se considèrent mieux lotis que leurs camarades du public, dont les conclusions vont dans le même sens.

Le problème en relation avec le chômage est la formation universitaire. Pour les étudiants des universités d'Etat, leur formation ne cadre pas avec les besoins des potentiels employeurs. Ceci est dû en partie à l'enseignement. D'abord, les conditions d'étude ternissent. Il s'agit ici des professeurs qui ne viennent pas régulièrement dispenser les cours, le matériel obsolète ou inexistant, les salles de classe non éclairées etc. Egalement, les étudiants parlent d'une actualisation nécessaire pour certains enseignements qui, dispensés de la sorte depuis plusieurs années devraient être mis en phase avec les besoins de la société. C'est le problème de l'adéquation formation universitaire/emploi. Ce problème a été aussi abordé dans le 2nd forum des étudiants des universités d'Etat, précisément dans l'atelier n°6 « *préparation et formation des étudiants à la vie professionnelle et à la création d'emplois : état des lieux et perspectives* ». Les participants à cet atelier ont conclu à des formations universitaires essentiellement théoriques, et surtout, ont noté la faible représentation des formations professionnelles.

2. La vision croisée des étudiants

En conséquence de ce qui a été dit plus haut, les étudiants du privé se considèrent privilégiés dans l'accès à la vie active les étudiants du public ayant une formation en deçà de la leur, même s'ils se partagent les mêmes professeurs. Sans doute, des statistiques pourraient les conforter dans cet avis. Ils ont une vision positive de leur avenir et ne la partagent pas avec ceux du public, qui sont véritablement handicapés par leur environnement.

Les étudiants du public regardent également leurs camarades du privé comme des privilégiés. D'après eux, les étudiants du privé sont des « enfants de riches », entendez membres de la classe aisée de la nation. Ils estiment que ces frais de scolarité¹¹⁴ correspondant à leur coût financier annuel, ne peuvent être payés que par « des personnes qui ne sont pas pauvres ». Donc l'université publique c'est pour les moins nantis. Hormis ce fait, « l'étudiant c'est l'étudiant ». Il s'agit là d'une proximité culturelle : ils s'habillent de la même façon (occidental way of wear : paire de jeans et paire de basket, vêtements prêts du corps pour les dames), « écoutent les mêmes sons », etc. Par ailleurs, ils jugent leur formation avantageuse dans une certaine mesure, car elle nécessite beaucoup plus d'efforts de recherche pour être performant.

« L'étudiant c'est l'étudiant ». Cette assertion se vérifie quant à la perception de l'avenir. Même si celui du Cameroun est parfois envisagé de manière pessimiste, les étudiants individuellement pensent pouvoir s'imposer dans cet environnement, c'est-à-dire, être indépendant financièrement ; de cette indépendance financière dépend la suite.

La plupart des étudiants se voient travailler dans les prochaines années avec une famille dont ils auraient la charge. La profession n'étant pas précisée, c'est surtout dans le secteur privé que les étudiants envisagent d'exercer¹¹⁵. Les valeurs familiales semblent se maintenir puisque « fonder une famille » revient régulièrement dans leurs propos.

Les étudiants envisagent aussi de s'engager en politique. Mais cet engagement est secondaire, c'est-à-dire non prioritaire par rapport à une famille ou un « boulot ».

De cette perception sociale de l'étudiant peut être dégagé un ensemble de rôles, constitutif d'un *status* social et politique.

Section III : le statut politique des étudiants

Le statut social selon MENDRAS H., c'est le « jeu des différents rôles sociaux remplis par l'individu, ou la récompense de ses positions ». Jeu de rôles qui le situe dans la hiérarchie sociale, le rôle social pouvant être défini comme « un moule dans lequel les individus sont tenus de couler leur action¹¹⁶ ».

¹¹⁴ Par exemple pour une année de BTS, les frais de scolarité sont de 300 000fcfa.

¹¹⁵ 80% des étudiants du privé, contre 66,67% du public. Nous n'incluons pas dans ce groupe ceux qui envisagent enseigner, proportion quasi-nulle par ailleurs. L'attraction du privé s'explique par l'appât du gain élevé, et surtout nous semble-t-il, l'éloignement d'une compromission quasi-inévitable des responsabilités étatiques.

¹¹⁶ Cours de MENGUE M-Th., « introduction à la sociologie », année académique 2000-2001.

1. l'étudiant dans la sphère sociale

Les étudiants sont rattachés à l'ensemble « jeunes », dont le qualificatif principal est « irresponsable ». En tant que jeunes, les étudiants font partie du groupe des dominés socialement. Dans la sphère familiale comme le suggère la place du jeune dans nos sociétés traditionnelles, le jeune, garçon ou fille passe au second rang au moins dans l'ordre hiérarchique. Conformément à cet ordre, il est attendu de lui obéissance et respect.

Les étudiants sont aussi dominés socialement parce qu'ils ne possèdent pas les moyens d'imposer leurs idées voir de s'exprimer d'où le recours à la provocation de la crise comme méthodes de sensibilisation, de communication. Egalement, leur position économique de dépendance participe de cette domination.

Dans le même sens, leur image somme toute négative peut signifier un conflit avec le reste de la société, une démarcation des valeurs dominantes de sujétion. C'est que, le moule qu'il devrait adopter en tant que jeunes ne leur convient pas : les prédispositions à la sujétion sont remises en cause peut-être par l'environnement qui lui non plus ne répond pas aux attentes.

A l'inverse, il est possible de soutenir que les jeunes et les étudiants en particulier adoptent des comportements prévisibles socialement. En premier parce que le jeune symbolise aussi la rupture, comme suggèrerait l'éternel « conflit de générations ». En second lieu, la correspondance des représentations sociales des étudiants et des représentations estudiantines des étudiants notamment en ce qui concerne la qualification de *révoltés* est assimilable à une intériorisation d'un rôle social.

2. l'étudiant dans la sphere politique

La position de dominés sociaux est visible au plan politique par la valeur accordée au groupe estudiantin par les entrepreneurs politiques. Une attention particulière ne lui est pas accordée, mais même, une attention tout court car aucun programme politique ne s'y intéresse vraiment, les propositions se limitant à la création de nouvelles universités ou la suppression des bourses. Sur le plan politique, également, les étudiants, pourtant pour la plupart en âge de voter, n'ont pas le droit à l'expression d'où le recours comme déjà dit à la crise comme technique de sensibilisation. Il est possible d'affirmer leur liberté d'expression pourrait être source de réveil politique pour les autres composantes sociales, d'où l'énergie dépensée à les dénigrer lorsqu'ils prennent position.

C'est dire que le droit à l'expression politique, au jugement du fonctionnement de la société leur est contesté par les politiciens. Pourtant, le champ scolaire constitue l'un des

lieux de transmission de la « culture politique dominante¹¹⁷ » sous l'instigation de l'Etat, « maître de la politique éducative¹¹⁸ ». A travers l'enseignement scolaire notamment l'histoire, la géographie et l'éducation à la citoyenneté, les élèves-étudiants intériorisent un certain nombre de valeurs et de représentations relatives à l'ordre politique. La culture dominante alors transmise présente en majorité des éléments de sujétion et de participation.

Le champ scolaire contribue aussi à la délégitimation de l'ordre établi, et donc à la diffusion d'éléments de subversion dans le public étudiant. Ces éléments culturels apparaissent à la faveur de mobilisations d'acteurs spécifiques à ce champ autour d'enjeux somme toute propres audit champ. Concernant le champ universitaire, nous considérerons les grèves estudiantines d'avril 2005 comme s'y afférant. Il s'agit ici d'une « contre-culture » expressive d'un rejet de valeurs sociales dominantes. Cette « contre-culture » permet aux étudiants particulièrement de s'inscrire en faux du discours dominant, en prenant la parole dans un espace qui leur est symboliquement refusé.

Ici aussi, et conformément à la problématique de la révolution passive au Cameroun, il est possible d'affirmer qu'une « logique de continuité et de discontinuité (...) traverse le champ scolaire [universitaire] et le champ politique¹¹⁹ », en considération du dénouement de cette dernière crise estudiantine.

En fin de compte, l'image sociale de l'étudiant s'est surtout dégradée ces dernières années, avec la situation économique du pays. C'est un jeune comme les autres, mais qui a l'avantage d'une formation plus poussée et le sait. Des différences notables existent néanmoins entre ceux du privé et ceux du public, qui n'ont pas le même rapport avec le monde du travail, même si l'incertitude quant à l'avenir du Cameroun ainsi que le leur (personnel) est perceptible. Cette incertitude est significative quant à la connaissance de leur environnement ; on se rend compte que les étudiants ont une image personnelle assez critique, qui est justement inspirée par cet environnement. Leurs problèmes n'échappent pas aux décideurs politiques, qui ne les considèrent toutefois pas comme une population nécessitant un ciblage spécifique. Quelle image ces étudiants ont-ils des intervenants sur la scène politique ? Cette image comme l'on peut le prévoir, est en relation avec celle qu'ils ont de la politique dans son ensemble.

¹¹⁷ MENTHONG H-L « Mutations politiques et champ scolaire : l'école aux politiciens » dans SINDJOUN L., *la révolution passive au Cameroun : Etat, société et changement*, CODESRIA, Dakar, 1999

¹¹⁸ *Ibid.* p.12

¹¹⁹ *Ibid.* p.51

Chap.II : Les idées politiques des étudiants

S'il est un fait indiscutable, c'est que la politique et tout ce qui s'y rapporte a une connotation sociale péjorative. Celle-ci était déjà mentionnée par les précurseurs de la science politique tels que Platon et Socrate. En outre, elle est fortement répandue au plan géographique, puisqu'elle se rencontre aussi dans les pays dits « développés politiquement » tels que la France ou la Grande-Bretagne. Tous les agents sociaux ne sauraient être logés à la même enseigne, le phénomène ne les affectant pas au même degré. Dans cette partie, nous essayons d'établir cette perception différenciée du point de vue des étudiants, qui s'avère en outre révélatrice de l'attention qu'ils accordent aux objets politiques.

Section I : la politique

Les étudiants maîtrisent le concept de « politique ». Tous ont spécifiquement une idée de ce à quoi renvoie le terme de « politique ». Dans la plupart des cas, cette définition concerne le fonctionnement social au niveau national ; un nombre restreint d'enquêtés l'ont envisagé dans toute organisation humaine, comme la gestion d'intérêts contradictoires.

Ce qui est le plus intéressant et qui apparaît symptomatique de la perception du politique, c'est le sentiment¹²⁰ d'une lointaine et faible rétribution personnelle du fonctionnement politique du Cameroun. En effet, 88,89% des personnes interrogées affirment que le fonctionnement du politique au Cameroun ne leur apporte « pas grand-chose, sinon rien ». Cette idée est soutenue par plusieurs griefs ou tares, caractéristiques de la politique pratiquée au Cameroun. D'après une observation globale, ces griefs ont trait à l'absence de débat politique au Cameroun, alimenté par une communication jugée faible et une plus grande place accordée aux ethnies. Ces deux indicatifs du débat politique débouchent également sur le problème de compétence des décideurs, et par voie de fait sur la qualité de la gestion des affaires publiques.

Le jeu politique camerounais est analysé comme profondément ethnicisé. Cette ethnicisation se répercute à plusieurs niveaux. En premier lieu, les étiquettes partisans sont perçues par tous comme étant représentatives d'un groupe ethnique particulier : 100% des enquêtés sont de cet avis. Les commentaires dégagent ainsi l'absence d'idées

¹²⁰ *Qu'est-ce que la politique telle que tu l'as définie peut t'apporter ?*

directrices des programmes de partis politiques. Le débat politique ne correspond pas à cette contradiction d'idées, dans le cas où il existerait. Sont alors incriminés les partis politiques dans leur ensemble, quant au jeu politique de « peu de qualité » auquel ils se livrent. Nous en déduisons que « l'envergure nationale » dont se targuent certains leaders partisans s'agissant de leurs structures n'est pas perçue comme telle. Chaque parti est précisément rattaché à une région¹²¹.

Cette absence d'idées à défendre expliquerait la faible communication des entrepreneurs politiques. Ce grief est en grande partie imputé au « gouvernement »¹²², la communication gouvernementale désignant le processus d'information du public sur des mesures et décisions administratives. Celle-ci est jugée partielle et surtout sous-utilisée.

Sous-utilisée dans le sens où peu d'informations circulent quant aux décisions prises ; lorsqu'elles font l'objet d'une communication, les étudiants affirment que ces informations sont mal présentées car difficiles à comprendre. Les réformes entreprises d'après eux, souffriraient d'une absence d'adhésion des bénéficiaires, d'où le phénomène de fraude fiscale¹²³.

La communication gouvernementale est aussi partielle car le choix des événements couverts et la manière de les traiter sont orientés vers une magnification de l'action gouvernementale. Les organismes publics de communication¹²⁴ en font les frais, ainsi que c'était le cas lors des manifestations estudiantines pour le campus de Yaoundé I. Cette remarque est exprimée par les plus critiques, particulièrement ceux des universités publiques.

La communication gouvernementale a donc une connotation péjorative ; à cet égard, elle constitue par exemple l'une des principales failles du « mythe du président Paul BIYA », car cette communication limitée le concerne en premier. Son silence est parfois analysé comme une « fuite de responsabilités ». Toutefois, le gouvernement n'est pas le seul atteint par ce grief.

« Les partis politiques communiquent peu ». C'est par cette raison que les étudiants justifient leurs carences dans la connaissance de leurs projets politiques. Ce n'est qu'en période de campagne électorale, dit-on, qu'ils s'expriment, prennent position sur les problèmes sociaux. Nous en aurons pour preuve, la « célérité » avec laquelle ils se sont

¹²¹ Voir section II de ce chapitre

¹²² Le « gouvernement » pour nos concitoyens désigne « le conseil de ministres », et au sens large, l'administration.

¹²³ Le qualificatif de sous utilisé est employé par ceux qui dans l'ensemble sont favorables au gouvernement.

¹²⁴ *Cameroon tribune* le quotidien national, et la *Crtv* chaîne de télévision d'Etat.

prononcés sur la « crise estudiantine ». Cette mauvaise image de la communication dans le champ politique est peut-être à l'origine du grief « d'absence de débat politique ». 80% de nos enquêtés expriment cette perception du débat politique comme vide. Le débat politique dit-on, c'est la confrontation des idées, des points de vue sociaux au niveau politique dans l'optique d'exprimer ou de susciter l'adhésion des citoyens à des courants. « Si ce débat n'est pas vide, il est au moins sans impact ».

L'ethnisation des rapports politiques et la place accordée à la communication viendraient du niveau de conscience politique des dirigeants. Une autre tare soulignée est le processus de promotion à des postes de responsabilités qui ne prend en compte que l'aspect politique au détriment de la compétence comme le prouve chaque année la gestion du recrutement du personnel administratif : nous pensons notamment aux concours de l'ENAM, de la faculté de médecine et de sciences biomédicales de l'UY I, de l'école normale supérieure. Ainsi, les responsables politiques communiqueraient peu, tout en mobilisant leur identité ethnique car ce mode de gestion les arrange. Le lien est ainsi établi entre un jeu politique ethnisé et une absence de communication des composantes supérieures du champ politique camerounais.

Concernant leur participation politique, les étudiants indexent le conservatisme social, qui en politique singulièrement, retarde le renouvellement du personnel gouvernemental ainsi que l'accession des jeunes à des « postes de responsabilité ». D'où leur éloignement des organisations partisans. De même, ils se plaignent d'une absence d'intérêt pour les jeunes ; leurs problèmes ne sont pas pris en compte par les politiques ; pour 86,67% des enquêtés, personne ne s'occupe de ce qu'ils pensent, souhaitent ou endurent. Toutes les composantes politiques sont concernées. Les jeunes étudiants ne se retrouvent pas pour ainsi dire, dans le fonctionnement du politique au Cameroun.

Ici, sont mis dans la même assiette tous les responsables politiques. La dernière récrimination peut-être reliée aux revendications portées par l'ADDEC, de manière plus ou moins bruyante, mais aussi, l'importance du chômage dans la strate jeunes et étudiants en particulier.

Le fonctionnement politique au Cameroun se caractérise finalement par le rôle politique des ethnies, au détriment des valeurs de compétence, de transparence (communication) et d'équité (prise en compte de toutes les composantes sociales). D'où cette image péjorative, qui est objectivement renforcée par des luttes politiciennes autour d'étiquettes partisans, mais aussi, les scandales politiques concernant la gestion des affaires publiques.

La politique constitue le monde des courbettes, croche-pied et coups bas qui ne sont pas toujours profitables à l'ensemble social. C'est, en outre, un formidable moyen d'enrichissement personnel, « car on peut y gagner beaucoup d'argent, mais de « l'argent sale » ». C'est aussi le monde des trafics mystico-religieux où « tout le monde a vendu son âme, non pas au pouvoir, mais à l'argent ». C'est également le monde de l'impunité. D'où le phénomène de partis saisonniers et l'impression générale de pertes de valeurs.

Si la note généralement accordée au gouvernement est sensiblement supérieure à 10/20 (10.75/20), il n'en demeure pas moins vrai que 42.22% des personnes interrogées envisagent l'avenir du Cameroun à court terme (05 ans) comme étant problématique. Ils redoutent une explosion sociale due aux conditions de vie de la « majorité » jusque là « silencieuse », à l'occasion d'une transition politique difficile. L'après BIYA serait un casse-tête chinois pour son successeur à la tête de l'Etat et celui à la tête du parti aujourd'hui au pouvoir qui pourraient ne faire qu'un.

Ces récriminations, caractéristiques de la perception du politique, sont singulièrement orientées vers le « gouvernement », mais impliquent la société dans sa globalité car au fond, elles questionnent le processus de gestion des affaires publiques dans ses diverses composantes (gouvernement, société civile, opposition). N'en sont pas épargnés¹²⁵ les partis et les hommes politiques de « l'opposition ». Il se dégage un sentiment de rupture entre le monde politique et le reste du champ social, « un monde avec lequel on doit faire », et qui serait l'incarnation du « mal-être » et de ses causes dans la société.

La politique c'est enfin, la sphère que 95% des étudiants envisagent d'intégrer dans l'avenir, à plein temps ou parallèlement. Cet engagement est conditionné par l'environnement qui régnera. L'idée en toile de fond, c'est l'espoir d'un fonctionnement politique différent, amélioré dans les années à venir (après BIYA), mais surtout, que la sphère politique n'est pas encore accessible et que son intégration nécessite une préparation..

Section II : les Hommes politiques

Les hommes politiques sont définis tantôt comme des personnes porteuses de convictions qu'ils expriment, tantôt comme des personnes faisant de la politique. Les

¹²⁵ Voir Section II et III du présent chapitre

définitions données par les étudiants confirment la qualité de leur outillage conceptuel en politique. L'homme politique se transforme de temps à autre ou plutôt régulièrement en politicien. Il s'agit là de l'homme politique dans sa perversion, mais aussi dans sa normalité. Perversion parce que cette désignation est associée une coloration négative, mais normalité car les déviances condamnées sont communes à la plupart des hommes politiques, d'après les étudiants que nous avons côtoyés. L'homme politique, le vrai, défend des idées qu'il juge aller dans l'intérêt de la nation.

Sont par la suite hommes politiques ceux qui occupent des postes dans le *gouvernement*, c'est-à-dire les ministres, mais aussi les directeurs généraux des établissements publics, bref les hauts fonctionnaires de l'Etat. C'est dire que l'administration n'est pas perçue comme neutre, ces responsables défendant les couleurs du parti au pouvoir. Les Hommes politiques sont aussi des responsables des partis politiques, des élus. Toutefois, peu d'entre ceux occupant les postes ci-dessus énumérés correspondraient à la définition *académique* donnée.

Les politiciens, majoritaires dans l'ensemble créé, rouleraient plus pour leurs intérêts personnels que pour ceux de la nation. Leurs intérêts renvoient à leur enrichissement personnel. Pour ce faire, ils manipulent l'opinion publique et les populations (opposants) dans le but d'entrer au gouvernement. De même, sont ainsi interprétées les meetings organisés dans les campagnes par les « élites ». Ce sont donc « les premiers corrompus du pays ». A l'inverse, un homme politique sans argent, sans grosses voitures, ...ce n'en est pas un de vrai. La richesse entre dans l'imaginaire de manière subreptice. D'où un débat politique aussi pauvre. Le politicien est riche matériellement, mais pauvre intellectuellement étant donné le grief de compétence souvent avancé.

Un homme politique a un certain âge. C'est un « vieux, un adulte », bref, c'est difficilement quelqu'un qui fait partie de la frange *jeunes*. Cette image est souvent exprimée négativement par le fait « qu'ils appartiennent à la même génération pour la plupart [55ans et plus] et sont d'anciens responsables du parti unique ». Dans ce sens, la politique au Cameroun est un système qui profite à quelques Hommes et à leurs familles. Car « les politiciens nous ont fait plus de mal que de bien, ils ont essentiellement préservé leurs intérêts sans s'occuper de ceux de la nation ». Dans la même veine, un politicien est un manipulateur, une personne qui ne respecte pas la parole donnée, donc qui ne saurait être digne de confiance.

Ces différentes caractéristiques sont perçues à la fois comme des méfaits (image négative) du système, mais aussi comme des conditionnalités¹²⁶ à remplir si l'on souhaite s'y imposer. Celles-ci apparemment ne concerneraient pas les femmes. Car elles ne sont pas évoquées sous toutes les coutures (positives ou négatives). Cette présentation ne distingue pas le bon grain de l'ivraie, ce que nous tentons d'établir par la suite, car *tous les hommes politiques ne sont pas égaux*.

Au Cameroun, pour les étudiants en tout cas, il y a les hommes politiques et il y a ...Paul BIYA. Plusieurs noms jouissent d'un crédit minimal ; ceux-ci ressortent aussi bien de l'opposition que du «gouvernement». Les «opposants» semblent avoir, pour la plupart, *frappés* nos enquêtés lors des élections d'octobre 2004 puisqu'ils ont été presque tous candidat à la présidentielle. La perception des leaders par les étudiants est à mettre en relation avec *le parti dont ils se sentent proches*, bref, leur sensibilité politique. Ici, le travail de communication des personnalités citées, joue un rôle indéniable. Les données collectées suggèrent leur regroupement en trois ensembles :

- ceux qui sont très médiatisés ou plutôt médiatisés depuis une longue période : dans ce groupe, nous avons P.BIYA évidemment, et dans une moindre mesure, FRU NDI.
- ceux qui jouissent d'une médiatisation régulière, du fait de leurs fonctions : nous citerons les ministres ABAH ABAH Polycarpe, Joseph OWONA, et surtout, ATANGANA MEBARA.
- ceux qui ont pu se prononcer sur le fonctionnement du pays, principalement des anciens candidats à l'élection présidentielle : Anicet EKANE, Garga HAMAN HADJI, Adamou NDAM NJOYA.

Dans le groupe des maroquins, M. ABAH ABAH incarne quelque peu la jeunesse, mais aussi la compétence et la responsabilité. Ancien directeur des impôts, il a insufflé à cette administration un esprit dynamique qui semble avoir des retombées personnelles en ce qui concerne notre échantillon. Cette image a sans doute été rehaussée par les mesures administratives prises dans son département ministériel, que la presse de toute obédience a répercuté positivement. L'actuel secrétaire général à la présidence de la République jouit d'une côte particulière ; de son passage au ministère de l'enseignement supérieur, les étudiants ont sans doute retenu une accessibilité, une proximité et une spontanéité qui le différencient de ses successeurs. Joseph OWONA se serait sans doute la compétence inspirée par son expérience et son niveau académique.

¹²⁶ Manipulation, corruption, mais aussi persuasion

Les membres du 3^e groupe des « bien crédités » tirent également leur aura de leur style ou thème communicationnel. Anicet EKANI, par sa verve, sa diatribe, semble s'être attiré quelques sympathisants au niveau national, et dans la strate *jeunes* en particulier. Garga HAMAN HADJI apparaît comme un homme d'Etat, un homme ayant exercé le pouvoir, « mais pas comme les autres ». C'est sur cet esprit qu'a été basée sa campagne présidentielle.

Le candidat de la CRRN (coalition pour la réconciliation et la reconstruction nationale), Adamou NDAM NJOYA, se distingue de l'ensemble, car souvent crédité d'un discours véritablement « idéologique », contrairement aux autres « opposants ». Pour 20% d'enquêtés, il arbore même une posture de président puisqu'il a été choisi par ses pairs.. Toutefois, le régionalisme de son parti le fragilise quelque peu.

Ni John FRU NDI se positionne comme le principal challenger de Paul BIYA. Il incarne son parti qui désigne véritablement l'opposition au Cameroun. Néanmoins, une frange de notre échantillon (33,33%) le trouve égocentrique, peut-être à cause de l'affaire CRRN ainsi que sa gestion du parti à la tête duquel il se trouve. Par ailleurs, son niveau d'études le pénaliserait dans « la mesure des conséquences sociales de ses décisions »¹²⁷. C'est dire que sa capacité à diriger un pays ne fait pas l'unanimité. Une hypothèse serait que le *chairman* est confronté à la barrière de la langue car notre échantillon essentiellement francophone ne se représente pas un président de la République « anglo ».

P. BIYA constitue une figure à part. Il représente une dualité attraction/répulsion chez les plus critiques et simplement fascination chez ses militants. L'attraction/répulsion présente un double terme : d'un côté, c'est l'icône du système, sinon son principal instigateur ; le problème de compétence, le jeu politique ethnicisé...bref, il est loin d'être un spectateur de cette « affaire là » dirait-on, pour parler de la situation socio-économique dans laquelle se situe le Cameroun. Comment ne pas non plus admirer cette longévité au pouvoir avec une communication perçue comme faible, réduite ? La figure de P. BIYA semble dépasser le simple charisme attribué aussi à FRU NDI par exemple. La plupart des enquêtés critiques¹²⁸ n'osent pas en faire, de manière directe et désignée, le principal responsable ; le « système » est décrit, mais les responsables ne sont pas épinglés. Il règne une sorte de répugnance qui s'approche du tabou à l'incriminer, à le responsabiliser.

¹²⁷ Nous mentionnerons que ces commentaires viennent des *rdpcistes* (partisans du RDPC).

¹²⁸ 20% des personnes interrogées sont qualifiables de très critiques, mais 66,67% d'entre elles ne le désignent pas nommément dans leur diatribe.

P. BIYA, c'est aussi « le seul qu'on a jusque là connu ». Cette observation permet de constater que celui-ci fait l'objet d'un travail médiatique particulièrement impressionnant : d'une part, il est à l'origine de tout ce qui peut-être positif dans l'action gouvernementale, mais aussi à l'arrivée. La personne de BIYA est associée, aux victoires des « lions indomptables », aux réalisations sociales etc. D'autre part, c'est le bouc-émissaire pour les contestataires s'agissant de tous les dysfonctionnements sociaux. Toute cette pression médiatique semble avoir porté ses fruits sur cette génération qui n'a pas d'autres repères. A la limite, dirions-nous, « c'est notre président ». Bien sur, inutile de se poser la question de sa posture présidentielle comme s'était le cas pour les autres candidats.

Soit dit en passant, l'on peut noter l'absence de « figures du régime » telles que Charles DOUMBA, ou Cavaye YEGUIE DJIBRIL. C'est aussi l'occasion de souligner dans ce peloton de « bien classés », l'absence de femmes, significatif de leur place dans la société et dans l'élite politique ; il ne leur est pas régulièrement attribué socialement les capacités de leadership.

S'agissant des personnalités les moins appréciées, les étudiants ne s'exprimaient pas longuement et même presque pas. Reviennent régulièrement dans ce groupe, Dakolé DAISSALA, Gustave ESSAKA, et dans une moindre mesure, Bello BOUBA. Ils semblent incarner l'Homme politique dans sa perfection ; Bello BOUBA, « on ne sait plus où le classer ». Gustave ESSAKA, fait partie de ces amateurs politiques qui gravitent autour du RDPC, de même que Dakolé DAISSALA ; ce dernier en particulier reflète l'incompétence¹²⁹.

Section III : les étiquettes partisans

L'objet *parti politique* n'est pas étranger aux représentations politiques des étudiants. Tous en ont une idée plus ou moins exacte et concrète. « Un parti politique, ce peut être une organisation d'hommes recherchant le pouvoir » ou « un ensemble d'hommes défendant une certaine idéologie ». Le critère le plus récurrent dans la distinction d'avec les autres organisations humaines est la recherche du pouvoir. Ce critère a l'avantage « de cadrer avec ce qui se passe ici »¹³⁰.

¹²⁹ Il s'agit là de tendances ; par exemple, Paul BIYA est critiqué à suffisance, mais son image reste fondamentalement positive, dans notre échantillon.

¹³⁰ Néanmoins, 5% des enquêtés affirment détecter l'idéologie dans les partis politiques au Cameroun, sur la base déjà des dénominations.

Quelques traits communs peuvent affecter les partis politiques camerounais vus par les étudiants, sur la base des griefs portés au jeu politique : l'éternelle ethnicisation associée à l'absence de débat politique, le conservatisme lié à l'absence de démocratie interne.

Comme mentionné précédemment, les partis politiques sont d'abord perçus comme des représentants de régions et d'ethnies dans le jeu politique. Les étudiants, conformément à leurs remarques sur le jeu politique ethnicisé, s'accordent (95%) sur la réalité de la représentation ethnique par les partis politiques et leur répartition. Ainsi, est rattaché au RDPC, les « bété » du Centre-Sud-Est, au SDF les « anglophones et les Bamiléké » du grand Ouest, à l'UDC les Bamoun du Noun, à l'UPC les bassa et à l'UNDP les « nordistes ». Dans l'ensemble (95%), ces partis sont considérés comme *principaux* sur la scène politique¹³¹.

Cette représentation ethno-régionale des partis politiques est générée par la coloration des instances dirigeantes, mais aussi amplifiée par la publicité dont cette conception fait l'objet¹³².

L'image du parti est aussi fonction de son leader. Comme nous l'avons suggéré ci-dessus, ces deux objets politiques sont assimilés dans la conscience sociale, difficilement dissociable. C'est que le leader est toujours originaire de la région ou du groupe ethnique que son parti représente. C'est pourquoi celui-ci cristallise les valeurs du parti dans une relative circonspection¹³³.

Tous les partisans du RDPC ont brossé un portrait attrayant de leur leader, tout en se montrant régulièrement limités quant à la connaissance du programme politique de son parti (63,64%). La remarque peut être étendue au SDF et à l'UDC. Il existerait ainsi un lien entre identification partisane et identification à un leader politique. Cette remarque est davantage pertinente lorsqu'on élargit l'échantillon au groupe de ceux qui se sentent proches d'un parti sans s'y identifier. « Le parti suggère plus le leader que celui-ci ne le représente ». Cette idée est renforcée par la rotation à la tête de ces organisations partisans.

¹³¹ Il est également à signaler l'intérêt porté à l'ADD, qui n'est pas cependant significatif pour être amarré à « la cour des grands ». Cette classification a déjà été opérée par SINDJOUN, *op. cit.* pp. 8-43

¹³² Médias, politologues, hommes politiques... voire *Pour le libéralisme communautaire*

¹³³ Nous ne pouvons pas par exemple affirmer que toutes les attributions du leader correspondent à l'image que les enquêtés se font du groupe ethnique. Le facteur personnel dans ce cas est indéniable.

Nous entrevoyons également une nette considération pour les leaders par rapport aux partis politiques. Ceux-ci font vraiment l'objet de commentaires « personnalisés », profonds, tandis que les partis politiques... semblent plus éloignés.

L'idée sous-jacente ici est que les hommes seraient plus cernables que les partis politiques du fait de leur facile identification. Ils détiennent un visage que l'on aimerait bien attribuer à ces entités abstraites que sont les organisations partisans. Les commentaires « personnalisés » tournaient autour de la personnalité des leaders, leurs comportements, leurs attitudes etc. Quant aux partis politiques, ils semblaient presque méconnus de leur public¹³⁴, en excluant leur attache ethno-régionale, du moins dans le fond : les programmes et projets politiques des « partis dont on se sent proches » n'étaient pas maîtrisés (80,95%), en dehors (et encore !) du RDPC et de l'UPC¹³⁵. Nous retomons peut-être là dans le vice communicationnel.

Il est vrai que peu d'étudiants dans l'ensemble ont affirmé leur identification partisane, soit 44,44%. Dans ce groupe d'étudiants, 53,33% se rangeaient dans le RDPC, 13,33% dans l'UDC, 0% dans le SDF et 33,34% dans l'UPC. De manière liminaire, les jeunes étudiants « convaincus » se rencontrent en majorité dans le principal parti au pouvoir. Il convient, comme nous l'avions pressenti, de relativiser cet état de fait en considération de la position géographique du lieu d'enquête.

Dans ce groupe d'identifiés, seuls ceux de l'UPC ne se rattachaient pas formellement à un leader, mais de préférence au rôle historique du parti dans l'indépendance. La presse des politiciens variait avec le bord politique dans la majorité des cas (60% précisément)¹³⁶, exception faite de Paul BIYA, certains n'étant appréciés que par leurs partisans¹³⁷.

Les identifications partisans ne correspondent pas ici à la répartition ethnographique de notre échantillon¹³⁸. Les étudiants ne semblent pas adhérer à cette représentation sociale des étiquettes partisans sur la base de l'ethnie¹³⁹.

¹³⁴ En dehors du RDPC (et quel siège !), Les représentations ou sièges des partis politiques sont inconnus de nos interlocuteurs.

¹³⁵ Le projet politique de ce parti semble se résumer au rôle des fondateurs et « premiers camarades » puisqu'ils n'ont pas par exemple une ligne économique précise ; ce projet politique est maîtrisé par tous ses identifiés et ses proches et même par ceux qui n'en font pas partie.

¹³⁶ Nous nous fondons sur l'appréciation faite par les étudiants concernant les responsables de « l'autre camp ».

¹³⁷ cas de Adamou NDAM NJOYA

¹³⁸ Voir annexe n°2

¹³⁹ Toutefois, une observation de la vie universitaire, particulièrement dans le public, laisse entrevoir un rôle, peut-être pas majeur, mais pas non plus négligeable, de l'ethnie au travers des associations dites *culturelles*, conformément à la section II du dernier chapitre de notre travail, un paradoxe existant entre des déclarations

Les partis politiques sont aussi perçus comme des moyens d'accès à la «mangeoire». Ainsi sont interprétées les alliances faites avec le RDPC s'agissant de l'UNDP et de l'UPC, et de tous les autres partis de l'opposition dans le même cas. De même, 85% de nos enquêtés estiment que le militantisme au sein du RDPC est essentiellement clientéliste.

A la question de savoir s'ils faisaient partie de l'opposition (UNDP et UPC), les avis étaient partagés (48,89% contre ; 51, 11% pour). C'est dire que le positionnement de ces partis par rapport aux étiquettes déterminées par SINDJOUN¹⁴⁰, s'avère équivoque. Les leaders de l'UPC et de l'UNDP sont taxés d'opportunistes ; les alliances ne sont pas interprétées dans le sens de « participer pour changer » par nos interlocuteurs.

L'image de l'UPC souffre d'une double désavantage. En plus du fait que ce soit un parti politique¹⁴¹, son identité n'est plus aisément repérable. Nombre de personnes interrogées expriment leur embarras lorsqu'il s'agit d'en qualifier la position. Les luttes internes, suffisamment médiatisées ont laissé une sensation de « politique politicienne » auprès des étudiants. L'absence d'un leader principal renforcerait cette impression. Pour la totalité des étudiants s'y identifiant, le parti est d'ailleurs « mal géré » tandis que les autres retiennent un climat d'intérêt et de désordre. Il conserve cependant son statut de sacrifié, « le premier parti au Cameroun, celui qui a lutté pour l'indépendance » (90% des enquêtés).

Le SDF demeure le principal parti de l'opposition (69%), mais une interrogation revient régulièrement quant à la véracité de son opposition. Apparemment, la frange « jeunes » n'a pas eu vent des batailles qui l'ont habité, puisqu'ils n'en parlent pas. Toutefois, l'absence de démocratie interne, plus que dans les autres partis revient avec récurrence.

L'UDC se balade avec une seule coquille, qui est souvent opposée à son leader : son régionalisme, sa limitation au Noun n'en fait pas un « parti national »¹⁴².

Le RDPC c'est le parti au pouvoir, celui qui a la puissance financière. C'est aussi l'ancien parti unique¹⁴³. Il détient la possibilité de changer les choses. C'est ainsi que 50 % du groupe des étudiants s'en percevant « proches » légitiment leur position formellement.

péjoratives quant au jeu politique ethnicisé et l'intégration d'associations *tribales* pour les objectifs précisés ci-dessus. Cet aspect est approfondi dans le chapitre II de la 2^e partie.

¹⁴⁰ « Ce que s'opposer veut dire... », *art. cit.*

¹⁴¹ Donc mauvaise presse au départ

¹⁴² Un parti national c'est un parti qui n'est pas régional, qui a des adhérents de manière équilibrée partout dans le pays.

¹⁴³ Cette dernière allusion est dévalorisante puisqu'elle renvoie au monolithisme de fait.

Ici aussi, la démocratie interne fait défaut ; c'est d'ailleurs la principale critique de ses adhérents qui décrivent ainsi un immobilisme, un conservatisme, qui ne permet pas la responsabilisation des jeunes. A cela nous ajouterons l'aspect communicationnel affectant Paul BIYA. Les illustrations récurrentes ici concernent le débat « modernistes/conservateurs ». C'est aussi le parti où l'on peut se faire des connaissances utiles et par ricochet, de l'argent, d'où l'image de clientéliste qu'il arbore.

En résumé, les étiquettes partisans associent ethno-régionalisme et leader charismatique. Si ces étiquettes se rejoignent sur leurs perceptions péjoratives (absence de démocratie et place des jeunes), des différences notables existent. Communément perçues par les étudiants, ces différenciations révèlent l'hésitation qui les anime quant à un choix partisan précis, ainsi que la diversité, l'hétérogénéité de ce groupe. Le repérage partis d'opposition/partis au pouvoir a fonctionné dans tous les cas, exception faite de l'UNDP et de l'UPC.

De ce qui précède, l'on retiendra que les étudiants ont un intérêt pour la politique, et pas des moindres, matérialisé par leur assez bonne connaissance du champ politique camerounais. On en aura pour preuve les définitions données pour les différents objets politiques retenus et les commentaires associés.

Néanmoins, précisons que les étudiants ne s'intéressent à la politique que de manière secondaire. Pour la plupart (84,44%), la politique constitue un thème de discussion venant en 3^e position (après l'école et les distractions par exemple) aussi bien en famille qu'entre amis¹⁴⁴. En plus, celle-ci est considérée sous l'angle du fonctionnement social i.e., n'impliquant que minimalement les partis politiques par exemple. Dans bien des cas, c'est l'actualité qui l'inscrit à l'ordre du jour. A la question *les jeunes s'intéressent-ils à la politique ?* 60% des réponses prônaient l'affirmative pour 40% l'inverse. D'où une nécessaire circonspection des conclusions car celles-ci s'inspirent principalement d'une expérience personnelle. La politique revient malgré tout dans les discussions car disent-ils, leur avenir en dépend.

¹⁴⁴ Les amis représentant « la famille qu'on s'est choisie », et le frère (version extensive dominante), quelqu'un avec qui on partage des affinités culturelles : ce peut-être, le fils de mes parents directs ou indirects, ou simplement quelqu'un qui parle le même dialecte que moi. On remarque que le frère est souvent mis en avant c'est-à-dire privilégié dans l'entretien des relations.

64,44% de notre échantillon est constitué d'étudiants en sciences humaines et lettres, dont 75,86% font sociologie et science politique¹⁴⁵. C'est dire que les questions que nous soulevons ont déjà indirectement, été l'objet d'une réflexion. Il est donc possible de mettre cette aisance dans l'approche théorique des concepts politiques sur le travail académique.

Cet intérêt pour la politique est facilité par la liberté d'expression qui a dans une certaine mesure cours au Cameroun. Ainsi, nombre de radios privées réalisent des émissions radiophoniques sur un ton assez critique. En outre, 65% des étudiants avouent lire *rarement voir presque jamais* les journaux nationaux, avec 15% *quand c'est possible* ce qui octroie à la radio une place prépondérante dans la communication politique.

On note aussi dans une mesure non négligeable (24,44%) l'intérêt porté pour la politique étrangère, particulièrement la France (grâce à la proximité de la langue et des télévisions..), qui véhicule l'image d'un débat politique comme étant une confrontation d'idées avec comme seul juge, l'opinion publique. La télévision, malgré le fait qu'elle constitue un luxe dans notre société, est un vecteur de politisation des jeunes et étudiants...car nous pouvons le dire **l'étudiant, du moins celui que nous avons rencontré, est très politisé mais ...peu engagé.**

L'on rattache classiquement¹⁴⁶ la recherche de l'information politique, l'intérêt pour la politique, les discussions politiques à la participation politique. L'engagement politique c'est le fait de prendre position. Nous avons retenu quelques indices : le vote, la participation à des manifestations publiques et un choix partisan déterminé.

Tableau n°1 : participation politique des étudiants interrogés

activités	Oui		Non		Blanc (neutre)		total	
	UCAC	UY1 & 2	UCAC	UY1 & 2	UCAC	UY1 & 2	UCAC	UY1 & 2
vote	4	15	11	10	0	5	15	30
meeting	7	5	8	25			15	30
choix parti précis	5	10	6	15	4	5	15	30

Source : par l'auteur

La participation à des manifestations publiques dans notre environnement peut être taxée de biaisée car dans bien des cas elle se révèle intéressée. Le point focal d'un meeting se trouve par exemple à la fin, quand les « élites » doivent offrir des gadgets, mais aussi et

¹⁴⁵ Il s'agit d'un ciblage préalable, justement pour cette familiarité avec les questions sociales

¹⁴⁶ PERRINEAU P., op. Cit. Ou PRELOT M. *op. cit.*

surtout à boire et manger¹⁴⁷. Nous constatons que seul 26,27% des étudiants ont déjà pris part à un meeting. Cette assertion peut être analysée dans trois sens. D'abord les étudiants ne sont pas simplement intéressés par les partis politiques et leurs discours, ce qui contredit nos conclusions précédentes. Vraisemblablement, les rétributions personnelles et collectives de ce type de manifestations pourraient ne pas les attirer. Enfin, ils trouvent leur participation inefficace et inutile à la réalisation des objectifs de l'organisation, à son évolution, s'agissant des identifiés¹⁴⁸.

Il s'avère que 53,33% des enquêtés ont pris part aux dernières élections contre 46,67 % pour le « parti des abstentionnistes ». Ce taux apparaît comme véritablement faible pour le degré de connaissance politique dont ce groupe a fait montre. Les abstentionnistes expliquent leur comportement par l'absence de véritable alternative, car « on savait déjà qui allait gagner ». Apparemment, ce sont surtout les partisans de P.BIYA qui se sont déplacés puisqu'il récolte 66,67% des choix électoraux présidentiels dans notre échantillon ; la vérité tient simplement à sa figure, qui comme souligné continûment, dépasse les bornes du giron personnel qu'est le RDPC¹⁴⁹. Pour ceux-là, il apparaissait comme "le moins mauvais candidat".

Par choix partisan déterminé, nous désignons identification partisane assumée. Le « non » dans le tableau désigne le groupe de *ceux qui se sentent proche de*, tandis que le « blanc » c'est le parfait neutre. 33,33% des enquêtés déclinent leur identité partisane. C'était véritablement un engagement eu égard au mode de collecte de données¹⁵⁰ car, les positions ne se rejoignent pas toujours. La proportion de *neutres*, soit 17,78%, nécessite un arrêt. En fait, ils désiraient emprunter la tenue de l'objectivité pour émettre des critiques, lesquelles, s'orientaient alors vers un camp (dichotomie opposition/pouvoir). La neutralité, bien que souhaitée, se révélait en fin de compte un simple voile.

Lorsqu'on observe les identités parentales partisans, l'on constate en premier que les enquêtés (88,89%) les connaissent bien. Il est donc possible d'envisager la politique comme un sujet abordé en famille ; un sujet mineur et irrégulier pour certains, mais un sujet quand même. Elle n'est pas totalement interdite aux étudiants, même si l'on est fondé

¹⁴⁷ Voir SOCPA, « le don dans le jeu électoral au Cameroun », *art. cit.*

¹⁴⁸ OFFERLE David, *les partis politiques*, PUF, Paris, 1987. « Sans avaliser le raisonnement trop utilitariste d'OLSON on peut cependant souligner la probabilité de participer de manière prolongée à une action collective est d'autant plus forte que les biens retirés de l'engagement partisan ne sont pas seulement collectifs ». Cette observation peut être confirmée par la mobilisation dont ce groupe a fait montre quant il s'agissait de défendre leurs droits.

¹⁴⁹ Nous ajouterons qu'il a dirigé le pays pendant cinq ans sans contradiction formelle (autre organisation) et informelle.

¹⁵⁰ Voir introduction partie

à croire que les voix dans ce type de débat n'ont pas les mêmes portées. En second lieu, l'on constate que les positions partisans parentales correspondent à celles de leurs enfants (87, 33%). Lorsque les deux générations ne s'accordaient pas l'une d'entre elles était neutre.

Le groupe des « proches », qui constitue la plus grande partie de notre échantillon (tableau ci-dessous), exprime pour nous, une reconnaissance des influences sociales personnelles qui, pour diverses raisons, ne sont pas toujours exprimées publiquement¹⁵¹. Cette position dénote également d'une distanciation, d'une différenciation des positions parentales.

Tableau n°2 : identification partisane des étudiants interrogés

choix du parti politique		UCAC	UY 1& 2	TOTAL	%
précis	RDPC	3	5	8	17,78
	SDF	0	0	0	0
	UPC	0	5	5	11,11
	UDC	2	0	2	4,44
	UNDP	0	0	0	0
Total 1		5	10	15	33,33
proche	RDPC	4	10	14	31,11
	SDF	2	5	7	15,56
	UPC	0	0	0	0
	UDC	0	0	0	0
	UNDP	0	0	0	0
Total 2		6	15	21	46,67
neutre		4	5	9	20,00
TOTAL 3		15	30	45	100,00

Source : par l'auteur

Au terme de cette partie, le constat est aisé : le groupe des étudiants est certes peu intéressé par des questions politiques, mais en possède une assez bonne connaissance. En outre, les perceptions qu'il a des différents objets politiques se rejoignent. Comme le reste de la société, leur engagement s'est orienté principalement vers la défense des intérêts corporatistes¹⁵². Peut-on alors parler de lunettes partisans ? De notre avis, ce serait un abus de langage, car le sentiment d'appartenance à un parti politique n'est pas globalement

¹⁵¹ Soit parce qu'il s'agit véritablement d'un engagement, soit parce que défiance de l'interlocuteur.

¹⁵² Voir chapitre 1 de la 2^e partie

affirmé. Certes, les étudiants ont une appréciation colorée par leur sensibilité partisane¹⁵³, mais cette dernière n'empêche pas un rapport critique, une remise en cause, une atténuation des influences sociales.

Néanmoins, un rapport affectif au monde politique existe, qui prend naissance aux premières heures de l'université camerounaise, et source dans les représentations sociales. De ce qui précède, les représentations politiques ont pour noyau l'importance politique des ethnies. Autour de cet élément central, gravitent des valeurs relatives à l'argent (richesse..), à la manducation (mangeoire, ventre...), à l'orthodoxie morale, à la compétence sociale (jeunes étudiants, adultes, femmes...) et quelque peu au religieux. Sans doute les étudiants ont-ils intériorisé la directive suivant laquelle, *les écoliers doivent s'occuper de leurs cahiers*. Comme nous en avons fait état au début de ce chapitre, la politique « c'est l'affaire des grands », ces « grands » qui les modélisent et dont malgré tout, ils s'éloignent indubitablement.

¹⁵³ En lecture de notre tableau, notre échantillon s'est révélé favorable au RDPC pour diverses raisons (peut-être médiatisation supérieure par rapport aux autres régions et villes), mais à l'échelle nationale, cette tendance à notre avis pourrait s'estomper.

PARTIE II : LE RAPPORT AFFECTIF DES ETUDIANTS AUX PARTIS POLITIQUES

Après une circonscription des représentations sociales tenant aux étudiants et à la politique, il convient d'en ressortir les origines. Conformément à notre grille d'analyse, une attention particulière doit être accordée à l'histoire. Nous réitérons ainsi notre inscription dans le programme de recherche de la sociologie historique, particulièrement de la sociologie historique du politique dont le pilier dans l'analyse politique africaniste, est constitué de la thématique de l'historicité. Quelques rappels théoriques ne nous semblent pas superflus pour marquer la démarche qui est la nôtre.

S'agissant du concept d'historicité en science politique, il convient de se rapprocher des auteurs comme A. TOURAINE, MARX K., ROCHER G. ou encore G. GURVITCH. La perspective historiciste de manière générale, renvoie à la problématique du changement social. La divergence entre les référents que constitue la liste non exhaustive des auteurs cités ci-dessus, s'établit au niveau du moteur du changement social. Pour A. TOURAINE, l'historicité c'est l'action exercée par la société sur ses pratiques sociales et culturelles. Pour lui, la classe dirigeante est le groupe social qui prend en charge l'historicité, l'acteur particulier qui exerce l'action la plus générale sur le fonctionnement et la transformation de la société. « La classe dominée est celle qui ne peut accéder à l'historicité que de manière subordonnée en se soumettant au rôle que lui accorde la classe dirigeante ou au contraire en cherchant à détruire l'appropriation de l'historicité par la classe dominante¹⁵⁴ ». La théorie marxiste prône exactement l'inverse.

Selon le philosophe allemand¹⁵⁵, le changement de l'histoire serait principalement l'œuvre de la classe prolétarienne dans une lutte pour l'appropriation des moyens de production et la redistribution équitable de la plus-value.

Pour d'autres auteurs comme GURVITCH ou GIDDENS, le changement social est l'œuvre de tout le corps social. La « réalité historique » de GURVITCH¹⁵⁶ est « la part prométhéenne de la réalité sociale », l'élément d'intentionnalité et de rationalité de l'homme qui imprime un sens à l'histoire. L'historicité d'après GIDDENS¹⁵⁷ consisterait dans l'utilisation du passé pour mieux modeler le présent et l'avenir. La connaissance du

¹⁵⁴ *le retour de l'acteur : essai de sociologie*, fayard, 1984

¹⁵⁵ Voir *le capital*, Paris, Flammarion, 1989

¹⁵⁶ *op.cit.*

passé sert à ne conserver que le meilleur pour l'avenir car l'historicité nous tournerait en premier vers un futur considéré comme ouvert. Toutefois, l'historicité serait un élément réservé aux sociétés dites modernes, ce que récuse la science politique africaniste contemporaine

Dans cette lecture politiste africaniste, BALANDIER G.¹⁵⁸ fait office de pionnier par le fondement de son anthropologie dynamique en réaction à la qualification hégélienne des sociétés africaines de « sans histoire ». Il est considéré comme le premier à avoir rendu à l'Africain sa qualité d'acteur social et historique¹⁵⁹. Par la suite, d'autres auteurs dont BAYART J-F., MBEMBE A. ou ELA J-M. se sont inscrits dans cette lignée. Ici également, le débat concernant l'acteur responsable de l'historicité divise comme l'attestent les avis partagés autour de la problématique du « politique par le bas en Afrique noire¹⁶⁰ ». Dans l'ensemble néanmoins, un consensus semble se déployer s'agissant de l'historicisation de la catégorie dite de « dominés », suite à l'appropriation conceptuelle des travaux de M. de CERTEAU et de FOUCAULT M.¹⁶¹, même si pour presque tous, le changement social est en grande partie débiteur d'une classe dirigeante encastrée dans l'Etat¹⁶².

Ce courant politiste africaniste se rattache, comme signalé plus haut, à la sociologie dite historique¹⁶³ restrictivement, et de manière extensive, à la sociologie dynamique ou du changement social. Cette perspective historiciste est interprétée précisément, d'après la grille constructiviste précédemment explicitée¹⁶⁴, qui laisse entrevoir un processus de reproduction sociale qui s'opère en même temps qu'une mutation progressive du comportement dans le groupe ; les individus détiennent ainsi une marge de manœuvre dans la configuration sociale dont l'importance est plus que significative.

Le postulat de la présente étude c'est qu'un retour sur la question de l'origine de l'intégration de l'ethnie dans le jeu politique ainsi que celle du rapport des étudiants à la politique s'inscrit dans cette voie. Une visualisation de la configuration politique, que nous

¹⁵⁷ *les conséquences de la modernité*, L'harmattan, 1994

¹⁵⁸ *sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris, PUF, 1955

¹⁵⁹ l'histoire n'étant plus la « connaissance du passé basé sur les écrits ».

¹⁶⁰ Voir les contributions de BAYART J-F., COPANS J., BARBIER J-C., FAURE Y-A. C. COULON et MEDARD J-F.

¹⁶¹ respectivement *l'invention du quotidien op.cit* ; et *surveiller et punir*.

¹⁶² Notamment, BAYART J-F., *l'Etat au Cameroun* ou encore SINDJOUN L.(dir.), *la révolution passive au Cameroun...*, op.cit ainsi que « le champ social camerounais... » art.cit, ou encore, BIGOMBE LOGO P. et MENTHONG H-L., « crise de légitimité et évidence de la continuité politique au Cameroun », *politique africaine N°62*.

¹⁶³ dont le premier opérateur est Max WEBER

¹⁶⁴ pp. 17-19

concevons sujette à un inconfort social, finalisera le contexte dans lequel le texte (ici discours sur la politique et les Partis) s'inscrit, l'objectif étant la brouille d'un rapport affectif étudiants/politique au travers des organisations partisans.

Dans cette partie, nous essaierons en premier lieu de cerner les multiples dynamiques sociales en cours au Cameroun et visibles dans le champ universitaire ; en second lieu, nous analyserons le champ universitaire justement comme un lieu de reproduction de ces logiques sociales qui sont cependant exploitées ou vécues selon des enjeux propres à ce milieu.

CHAP I : Revendications, identités et politique dans le champ universitaire au Cameroun

Ce chapitre vise à retranscrire la configuration du champ social camerounais. Nous nous inspirons de travaux précédents, enrichis de l'actualité politique. La configuration sociale est envisagée sous l'angle de la revendication sociale qui, par essence est politique car orientée vers les gouvernants (attentes) dont l'efficacité dans la gestion de la cité est ainsi remise en question. Les revendications sociales ont été de trois ordres :

- en premier, nous avons la vague des revendications politiques de type généraliste. Celles-ci avaient pour objectif, le changement radical, voir le renversement du système politique.
- en deuxième lieu, nous avons eu des revendications politiques dans le sens de l'affirmation ethno-identitaire en politique.
- en dernier lieu, il s'agit de revendications corporatistes, caractéristiques d'une situation de crise socio-économique.

Cette classification n'a pas une visée fondamentalement explicative (quoique...), mais simplement descriptive des diverses manifestations du conflit social à l'échelle nationale. Nous précisons que celle-ci n'est pas évolutive ; ces différents types de manifestations ont été observés tout au long de l'histoire moderne du Cameroun, mais avec plus d'acuité à différents intervalles de ces quinze dernières années.

Section I : les revendications politiques de type généraliste¹⁶⁵

Ces mouvements sont surtout visibles au début des années 1990.

Au Cameroun, l'alternance au pouvoir sans heurts a eu lieu en 1982. P.BIYA succède à A. AHIDJO le six novembre. La naissance du « renouveau » a suscité au sein de la société camerounaise, un espoir de démocratisation, de relâchement de la centralisation décisionnelle caractéristique du régime politique jusque là. Cet espoir s'est trouvé conforté après la tentative de putsch de 1984 et la transformation de l'UNC en RDPC. Beaucoup d'observateurs¹⁶⁶ se montrent favorables au nouveau chef d'Etat. Celui-ci est issu des universités françaises, et semble vouloir arrimer le pays à la *modernité politique*, avec l'adhésion de tous les participants politiques comme le suggère le rappel des opposants en exil.

Cette bonne presse va cependant disparaître, à cause de la continuité manifestée par le régime dans son mode de gestion publique. Des élections pluralistes au sein du parti unique « new-look » créent par exemple, des frustrations imputables à la partialité de la commission d'études des candidatures, alors que les attentes sociales sont orientées vers un retour du multipartisme. Bref, si relâchement il y a, celui-ci apparaît insignifiant quant à la participation libre des citoyens. De même, la liberté de la presse est plus que relative, car le corpus réglementaire mis en place par son prédécesseur a encore cours.

Sur le plan économique, on note dès la fin des années 1970, une baisse des cours mondiaux des matières premières et du pétrole, qui ont une incidence néfaste sur la trésorerie de l'Etat camerounais. A cela, s'ajouteront le crash ou le dysfonctionnement de certains organismes chargés du maintien du pouvoir d'achat de la population camerounaise¹⁶⁷. De manière générale, le pouvoir d'achat du Camerounais s'affaiblit, ce qui a des répercussions sur le plan politique.

Dès le début des années 1990, la « désétatisation » de la société aidant, des revendications politiques animent différents pays africains. C'est la diffusion dans l'imaginaire politique des Africains, de la nécessité de « conférences nationales souveraines » pour le renversement des rapports de forces politiques, ou au moins, de la renégociation du « contrat social ». Ces différents mouvements ont été rattachés, à tort ou

¹⁶⁵ Pour l'histoire du Cameroun de 1960 à 1996, voir NKAINFON PERFURA Samuel, *le Cameroun du multipartisme au multipartisme*, l'Harmattan, 1996 ; BANOCK Michel, *le processus de démocratisation en Afrique : le cas camerounais*, l'Harmattan, 1993 ; EBOUSSI BOULAGA Fabien, *la démocratie de transit au Cameroun*, L'Harmattan, 1997 ; GAILLARD Philippe, *le Cameroun tome2*, L'Harmattan, 1989

¹⁶⁶ BAYART J-F., « la société politique camerounaise (1982-1986) » dans *politique africaine n°22*.

à raison¹⁶⁸, à la chute du mur de Berlin ainsi qu'à la dislocation de l'empire des « Soviets ».

Au Cameroun, l'évènement détonateur semble être la mobilisation autour de l'affaire YONDO BLACK. En Février 1990, cet ancien bâtonnier du barreau camerounais est arrêté avec d'autres personnes pour « sédition, subversion et affront au Chef de l'Etat ». Certains analystes ont fait état d'une tentative d'empêcher la création de partis politiques autres que le RDPC. Cette tentative s'avèrera infructueuse, puisque le SDF est lancé à Bamenda avec officiellement deux morts.

S'ouvre également le procès MONGA-NJAWÉ en janvier 1991 pour propagation de nouvelles diffamatoires à l'égard du pouvoir. A partir de mars 1991, dans la foulée de l'intense mobilisation populaire provoquée par les procès, sont lancées les opérations « villes mortes » qui paralysent la vie économique du pays pendant six mois. Ces opérations sont combinées à une désobéissance civile afin d'obtenir l'organisation d'une conférence nationale souveraine (CNS). Les professions les plus mobilisées sont les chauffeurs de taxi, les étudiants, les enseignants, et surtout les commerçants ; les zones de l'ouest, du sud-ouest, du nord-ouest et du littoral sont les plus participantes. La capitale politique n'est que relativement touchée¹⁶⁹.

Les opérations « villes mortes » ont obtenu une adhésion de la majorité de la population. Elles se sont révélées violentes et assez expressives de l'idée que les populations, « habituées à obéir », ont du fonctionnement d'un régime politique « normal ». Il est ainsi possible de déceler une certaine maturité d'une société politique, considérée inapte au pluralisme partisan. L'activité politique, quatorze ans plus tard, confirme cette option.

Ces revendications présentent également un volet international puisqu'elles s'inscrivent dans un contexte précis qu'elles ne surprennent pas. Il s'agit peut-être d'une matérialisation du phénomène de globalisation et d'interdépendance des sociétés et des individus.

Les manifestations de 1991 se particularisent par la participation du plus grand nombre. Beaucoup de démissions sont enregistrées dans l'ancien parti unique (exemple de John NGU FONCHA), certaines pour la création d'entités d'opposition (Samuel EBOUA,

¹⁶⁷ FOGAPE : Fond de Garantie et d'Aide aux petites et moyennes Entreprises.

¹⁶⁸ Nous privilégions le succès d'entreprises d'inversion des rapports politiques dans d'autres pays comme le Bénin, comme facteurs externes.

¹⁶⁹ Les étudiants font tout de même des vagues...

Jean-Jacques EKINDI.). Elles sont orientées vers un objet formel, l'alternance au pouvoir, avec comme moyen la CNS.

Les partis politiques de l'opposition se révèlent quelque peu solidaires dans le message adressé aux citoyens. Déjà, des démarches de captation symbolique ainsi que leurs retombées sont perceptibles dans les discours des leaders et représentations sociales.

Avec réserve, il est possible d'avancer que ce mouvement intègre également des revendications d'ordres sectoriel, corporatiste et identitaire. Corporatistes, car le pouvoir financier de l'Etat a baissé et, par ricochet, celui de tous les corps (exclues les forces armées) en dépendant financièrement dont les étudiants. L'Etat présente des difficultés à assumer ses engagements : des arriérés de salaires, et même d'octroi de bourses apparaissent. Cette situation peut expliquer l'activisme d'une société touchée par le changement d'un environnement économique qu'elle n'était pas préparée à supporter, peut-être à cause d'un discours politique toujours positiviste. Elles correspondent aussi à l'expression d'attentes socio-économiques d'une population.

Dans la même lignée, il faut mentionner que les forces de l'ordre ne sont que relativement affectées par cette conjoncture économique défavorable, puisqu'elles constituent la priorité dans l'assiette budgétaire. Le personnel des forces armées n'accuse pas de retards, de baisse ou d'arriérés de salaires, d'où en partie sa mobilisation en faveur du gouvernement en place.

Les revendications sont aussi de l'ordre identitaire car c'est à cette à cette période que les entrepreneurs culturels¹⁷⁰ s'investissent en politique avec une marge de manœuvre accrue. A Yaoundé comme illustration, les mouvements contestataires sont présentés comme une tentative de prise de pouvoir par les « envahisseurs¹⁷¹ ». Cette introduction de l'aspect identitaire peut être explicative de la disparité de la participation des différentes régions au mouvement. De même, cette période coïncide avec le *renouveau* des manifestations culturelles, leur inscription dans les agendas sociaux. Paradoxalement, le régime précédent les considérait comme perturbatrices d'une possible *unité nationale*¹⁷².

En fin de compte, nous remarquons que ces revendications du début des années 1990 répondent à des logiques et motivations diverses que l'exigence d'une conférence nationale souveraine ne saurait ausculter. Ces logiques et motivations s'affirmeront les

¹⁷⁰ « Toutes les personnes qui par leurs actes ou leurs écrits contribuent à définir les contours et le contenu d'un groupe donné » ; définition tirée de DJAECHI MONGA Yvette, « politique de libéralisation et négociation des identités au Cameroun », *les temps modernes*, août-novembre 2002.

¹⁷¹ Entendez le groupe ethnique Bamiléké.

¹⁷² Il s'agit là d'une preuve de relâchement de la centralisation du *renouveau*.

années suivantes, suite à une modification du champ politique. Nous nous autorisons un parallèle avec la période 1959-1961¹⁷³.

Dans le Cameroun francophone de l'époque, les réclamations politiques visent également un changement de l'ordre politique. La participation des citoyens est également importante en fonction des zones. Néanmoins, la gestion politique de la suite des événements des dirigeants et leurs conséquences se sont révélées divergentes, peut-être à cause du contexte : à cette époque, l'idée dominante est la nécessité d'un parti unique et d'une centralisation du pouvoir dans les Etats africains pluri-ethniques pour la construction de l'unité nationale.

Section II : l'exacerbation identitaire en politique

Les revendications d'ordre ethnique participent aussi de la mobilisation pour l'expression d'attentes sociales.

La mobilisation ethnique traverse de part en part l'histoire du Cameroun indépendant. Il convient de rappeler que la notion d'*ethnie* a été introduite par les administrateurs coloniaux, dans l'optique de faciliter leur travail. SINDJOUN¹⁷⁴ explicite le processus d'immatriculation ethnique qui a eu lieu au Cameroun. Celui-ci reposait sur des critères physiques et comportementaux¹⁷⁵ sensés différencier les groupes ethnologiques.

Les *indigènes* étaient ainsi catégorisés, avec une approche particulière de chaque échafaud ethnique, qui petit à petit se sont appropriés, ont épousé les frontières créées. A titre d'illustration, l'auteur signale la création de quartiers sous les dénominations et regroupements effectués par les administrateurs¹⁷⁶.

De manière globale, l'ethnie correspond à une construction coloniale à des fins de rationalisation du travail administratif et du regroupement des *indigènes*. Une

¹⁷³ Inspiré par MAZRUI A.A. et WONDJI C. (dir.), *histoire générale de l'Afrique VIII- l' Afrique depuis 1935, présence africaine/Eddie/Unesco*, 1998

¹⁷⁴ *La politique d'affection en Afrique noire : société de parenté, « société d'Etat » et libéralisation politique*, GRAF/Boston University, 1996.

¹⁷⁵ SINDJOUN op. cit. p.5 « les Douala : ils « sont de taille moyenne, de couleur foncée, d'une résistance physique très limitée. Ils sont intelligents, évolués et prétentieux » ».

¹⁷⁶ exemple pris du mot BAMILEKE, qui d'après SINDJOUN n'existe dans aucun groupe rassemblé sous ce sigle ; la seule ressemblance tient au mot Dschang, « mbaliku », qui apparaît avoir été déformé. Il signale donc la création de quartiers *Bamiléké* à Yaoundé en 1930.

administration traditionnelle était parfois mise en place, sans fondement culturel¹⁷⁷. C'est surtout après 1960, c'est-à-dire avec l'indépendance, que les termes ethnies et régions obtiennent un sens, un rôle particulier, bref, leur instrumentalisation significative.

Les gouvernements successifs vont s'appuyer sur la répartition administrative ethno-régionale du pays pour instaurer un pouvoir autoritaire et centralisé ; l'ethnie pourtant décriée ou diabolisée constitue le point cardinal de la raison d'Etat. Comme manifestations, nous aurons pour preuves les politiques d'investissements publics, de recrutement et de promotion à des postes de l'Etat. La politique de recrutement administratif à base régionale a par exemple été codifiée¹⁷⁸.

Il est vrai que le régime politique de AHIDJO excluait officiellement l'ethnie du jeu politique au Cameroun. Aucune manifestation à caractère tribal n'avait autorisation officielle, même si celles-ci étaient tolérées en fonction du niveau de publicité. C'est avec le « renouveau » que l'ethnicité va recouvrir sa légalité.

Le deuxième régime politique va reconduire la gestion ethno-régionale du politique au Cameroun; mais comme dans la plupart des processus sociaux réussis, les destinataires vont s'approprier cette classification, laquelle a débuté dès la période coloniale, avec l'adhésion aux institutions d'administration montées par la puissance coloniale. Cette appropriation va conduire à sa légitimation, voir sa normalisation dans les rapports sociaux, qui pourra s'exprimer à la faveur du relâchement dont le nouveau régime fera preuve à son arrivée¹⁷⁹. Ainsi vont s'exposer tour à tour sur la scène sociale dès 1990, les KIRDI, les élites BAMILEKE, les SAWA, les BETI etc.¹⁸⁰

Cette expression emprunte des voies diverses telles que des marches, des communications écrites, et même des conférences et festivals¹⁸¹ ; dans l'ensemble, celles-ci visent une publicité du groupe qui fait alors démonstration de cohérence et de cohésion, voir de puissance ; l'objectif étant une captation des ressources étatiques, soit par l'expression d'attentes et/ou revendications, soit par l'expression de remerciements et/ou

¹⁷⁷ Exemple pris de la chefferie *Beti* à Yaoundé. Ce sont les colons qui introduisirent les notions de zone d'origine et d'ethnie sur les documents d'identité. ethnie étant parfois substituée à race.

¹⁷⁸ SINDJOUN *op. cit.* p8 « ainsi en est-il du décret n°82/407 du 07 septembre 1982, du décret du 25/06/1990 portant réorganisation du régime général des concours administratifs et de l'arrêté du ministre de la fonction publique n°010463 du 04 octobre 1982. les quotas par province d'origine des candidats sont fixés de la manière suivante : Centre-sud 19% ; Est 4% ; Littoral 12% ; Nord 30% ; Nord-ouest 12% ; Ouest 13% Sud-ouest 8%. »

¹⁷⁹ Conformément à l'aperçu historique page 51 de ce chapitre.

¹⁸⁰ Voir collectif CHANGER LE CAMEROUN, *le Cameroun éclaté ? Anthologie commentée de revendications ethniques*, C3, Yaoundé, pp 87-144.

¹⁸¹ Par exemple, mémorandum sur les problèmes du grand Nord du 06 septembre 2002.

encouragements. Ces différentes manifestations s'adressent donc principalement à l'Etat et aux gouvernants, particulièrement au Prince tout-puissant, mais aussi aux concurrents.

Les revendications sociales à caractère ethno-politique ont été analysées, plus que les deux autres types de revendications, comme des manipulations d'entrepreneurs politiques en vue de l'obtention ou de la rentabilisation de leur position de leader. Conformément à la codification sociale en cours, le Ministre ou le Directeur général d'établissement public représente sa région d'origine. Les « ressortissants » de cette région perçoivent ainsi leur participation au « gouvernement », d'où la nécessité et/ou l'obligation pour le leader-responsable de l'Etat, de distribuer, de répondre à leurs attentes.

A cet effet, ZAMBO-BELINGA dans le même sens que SINDJOUN¹⁸², parle de « société de cour » au Cameroun pour représenter l'évolution circonvolutive de la taille de l'entourage avec la hiérarchie dans l'Etat. ZAMBO-BELINGA prône cependant une relation unilatérale, à sens unique entre les dominants et les dominés. Les seconds ne détenant aucun pouvoir sur les premiers. Or comme nous venons de le signifier, c'est, à notre avis, le « bas » qui légitime le « haut »¹⁸³. De même, les résultats électoraux sont considérés comme les baromètres de la perception des leaders régionaux dans leur fiefs ; un rendement électoral faible entraîne régulièrement la déchéance de leaders au profit de nouveaux¹⁸⁴, tandis que leur positivité n'assure pas le maintien dans le gouvernement.

La mobilisation ethnique s'inscrit également dans un contexte économique de raréfaction de ressources économiques, d'où le recours à l'Etat représentant alors « un oasis dans un océan de sable ». Les entrepreneurs ethno-politiques recourent à l'identité pour légitimer (avec le visa des *ressortissants*) leurs revendications, maximiser leurs *parts du gâteau*. Les populations se prêtent au jeu parce qu'elles croient à cette solidarité dite primaire, qui, dans la perception sociale, est en fait première. Il est vrai que ce genre de mouvement globalisant ne saurait être ressorti aussi facilement. La mobilisation est véritablement intéressée¹⁸⁵, ce qui laisse la possibilité même restreinte, à une frange du groupe de jouer au « passager clandestin »¹⁸⁶, ou simplement de se désolidariser.

¹⁸² Respectivement, « quête de notabilité sociale... » art. cit. et « le champ social camerounais.. » art. cit.

¹⁸³ Même dans le cas de relations personnelles avec le Prince, obligation existe cependant de mobilisations de ses « frères » pour les bienfaits du *renouveau*.

¹⁸⁴ Ainsi que les tentatives d'affranchissement du Prince de certains hommes politiques.

¹⁸⁵ Au sens économique, c'est-à-dire dépourvu de tout jugement. Le calcul de l'électeur (moyen ?) africain aboutirait à un gain psychologique par exemple (renforcement de l'identité – sentiment d'appartenance) de l'utilisation de la solidarité dite primaire.

¹⁸⁶ Selon la théorie de OLSON M., logique d'action collective, PUF, Paris, 1978. cette théorie s'inspire du paradigme économique de la rationalité (Homo oeconomicus) débouchant sur un paradoxe car le comportement rationnel va être celui qui évitera de manifester (minimiser les coûts) en profitant de la mobilisation des autres (maximiser le profit). Pourtant, rationnellement, si tout le monde réagit de la sorte, il

L'inscription des notions d'autochtones et d'allogènes dans la loi fondamentale participe également de l'affirmation de l'ethno-régionalisme dans le jeu politique¹⁸⁷. Une fois de plus, ces dérivations ethniques trouvent leur fondement dans la pratique coloniale¹⁸⁸. Cette réduction politique de citoyens d'un pays à leur *région d'origine* est supposée répondre aux exigences de décentralisation, par le renforcement de la *localité*, par la consécration de sentiments d'appartenance ou mieux, de stratégie d'exclusion¹⁸⁹. A cet égard, apparaît démonstrateur la vague d'ennoblissement qui touche les détenteurs de responsabilités importantes dans l'Etat¹⁹⁰. « Le patrimoine constitutionnel identitaire est [ainsi] d'une dialectique susceptible d'engendrer des tensions politiques »¹⁹¹.

Et les partis politiques dans tout ça ? Il convient de rappeler l'étroitesse des liens de ces organisations avec les différents groupes ethniques, au moins dans la perception sociale. Malgré cette connivence, les partis politiques et leurs responsables n'apparaissent pas comme les principaux instigateurs de ce genre de mobilisation. L'attache s'établit par d'autres intermédiaires dont la représentativité peut bien être discutée ; il s'agit de la « société civile¹⁹² » dans son expression identitaire et culturelle, qui se matérialise par des associations telles que le LA'AKAM (pour le groupe Bamiléké), ESSINGAN (pour le groupe Beti) ou encore DCK (dynamique culturelle Kirdi). Ces associations affichent des objectifs apolitiques qui sont contredits par le rôle de constitution du *nous* de cristallisation de l'identité des membres du groupe ; laquelle identité est réinvestie en politique. Le caractère apolitique constitue en fait un trompe-l'œil, car les animateurs de ces mouvements sont essentiellement des Hommes publics, pour ne pas dire politiques¹⁹³.

Pour terminer, nous constaterons que les mobilisations d'ordre ethnique s'avèrent profitables, un peu plus qu'ailleurs, aux intermédiaires/entrepreneurs culturels ; ces mobilisations constituent l'une des voies les plus prisées dans un contexte politique de domination pour la captation de ressources financières rares, ou comme dirait BAYART, à

n'y aurait pas de manifestation. Il y aura action collective du fait des incitations collectives à l'action collective de nature soit à baisser les coûts de la participation, soit à augmenter ceux de la non-participation. Egalement à signaler l'élément de contrainte (class shop) qui réserve le profit aux participants à l'action collective.

¹⁸⁷ Sur la constitution de 1996 et régionalisme voir entre autres, SINDJOUN « identité nationale et « révision constitutionnelle » du 18/01/96 : « comment constitutionnalise-t-on le « nous » au Cameroun dans l'Etat post-unitaire » dans *polis* vol 1 Numéro spécial février 1996

¹⁸⁸ Voir SINDJOUN L., *la politique d'affection...*, op. cit. p7

¹⁸⁹ des Bamiléké envahisseurs, en lecture des manifestations de la SAWACITE de 1996.

¹⁹⁰ Question : positionnement pour le Sénat à venir ?

¹⁹¹ SINDJOUN L., « identité nationale et « révision » constitutionnelle... », p. 19

¹⁹² Cf. EBOLO M. D. « De la "société civile" mythique à la « société civile » impure : entre assujettissement, émancipation et collusion » pp. 69-95 dans SINDJOUN L. (dir.), *la révolution passive au Cameroun ...*, op. cit.

l'entrée dans le cercle de « l'alliance hégémonique ». Elles diffèrent des revendications à visée dynamo-politiques par la perpétuation du système en cours dont on essaye simplement d'en tirer le maximum.

Section III : les revendications corporatistes

Le troisième type de mobilisations tourne autour de l'appartenance professionnelle. Il s'agit de mouvements visant à attirer l'attention sur les conditions matérielles d'un groupe socio-professionnel. Des *taximen* (chauffeurs de taxi) aux retraités de la CNPS, en passant par les instituteurs vacataires, les avocats, les magistrats etc., tous les secteurs sont concernés¹⁹⁴.

Les revendications sont régulièrement coordonnées par un syndicat ou une association des membres du corps. Cet organe met à l'ordre du jour public national, mais pas forcément de l'agenda gouvernemental, les besoins et attentes du groupe. Toutefois, il convient de signaler que ces organes, en dehors de ceux imposés par la loi dans le cadre des professions libérales -exemple de l'ONECCA¹⁹⁵- font souvent l'objet d'une adhésion controversée. Il s'agit ici de la perception du rôle de ces organes de défense d'intérêts corporatistes, dont la forme syndicale est la plus récurrente.

Les leaders sont considérés dans la plupart des cas, comme des pions de l'administration, du pouvoir. En plus, ces organes jouissent d'une faible visibilité due justement à cette perception ambiguë, laquelle débouche sur des contributions, sources de financement de ces associations, non versées. L'administration en cas de mouvement a alors tendance à négliger ces représentants, lesquels exposent parfois leur incapacité à contrôler leurs administrés par des mots d'ordre non respectés. En fait, ces manifestations sectorielles se révèlent régulièrement moins pensées que senties c'est-à-dire, les mobilisations s'effectuent spontanément, suite au « pourrissement », à la dégradation excessive des possibilités de gain et non, de manière préventive comme l'exige la loi¹⁹⁶. C'était par exemple le cas de la mobilisation des avocats en décembre 2004. Ce n'est qu'a posteriori qu'une systématisation des attentes est réalisée.

¹⁹³ SINDJOUN, *la politique d'affection....*, op. cit. p12

¹⁹⁴ quelques exemples : grève des employés de la CAMAIR, 30/12/04 ; grève des avocats, 03/12/05 ; grève des taximen, 04/01/05 ; grève des huissiers de justice, 16 mai 2005 etc.

¹⁹⁵ ordre national des experts comptables du Cameroun

¹⁹⁶ certaines professions telles que les chauffeurs de taxi dénotent d'une véritable homogénéité qui oblige au respect de leur mouvement. Les avocats présentent également les mêmes caractéristiques.

Une relativisation d'une analyse globalisante est impérative, car, chaque secteur, chaque profession possède une identité forgée dans la durée.

C'est dans cette lignée que nous inscrivons la dernière grève des étudiants du public d'avril 2005 à Yaoundé, Douala, Buéa et Dschang. Elle est plus sentie que pensée car, l'ADDEC¹⁹⁷, association instigatrice de ce mouvement social, ne jouissait d'aucune publicité avant ces événements. Ces derniers ont plutôt contribué à l'inscrire dans le paysage associatif national. La majeure partie des étudiants qui y ont pris part n'y avaient pas pensé une semaine à l'avance. La grève s'est quelque peu imposée à toute la communauté universitaire, y compris à la potentielle frange minime qui aurait voulu suivre des cours¹⁹⁸. De même, les répercussions de son activité sur les autres campus étaient imprévues, même si les revendications avaient été ordonnancées à l'avance¹⁹⁹.

Dans l'ensemble, il est clair que la catégorie sociale estudiantine publique a démontré son unicité. Ce mouvement a concerné cinq universités sur six, les affectant à des degrés divers. A Yaoundé et à Douala, le mouvement s'est révélé très ordonné, avec des interlocuteurs et objectifs précis pour les personnes chargées de la gestion de la crise. A Buéa et à Dschang à l'inverse, la spontanéité a ôté toute réflexion ; des leaders ont pris « instinctivement » la tête de ces mouvements sous-sectoriels²⁰⁰.

L'unicité tantôt évoquée constitue la preuve de la communauté d'intérêts des étudiants, même s'il s'agit là principalement des étudiants du public. Car une fois de plus, ces revendications étaient spécifiques à chaque université publique, mais se rejoignaient, se rapprochaient notamment sur la suppression des droits universitaires. Les étudiants du privé en sont donc exclus, même si l'achèvement des revendications des uns aurait eu des retombées sur tout le groupe. Nous rappelons que les étudiants du privé et du public se différencient sur la question financière, les seconds s'estimant seuls nécessaires.

Les revendications estudiantines n'ont pas seulement affecté les universités publiques, puisque des mouvements similaires à l'université de Yaoundé sud ont précédé

¹⁹⁷ N.B. : on peut dire que les responsables de l'ADDEC l'avait préparée puisque une première grève de la faim avait été organisée en octobre 2004, mais sans véritable publicité.

¹⁹⁸ Dans ce groupe, nous intégreront d'après nos sources, une partie des étudiants anglophones à Yaoundé, fidèles à l'ancien recteur CHUMBOW.

¹⁹⁹ Sur les autres campus aussi, les revendications bien que proches se différencient les unes des autres avec l'environnement spécifique à l'université et aux filières. Les revendications portaient entre autres sur : la construction de nouvelles infrastructures, l'amélioration des services et de la qualité des restaurants universitaires et bien sûr, la suppression des droits universitaires.

²⁰⁰ La différenciation de la qualité du mouvement peut aussi découler de la pression d'un environnement surveillant qui nécessite plus d'efforts de discipline pour apparaître convaincants. Pour des éléments d'analyse des mouvements sociaux, voire NEVEU E., *sociologie des mouvements sociaux*, la découverte, 2000

la grève, les étudiants visant une conformisation de leur environnement de travail aux promesses et nécessités inhérentes à leurs filières.

Ce mouvement étudiant est, jusqu'à preuve du contraire, véritablement indépendant de toute force politique. Néanmoins, les revendications qui au départ se focalisaient sur l'université et ses problèmes, tendent de plus en plus à une critique générale du fonctionnement politique du pays. Ses responsables se posent ainsi comme de véritables acteurs politiques, constituent une nouvelle tendance politique différente des autres par ses origines, sa base²⁰¹. Ce changement d'orientation est imputable à la médiatisation internationale du mouvement et de ses responsables, « qui ont su dire non ». En d'autres termes, il s'agit d'une capitalisation de ressources symboliques en vue d'un positionnement dans la sphère publique.

Les partis politiques n'apparaissent pas ici comme les canaux obligatoires ou exclusif de communication à l'égard des gouvernants. Ils constituent même un groupe marginal, dans la réalisation de cette tâche sociale. Plus encore, leur utilisation par les populations n'est pas effective, celles-ci préférant une expression directe. Dans ce sens, l'affectivité pour les partis politiques se limite au choix des représentants, c'est-à-dire pendant les élections, et ceci sans doute à cause du mode monopolistique qui a cours dans ce domaine au Cameroun.

Ce type de mouvement revendique une indépendance de toute obédience pour exclure toute récupération politique. L'implication de l'affectivité partisane se signale à d'autres niveaux dans le champ universitaire. Il convient ici, de déduire le rôle avant-gardiste dans la contestation de ce groupe intermédiaire. Sans doute parce qu'ils n'ont pas souvent « grand-chose à perdre » et à défendre, les étudiants²⁰² se positionnent de temps à autre comme les gardiens de l'ordre politique établi, ce qui n'est pas toujours aisé.

Finalement, ces mobilisations font état d'un développement de processus d'identification sociale ; nous nous accordons avec SINDJOUN²⁰³ sur la prolifération des cadres d'action collective, dans lesquels l'ethnicité détient la primeur, mais pas l'exclusivité. De même, les analyses devraient de plus en plus tendre vers l'interprétation des continuités au détriment des dysfonctionnements apparents (cas du rôle de l'ethnie en politique) : « les stratégies de groupe restent trop dispersées, trop opposées pour qu'une

²⁰¹ On pourrait parler d'un mini SDF eu égard à l'émolument qu'a connu leurs respectifs mots d'ordre de manifestations.

²⁰² Voir Paul N'DA, *les intellectuels et le pouvoir en Afrique noire*, l'harmattan, Paris, 1987 ; et B. VERHAEGEN, « l'enseignement supérieur : vers l'explosion », in *politique africaine n°41*

²⁰³ « le champ social camerounais... » *art.cit.*

synthèse sociologique, qu'une expression idéologique et politique unique s'imposent à tous les partenaires sociaux. »²⁰⁴. Egalement, l'Etat apparaît comme la cible et donc le centre de ces réajustements socio-économiques qu'un environnement économique de raréfaction impose à tous. Il en résulte un climat politique délétère, qu'y apparaît conservé « hors d'état de nuire » par une gestion autocratique de la société. Le groupe estudiantin inscrit sa démarche dans ce cadre, même si pour relativiser nos propos, on pourra considérer la revendication anglophone (SCNC : Southern Cameroon National Council) de ces dernières années comme l'expression d'une volonté de réformation du système politique.

²⁰⁴ Elikia M'BOKOLO, *Afrique noire, histoire et civilisations*, tome 2 XIX^e -XX^e siècle, hatier/AUPELF, 1994, p 528

CHAP. II : Champ associatif dans les universités au Cameroun : un champ politique ?

Ce chapitre vise à retranscrire la relation historique université et politique à Yaoundé, relation créatrice d'un certain habitus politique propre aux étudiants. Car dans l'ensemble des groupes socio-professionnels propres au champ universitaire, c'est principalement celui des consommateurs (étudiants) qui nous intéressent. Cette relation ne peut pas être étudiée en vase clos ; des entrées concernant les repères parentaux et l'histoire politique du pays y seront intégrés. Enfin, l'université privée de manière différentielle sera traitée dans cette analyse quelque peu globalisante.

Section I : aperçu des rapports université et politique dans l'histoire du Cameroun²⁰⁵

A bien des égards, le cheminement du champ universitaire camerounais s'apparente à celui de la société politique.

En premier lieu, il est à remarquer que les premiers universitaires africains ont participé au processus de décolonisation²⁰⁶. L'élite politique africaine de l'époque, et particulièrement celle camerounaise, est issue des différentes écoles d'administration coloniale de l'époque. En France, nous dit MBEMBE²⁰⁷, les étudiants se mobilisent à travers des associations pour faire entendre leurs voix. Il s'agit par exemple de l'association des étudiants camerounais de France (section territoriale de la FEANF), de l'association des étudiants d'Afrique équatoriale française etc. Ces associations organisaient des mouvements telles que des marches, rédigeaient des mémorandums etc.

Avec les indépendances, se développent dans les pays africains une idéologie de l'unité nationale et de l'autodétermination, que les anciens étudiants/nouveaux dirigeants propagent. Ces deux logiques vont se refléter au sein de la nouvelle université du Cameroun, créée en 1962. Cette dernière symbolise d'abord l'affirmation pédagogique voir

²⁰⁵ Cette partie souffre d'absence de commentaires concernant les grèves de 1976 et 1996, faute d'informations.

²⁰⁶ SEKOU TRAORE, ancien secrétaire général de la FEANF (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France) le démontre dans son ouvrage *responsabilités historiques des étudiants africains*, éditions anthropos, 1973. Cette organisation a inscrit la lutte contre le colonialisme puis le néocolonialisme à l'ordre de ses différents congrès avant 1970.

²⁰⁷ *les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire, op. cit.*

politique de la métropole, détenant jusque là le monopole de la formation post-secondaire. Les responsables de l'époque tiennent par cet acte à signifier leur volonté de limiter l'influence de la puissance coloniale au nécessaire, à manifester leur souveraineté acquise.

L'université à cette époque se voit astreindre plusieurs objectifs : « d'un côté, l'université a pour mission de former le personnel indispensable à la prise en charge des destinées du pays. (...). De l'autre, elle fait écho aux projets de développement des pays africains et des choix de modèles d'éducation différents »²⁰⁸. L'université devient dans ses fonctions, le socle d'un processus de développement par l'amélioration de la qualité des ressources humaines nationales, lesquelles serviront à « bâtir la nation » au travers de l'Etat. Car ces citoyens formés intègrent directement les différentes structures en remplacement des vestiges ou réminiscences de la colonisation présents à tout niveau hiérarchique de l'Etat naissant.

L'université est également conçue comme ce lieu de réflexion sur le pays ; dans ce sens, les politiques attendent de cet investissement, des solutions face à l'ambition de « développement » ou d'annulation du retard pris par le pays sur les « occidentaux ».

Au plan politique, l'impératif d'unité nationale, de construction de la nation n'est pas étranger à ce nouveau champ. Ses implications se signalent dans les politiques éducatives nous dit Luc NGWE²⁰⁹, par la recherche du dépassement de l'esprit tribal et l'affirmation du sentiment national.

A l'inverse, MBEMBE effectue une évaluation sombre de ces vingt premières années dans une analyse globale de l'université en Afrique noire²¹⁰. S'agissant de l'esprit, il dénote l'illusion qui a eu cours dès les indépendances, en vertu de laquelle le développement irait de pair, automatiquement avec la formation, l'instruction. L'université elle-même et l'éducation en général, n'ont pas véritablement intéressé les politiques concentrés qu'ils étaient sur le renforcement de leur pouvoir central²¹¹ : conséquemment, les politiques éducatives ont favorisé un esprit de consommation et de déracinement social. Plus encore, elles ont creusé un fossé entre les lieux d'éducation et la collectivité puisque n'intégrant pas le savoir populaire, mais plutôt des représentations importées.

²⁰⁸ Luc NGWE, « le métier d'enseignant-chercheur au Cameroun : éléments pour une problématisation de l'espace universitaire camerounais à l'aune de la mondialisation », in Noble AKAM et Roland DUCASSE (dir.), *quelle université pour l'Afrique ?*, maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2002

²⁰⁹ *ibid.*

²¹⁰ *les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire, op. cit.*

²¹¹ y adjoindre, A.A. MAZRUI et C. WONDJI (dir.), *histoire générale de l'Afrique. VIII l'Afrique depuis 1935, présence africaine/Eddie/Unesco*, 1998 p 295.

C'est à cette période que s'installent la plupart des représentations afférentes à l'étudiant. Les étudiants bénéficient d'un statut particulier au sein des nouveaux systèmes politiques africains. Au plan économique, ils constituent une source de dépenses ou plutôt d'investissement pour les pouvoirs lesquels, conformément à leur idéologie octroient bourses et subventions. Les représentations de futurs ou potentiels dirigeants viennent de cette position préférentielle, qui permet déjà aux boursiers de détenir une puissance financière et sociale.

Les étudiants intègrent progressivement les structures de l'Etat au sein desquelles ils endossent véritablement les statuts de gouvernants²¹². Ainsi, les anciens contestataires se révèlent être de fins oppresseurs. Dans cette optique, « les contestations estudiantines sont jugées et perçues comme des agitations puérides qui disparaissent une fois qu'ils sont au pouvoir »²¹³.

Il faut avouer qu'à cette période, le régime politique qui a cours au Cameroun est fortement centralisé et autoritaire. C'est l'époque du parti unique. L'objectif principal étant la réalisation de la nation camerounaise. L'université et les universitaires obéissent au régime en vigueur²¹⁴, lequel ne s'accommode pas de manifestations tribales, et de manifestations pluralistes de tout ordre. Le milieu est fortement contrôlé et participe du système monolithique par l'intégration des sphères du pouvoir. Il s'agit en plus des responsabilités dans l'Etat déjà signalées, des prises de position dans le parti. La neutralité de l'université est ainsi inexistante.

A l'inverse, les étudiants et leurs professeurs renforcent, légitimement le pouvoir en place par la recherche de positions. L'environnement économique favorise ce jeu ; le Cameroun fait partie des pays producteurs de pétrole, lequel subvient largement aux charges publiques. Pendant cette période 1962-1980, il est possible d'avancer avec MBEMBE que l'université a failli dans ses missions sociale et politique. Toutefois, elle a contribué à l'émergence d'une classe dirigeante²¹⁵, concentrée dans l'Etat et ses démembrements, quasi-unique employeur.

L'université constituerait ainsi l'assurance de meilleurs lendemains. Toutefois, des changements aussi bien économiques que politiques vont faire évoluer cette configuration. Les évolutions économiques concernent la dégradation de l'environnement économique international, avec notamment les deux chocs pétroliers. Aussi, baissent drastiquement les

²¹² SEKOU TRAORE *op. cit.*, p.91-92 : « dans leur grande majorité, les anciens militants de la FEANF, de retour en Afrique, ont honteusement trahi les idéaux qu'ils défendaient avec tant de fougue, tant d'éloquence et tant d'implacabilité (...). Hauts fonctionnaires ou ministres, ils participent ainsi à l'exploitation et à l'oppression des peuples africains. »

²¹³ MBEMBE A., *op. cit.* p49

²¹⁴ « l'ordre règnera à l'université par tous les moyens ».

²¹⁵ Même si celle-ci tout comme le système est plus orienté vers la consommation que la production et l'innovation.

revenus des exportations de produits de rente et de matières premières. En résumé, l'Etat, principal pourvoyeur d'emplois, se retrouve dans l'incapacité de conserver ses engagements. On arrive alors au niveau de la configuration sociale décrite à la section I du chapitre précédent (pp 51-52).

Comme présenté plus haut, la première décennie BIYA s'avère difficile au plan économique, ce qui a sans doute un poids quelconque dans les événements affectant le pays par la suite. Les étudiants participent pleinement à ces mouvements de contestation.

Pendant la période de contestation, l'université ainsi que ses consommateurs s'est révélée fort tiraillée entre les diverses forces politiques. C'est l'effet de la redécouverte du pluralisme. Les enseignants expriment leur mécontentement par la voie de leur syndicat. L'université constitue alors un champ de bataille, d'affrontement de ces dernières²¹⁶ ; l'enjeu principal ici c'est l'appropriation symbolique de cette jeunesse (éclairée ?!), qui autant au niveau national qu'international, permet quelque peu de déterminer la légitimité, ou les tendances affectives de la population pour un adversaire.

Dans l'ensemble, l'université penche pour les forces de changement²¹⁷, ce qui a fait penser officieusement que la réforme de 1993 constitue une réponse politique à cette poudrière au pied du pouvoir central. Il est vrai que l'université faisait déjà face à de nombreux problèmes administratifs déjà présentés tels que l'accroissement rapide des effectifs, l'incapacité à financer la recherche etc. Il est également vrai qu'un processus de décongestion avait été entamé avant la réforme proprement dite, par la création de centres universitaires dans des villes autres que Yaoundé (Douala, Dschang, Ngaoundéré..).

Nous signalons également que la représentation de l'étudiant en tant que révolté et contestataire tient sa *crystallisation* à ce niveau, par son engagement pour la cause mobilisatrice. Car ce groupe a véritablement porté la *bonne nouvelle* au niveau national.

La réforme universitaire règle donc aussi bien le problème d'administration que le problème politique. Du moins dans les cinq premières années. Car les effectifs dans ces universités comparativement aux infrastructures sont énormes, largement supérieurs. Peut-être à cause de la conjoncture économique, peut-être par manque de volonté politique, cette politique universitaire n'a pas reçu la logistique qu'elle était fondée à attendre c'est-à-dire,

²¹⁶ EBOLO M. D., *op. Cit.*

²¹⁷ En opposition aux *forces de maintien de l'ordre*.

les investissements de développement²¹⁸ pour abriter cette population dans des conditions adéquates à son émulation.

La réforme consacrerait également l'apolitisme de l'université. L'université forme désormais, du moins juridiquement, un milieu à part entière de la société. Les forces politiques n'y ont pas droit d'intervention. Dans une certaine mesure²¹⁹, cette donne sera respectée, puisque le milieu universitaire va reprendre les attributs de la période du parti unique, c'est-à-dire principalement orienté vers la rentabilisation de la posture d'experts pour intégrer les sphères sociétales de domination. Dans une autre, il est possible de lier cette situation à l'état de la collectivité politique dans son ensemble. Cette dernière est rentrée dès 1995 dans une phase de léthargie : en fait, le pouvoir a réussi à se maintenir en exploitant la coercition physique et morale, la maîtrise de l'agenda politique et la puissance financière.

La position sociale de l'étudiant s'est déjà fortement altérée, à cause des conditions économiques dans lequel l'Etat se dépêtre, mais aussi, à cause de cette étiquette de contestataire. L'étudiant dans les années 1990 devient affamé, nécessiteux, et n'est plus sûr de quelque chose, sinon de ne pas savoir ce que lui réserve son avenir. C'est aussi la période de la perte de valeur du diplôme et de la connaissance au profit de l'argent, de l'argent facile et des métiers assimilés. Celui-ci élabore alors des « tactiques » pour revaloriser sa position²²⁰ et recourt encore à la grève comme mode d'expression de son mécontentement.

Au début des années 1990, est créée la première institution universitaire privée du pays. Il s'agit de l'UCAC qui s'inscrit d'après ses promoteurs, dans la nécessité de produire localement des agents sociaux de changement pour la sous-région. Au plan politique, cette université représenterait sans doute l'idéal pour les légistes de la réforme. Il s'agit d'un espace international où les attributs nationaux n'ont pas droits de cité. Cet ensemble évolue donc au premier abord sans l'intervention des forces politiques nationales.

²¹⁸ Il est assez significatif que la ville universitaire de Soa née de la réforme de 1993 et à 20 minutes de la capitale Yaoundé, ne soit pas approvisionnée en eau courante par la Société nationale d'eau du Cameroun (SNEC).

²¹⁹ Une certaine mesure seulement comme nous le verrons à la section suivante. Au préalable, il est loisible de s'interroger sur la possibilité de conserver un milieu de réflexion sur la société hors de portée de la politique. C'est la problématique de l'engagement en science politique et en sciences sociales en général.

²²⁰ Voir section suivante.

Jusqu'en 2005 donc, les étudiants entretiennent des relations de compromission avec le pouvoir, comme le reste de la société d'ailleurs. Les autres tendances politiques, à l'image de leur impact et poids politique, ont disparu du milieu universitaire ou presque.

Section II : leadership étudiant et politique dans le champ universitaire

De nos investigations, les associations dans le milieu universitaire constituent véritablement des lieux de pratique et d'apprentissage du travail politique. Il apparaît nécessaire d'établir une distinction entre les sphères publique et privée dont les champs associatifs respectifs seront au préalable décrits.

1. le cas de l'université catholique d'Afrique centrale

➤ *brève description du champ associatif*

Les associations à l'UCAC semblent avoir été pensées pour être des lieux de réalisation personnelle pour les étudiants. Ce sont des organisations apparemment mises en place avec l'institution, qui a toujours détenu le droit de regard, eu égard aux fonds investis. On distingue de nos jours deux types d'associations²²¹ : les associations qualifiables d'institutionnelles et les associations non institutionnelles. Les associations institutionnelles sont : l'Association Sportive de l'UCAC (A.S.UCAC), l'association culturelle de l'UCAC (A.C.UCAC) ainsi que le journal universitaire *tolle lege*. Ces associations sont en principe financées par des souscriptions obligatoires des étudiants, dont le montant s'élève à 5000 FCFA par étudiant. Celles-ci sont dirigées par les étudiants qui réalisent des activités ludiques au travers des clubs. Dans l'AC UCAC par exemple, vous avez le club danse, le club musique etc. A l'AS UCAC, les activités sont organisées en fonction des disciplines et des campus ; ainsi, il existe des délégués en charge du football, du basket-ball, du tennis de table, etc. sur chaque campus.

Les activités du *tolle lege* comme on peut l'imaginer, tournent autour de la publication du journal, qui en principe, sort trois fois par année universitaire. Toutes ces

²²¹ A disparu l'Alpha Service Cafeteria (ALSIC), mini-entreprise jadis gérée par les étudiants. En fait, son patrimoine a été « privatisé ». Elle permettait aux étudiants d'avoir une petite expérience de gestion.

associations détiennent des comptes dans la comptabilité de l'université, qui de nos jours, sont attribués en fonction du programme des activités²²².

Les responsables des associations sont élus au cours d'un scrutin organisé par un comité d'étudiants sous la supervision du délégué du recteur en charge des associations. Les associations entretiennent des relations avec l'extérieur à l'occasion de manifestations qu'elles organisent, mais sous la supervision du délégué.

Concernant les associations non institutionnelles, leurs orientations sont diverses. C'est le cas par exemple de l'Association pour la Promotion des Droits de l'Homme en Afrique Centrale (APDHAC), du club des étudiants en communication et gestion des ressources humaines (CCORH), de l'association des étudiants tchadiens de l'UCAC, de l'association des étudiants Bafang de l'UCAC, etc. Ce champ sera présenté sous deux coutures : d'abord au point de vue interne par l'attention accordée à sa structure, au fonctionnement de ces associations ; sous l'angle externe, il s'agira principalement des relations avec l'administration.

➤ *Le champ associatif comme sphère politique de l'UCAC*

Plusieurs constats soutiennent notre analyse. En premier lieu, le fonctionnement des associations à l'UCAC n'est pas optimal ; plus encore, est et/ou était à revoir, ce qui a encouragé la nomination d'un délégué il y a deux ans.

Il faut dire que la gestion des étudiants s'est régulièrement révélée calamiteuse avec des trous de trésorerie et aucune transparence dans l'exploitation des fonds. L'administration a réagi d'abord en créant des comités d'audit dirigés par des étudiants, par l'analyse des demandes de retrait de fonds et enfin, par la nomination d'un délégué en principe plus disposé et plus disponible s'agissant de ces affaires associatives. Celui-ci vient en fait appuyer le vice-recteur en charge des associations.

Au sein des associations, les responsables sont élus de manière collective ; en fait, il s'agit d'une liste et non des individus que les étudiants sont appelés à élire même si l'icône reste le président²²³. S'agissant des élections et de l'intérêt pour ces associations, il est notable qu'il y a de moins en moins pluralité des candidatures²²⁴.

Comme suite logique, la rotation des responsables n'est pas élevée, ce qui facilite les commentaires d'appropriation de ces associations par des collectifs. Ce type de

²²² Il est vrai que par le passé, les associations recevaient leurs fonds en fonction des choix des étudiants, qui décidaient à quelle association iraient leurs cotisations.

²²³ Le poste de président n'est confié qu'aux étudiants ayant au moins deux ans dans l'institution universitaire.

²²⁴ S'agissant des deux dernières années.

commentaires est également encouragé par le mode d'élections, qui permet à des individus entretenant des liens plus ou moins étroits, de détenir « le pouvoir » au sein de ces *groupes* qualifiables *d'intérêt public*. Il est également à souligner que les Camerounais dominent ces sphères de pouvoir, dans cette institution internationale²²⁵. Finalement, ces associations institutionnelles sont perçues comme constituant de petits clubs difficiles à intégrer ou sans intérêt. Cette sensation est renforcée par la fermeture de l'ALSIC, association entretenant des rapports quotidiens avec les étudiants, et essentiellement animée par ceux-ci²²⁶.

De même, le directeur général du journal *tolle lege* a été le même tout au long de notre séjour (cinq ans) alors que le mandat des responsables est d'une année : là ne réside même pas le problème. En fait, les élections des membres du bureau de cette association ont été effectués pour la première fois en 2004. Il faut préciser que cette association reçoit régulièrement les fonds qu'elle sollicite, même si les publications ne paraissent pas toujours. Dans cette optique, l'hypothèse de « bons rapports » entre ledit directeur général et les responsables universitaires serait plus que vraisemblable, le contrôle de l'administration étant plus que relâché à son sujet.

S'agissant de la structure du paysage associatif, on remarque plusieurs dynamiques sociales précédemment présentées. En premier, les associations contribuent ou cristallisent le sentiment de corporation. Il s'agit des associations d'étudiants de filières, qui ne sont pas prévues par l'université. Celles-ci organisent des rencontres thématiques, des journées de réflexion, conférences etc. Il existe également des mouvements à caractère culturel tels que les associations des jeunes ressortissants de l'arrondissement de Sa'a, l'association des étudiants Bafang... l'objectif officiel ici c'est de célébrer la culture, retrouver ses origines, ses frères. Comme mouvement transnational et transethnique, il existe des *mouvements de génération*, entendez des étudiants ayant intégré l'université la même année.

Ces différents mouvements reproduisent les dynamiques tantôt présentées, mais leur influence ou leur adhésion est toute relative. D'abord, les associations à caractère tribal ne sont pas véritablement connues, et l'effet de stigmatisation n'y est pas effectivement développé ; un étudiant peut s'écarter de ce type de mouvement sans craindre une quelconque sanction. En plus, ces mouvements ne sont pas institutionnalisés dans le sens où les membres de cette communauté ne les intègrent pas officiellement, mais officieusement. Egalement, toutes les ethnies ne possèdent pas leur représentation

²²⁵ Il est vrai qu'ils représentent également la principale nationalité en termes d'effectif dans l'université.

²²⁶ Comme illustration, le bureau 2002-2003 de l'ALSIC a commencé avec les ristournes des achats de l'année précédente. Ce sont les étudiants qui servent leurs camarades au comptoir, d'où une perception différentielle de l'opération d'achat.

associative. Enfin, ce modèle d'association ne dispose pas souvent d'apparence ou de structure, mais se signale surtout dans le comportement des membres²²⁷.

Les rapports à l'administration (associations institutionnelles) peuvent être interprétés comme des rapports de tutelle. L'administration organise les élections, octroie des moyens logistiques, avalise les activités, contribue financièrement. S'agissant des élections, les structures mises en place ne semblent pas inculquer l'esprit démocratique, les étudiants les considérant comme un jeu. Beaucoup y participent donc en groupe, sans implication personnelle et effective dans les campagnes²²⁸. Déjà, le comité d'étudiants « nommés » par l'administration ne relève d'aucun texte juridique, de même que les critères de sélection demeurent flous, ou plutôt connus des seuls mandataires.

Dans le volet financier, les étudiants n'ont pas la clairvoyance des contribuables à la chose publique. L'administration ne présente que parcimonieusement l'utilisation qu'elle effectue de ces fonds. Les associations sont dotées de budget qu'elles n'épuisent pas, lesquels sont reportés à l'année suivante *officiellement*. Et le processus recommence. Les étudiants actifs réagissent par des commentaires sous les pardessus, mais n'entreprennent aucune action. Il faut dire que l'institution est gérée par des religieux, d'où un esprit d'ensemble d'obéissance qui a cours. Plus encore, un esprit de méfiance règne quant aux « espions » de l'administration, des mouchards présents dans le groupe des étudiants dénonçant ceux qui ont la critique libre. Egalement, les études à l'UCAC constituent véritablement un investissement pour les familles, lequel investissement ne saurait souffrir de compromission de la part d'un « enfant conscient » pour activités politiques. Aucun bilan de ces fonds n'est par exemple présenté publiquement.

Les étudiants présentent ainsi un comportement d'ensemble qualifiable de passif, et pour ceux qui peuvent susciter la remise en question, de compromettant, au moins de pusillanime. Comme illustration, le comité rectoral a organisé en mai 2004, une réunion explicative de la décision rectorale de report²²⁹ de la fête des étudiants. Celle-ci devait se tenir quelques semaines plus tard ; l'AC UCAC avait pris des engagements quant à l'organisation de cette manifestation, qui constituait le clou des activités associatives. Les

²²⁷ Recours régulier au dialecte, regroupement affectif (amitiés) sur cette base etc. il faut avouer que ces groupements n'ont jamais réussi à s'imposer dans cette université, les étudiants n'y trouvant qu'un intérêt quaternaire. Mais ces dynamiques sont présentes.

²²⁸ Pour preuve, les élections des responsables associatifs pour l'année universitaire 2005-2006 sont à reprendre, pour participation insuffisante des étudiants.

²²⁹ Le comité rectoral a parlé de report pour décembre, pour mauvaise préparation, alors que le délégué en charge des associations était impliqué dans celle-ci. Il s'agit en fait d'une annulation car la manifestation n'appartient pas à la même année universitaire ; ainsi, les étudiants entrés en 2003, l'ont découverte en deuxième année...au gymnase du campus de Nkolbisson.

étudiants à qui la parole était permise, se sont parfois montrés très violents verbalement. Les propos semblaient orientés vers le recteur²³⁰.

En fin de compte, comme déjà dit, le système associatif de l'UCAC semble épouser la configuration du champ politique camerounais : on a une administration toute puissante, qui décide de l'agenda de l'ensemble et régule en quelque sorte, de l'économie psychique des consommateurs²³¹. De l'autre, on perçoit des citoyens relativement bien informés, mais qui ne réagissent pas à une situation qui semble leur déplaire. C'est dire que l'institut Catholique de Yaoundé (ICY), au départ considérable comme apolitique, n'en constitue pas moins un lieu de haute voltige²³². Ce sous-système universitaire reproduit les logiques sociales ayant cours dans son environnement, ce qui fait qu'un étudiant camerounais à l'UCAC n'adopte pas un comportement politique fondamentalement différent de ses camarades du public. Evidemment l'UCAC par son caractère sous-régional se meut également sous les dynamiques de puissance (politique) sous-régionale, lesquelles pourraient voiler celles spécifiques au cas camerounais. En vérité, ces logiques empruntent simplement les sentiers de l'informel. Ce qui n'est pas le cas dans les universités publiques.

L'objectif ici était de montrer que cette ressemblance ne tient pas seulement à l'environnement commun, notamment les logiques transmises en familles, mais également au cadre d'études, d'où le parallèle à effectuer avec les universités publiques.

2. le cas des universités publiques

➤ *brève description du champ associatif*

Ici également, on différencie les associations institutionnelles des associations non institutionnelles. Les associations institutionnelles sont prévues par les textes de l'université, et émargent dans son budget. Elles sont de trois types : les associations des étudiants des facultés, les clubs et les cercles de réflexion. Les associations des étudiants

²³⁰ Pour la petite histoire, l'interprétation officieuse de cette décision a matière liée avec la visite du nonce apostolique. Le recteur attendait des étudiants une présence massive, qui n'a pas été effective. La suite, nous la connaissons maintenant.

²³¹ Ce comité rectoral a par exemple institué les règles disciplinaires en cours : interdiction de visite dans un bâtiment de sexe opposé après 21 heures, fermeture du campus à 23 heures, autorisation des manifestations ou leur refus. Par exemple, le championnat de football en salle qui avait lieu dans le gymnase du campus de Nkolbisson depuis vraisemblablement la création de l'université a été interdit par le recteur au motif qu'il n'en avait pas la connaissance.

²³² Nous nous passerons d'une réflexion sur le choix des responsables de l'université, parce que notre analyse ne pourra s'effectuer que sur des faits rapportés, qui concordent tous cependant sur des procédés pas très catholiques.

des facultés regroupent tous les étudiants appartenant à la même faculté. Elles n'ont pas d'objectifs clairement définis dans la réforme²³³. Ceux-ci se retrouvent dans les centres de réflexion, qui entretiennent des rapports quelques peu hiérarchiques avec l'association des étudiants de facultés²³⁴. Les clubs regroupent les étudiants en fonction de leurs centres d'intérêt et indépendamment de leur filière. C'est le cas par exemple du club *UNESCO*, du club des majorettes, du club tourisme etc. Des locaux sont mis à la disposition de ces associations par l'administration.

Les associations institutionnelles sont également d'orientations diverses. On dénote ici l'existence de groupes à caractère académique, et des groupes à caractère culturel. Les groupes académiques (exemple : mutuelle des étudiants en science politique) aident les étudiants dans l'assimilation de leurs cours, tandis que les groupes culturels rassemblent les étudiants en fonction de leurs provinces, départements, arrondissements d'origine ou simplement groupes ethniques²³⁵. Ces associations exploitent dans la plupart des cas abusivement les infrastructures de l'université, c'est-à-dire les salles et amphithéâtres, lieux de tenue de leurs réunions²³⁶. Leurs fonds proviennent des cotisations des membres et des donations diverses. Nous ne saurions omettre les *clubs de supporters* des Hommes publics tels que la PRESBY (President Biya' Youth).

➤ ***Le mouvement associatif dans les universités publiques : un mouvement proprement politique***

Le champ associatif des universités d'Etat s'apparente à la sphère politique. Les logiques sociales relevées à l'UCAC y prennent une ampleur particulière. Ici aussi, il y a une administration dominante et des groupements dominés : les associations émargent dans le budget de l'université, mais obtiennent rarement ce qui y a été prévu.

De même, le statut des associations des étudiants est conservé dans un flou, semblable à leur situation financière : aucune disposition n'interdit aux leaders

²³³ L'objectif généralement avancé est de « faciliter le passage académique de tout étudiant ».

²³⁴ Par exemple : le cercle de réflexion philo-socio-anthropo et histoire, est inféodé à l'association des étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines de l'UY I.

²³⁵ Il existe un troisième groupe d'associations qualifiables d'atypiques car ne pouvant pas rentrer dans la classification sus-établie. Nous y intégrons l'ADDEC, qui fonctionne plus comme un lobby que comme une association *académique*. Fait également partie de ce groupe l'Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales (AIESEC), comité local Yaoundé. Cette association exerce ses activités sans relation avec le fonctionnement universitaire.

²³⁶ En général le dimanche après-midi.

associatifs²³⁷ d'effectuer des revendications (si ce n'est le caractère apolitique du champ universitaire) ; mais tacitement, une dialectique de "non politique" s'est établie entre leaders étudiantins et responsables universitaires. Les étudiants du fait de leur position de « cadets sociaux »²³⁸ n'ont pas droit à la revendication, par exemple dans le cadre de rencontres avec les responsables universitaires. Tout ceci participe de la clochardisation de l'étudiant.

S'agissant des élections, beaucoup d'accords sociaux prennent source dans la praxis politique. Par exemple, il est tacitement prévu dans chaque bureau candidat à la direction d'une association d'étudiants, la présence d'au moins deux femmes, d'un vice-président anglophone, un ressortissant du Nord, du Centre, etc.²³⁹

Est également significative, la perception que les étudiants se font de leurs représentants officiels²⁴⁰. Ceux-ci sont sentis comme des auxiliaires de l'administration. Ainsi, le poste de président par exemple est analysé comme politique. Les étudiants conçoivent cette fonction comme étant source de revenus et de possibilités d'insertion politique. S'il est vrai que l'aspect financier relève de l'imaginaire, les possibilités d'émergence et d'exploitation de cette position sont réelles²⁴¹.

Ce sont elles qui animent véritablement le jeu politique dans le champ universitaire. Les associations dites culturelles, constituent d'après nos enquêtés, des pépinières à futures élites. Elles fonctionnent comme des centres de formation, où les futurs athlètes de la société politique font leur école. D'abord, la dynamique régionale et ethnique est mise en avant. Les associations à caractère tribal, effectuent leurs rencontres au vu et su des autorités. Ce type de regroupements a déjà été décrié lors du premier forum des étudiants des universités d'Etat, comme étant la porte d'entrée à la politique dans le champ universitaire, mais aucune initiative n'a été entreprise dans le sens de l'éliminer.

Les athlètes apprennent à se re-connaître entre eux ; le milieu étudiantin permet de déterminer les adversaires potentiels aussi bien dans son propre camp que dans celui des autres. Ainsi, les responsables de ce type d'associations sont connus, sans doute au travers de leurs membres. Ce sont également des postes politiques eu égard aux contacts que leur position leur facilite.

²³⁷ Nous parlons ici des associations prévues par la réforme.

²³⁸ Source : président de l'AEFALSH

²³⁹ Réminiscences de l'équilibre régional ayant cours dans la sphère supérieure.

²⁴⁰ Le mandat des présidents des associations des étudiants de facultés est en principe de deux ans.

²⁴¹ Source : entretien ; possibilité d'exploiter cette position d'élus pour égrener le chapelet des louanges étatiques. Plus sérieusement, c'est à ce niveau que s'établit la jonction avec les associations non-institutionnelles.

Car l'objectif inavoué de ces rencontres culturelles c'est la recherche de positionnement, par le truchement des élites. Les élites encadrent ces poulains qu'ils aident à intégrer le système pour le développement de la région et l'amélioration de la condition du groupe. Les élites utilisent ces associations comme des lieux de recrutement de leurs serfs, devant alimenter leur cour. Les étudiants intègrent pleinement ici l'esprit de manducation et de louange caractéristique des responsables de l'Etat²⁴².

Ces associations constituent au moyen des élites, des voies pour la réussite aux différents concours administratifs. Ceux-ci participent de la stratégie de positionnement ci-dessus évoquée, mais aussi, de l'équilibre régional. D'un autre côté, elles permettent le contrôle de cette jeunesse à plusieurs niveaux ; les athlètes sont recensés et évalués en fonction de leur assiduité et de leurs rapports aux intermédiaires.

La formation est terminée avec le recrutement du joueur : celui-ci n'a plus donc intérêt et/ou besoin de participer aux réunions. Dès lors, une attitude de différenciation est nécessaire ; une marge s'insère entre les pensionnaires du centre et ceux qui en sont sortis. Dans le même ordre d'idées, l'étudiant qui s'écarte du groupe est sanctionné par la communauté, par un isolement. Il choisit ainsi la difficulté, par rapport à ses frères qui se font « aider ».

Les associations tribales constituent en outre d'authentiques voies d'entrée pour les partis politiques. Par exemple, la CEBAMB²⁴³ est fortement liée à l'UPC, avec lequel elle partage la zone d'origine ou d'influence. Mais dans l'ensemble, les élites détiennent des postes dans l'administration et roulent pour le RDPC. Le rattachement parti politique/ethno-régionalisme serait quelque peu battu en brèche ici, les intérêts financiers notamment dominant l'affectivité.

Dans le sens des associations trans-ethniques non institutionnelles, se signalent les clubs de supporters tantôt mentionnés. Ceux-ci regroupent les étudiants indépendamment de leurs origines. L'objectif ici est également d'insérer son nom dans « les réseaux ». Les supporters organisent des manifestations avec pour centre leur « star » ou leur idole qui ici est un Homme public disposant d'une position politique et financière confortable. Ces clubs permettent plus ou moins d'y avoir accès, et d'en obtenir des prébendes de temps à autre.

Dans l'ensemble, les associations dans les universités publiques peuvent être interprétées comme des « tactiques » d'intégration du « système » par les étudiants. Ce qui

²⁴² « Honneur et fidélité au Président Paul Biya ».

²⁴³ Communauté des étudiants Bassa-Mpo'o-Bati du Cameroun

implique qu'ils en aient une assez bonne connaissance. Le maître mot ici c'est ETAT. Ces tactiques s'insèrent dans la politique de gestion des gouvernants, qui peuvent par ce moyen revivifier le système, assurer son maintien. Car tout porte à croire que les étudiants qui l'utilisent pour rentrer, font appel aux mêmes appuis pour progresser dans l'échelon administratif.

Pour nous résumer, nous constatons que le champ universitaire, aussi bien dans sa variante privée que public, participe d'une reproduction de l'idéologie dominante dite de l'ethno-régionalisme, mais aussi, participe d'une reproduction du modèle social de domination avec l'Etat comme épicerie de ce système d'inégalités.

Les représentations des étudiants interrogés concernant leurs ambitions futures peuvent être questionnées à ce niveau : le public ou le privé ? En fait, il s'agit d'intégrer la sphère la première accessible. Par ailleurs, bon nombre d'étudiants du public étudient dans des domaines qui n'ont pas de rapports avec l'activité privée au Cameroun. L'employeur inévitable est alors l'Etat²⁴⁴, qui dans la représentation sociale, forme également un gage pour les années futures, puisque « l'Etat ne tombe pas en faillite ».

Section III : l'héritage politique

« Ce qui constitue l'héritage politique d'un individu résulte d'un travail de réappropriation et d'une négociation fixant les parts respectives de ce qui sera transmis et de ce qui sera réaménagé, voir rejeté »²⁴⁵. Une différenciation s'avère nécessaire, quant à ce qui relève de la famille et ce qui est imputable au champ universitaire. Tous ces acquis participent du processus de socialisation politique, dont la terminaison se présente comme le comportement politique de l'individu. Ces acquis ont partie liée avec le cheminement politique de l'agrégat sociologique considéré.

S'agissant de l'héritage politique général, nous pensons que celui-ci consiste principalement en la lecture ethno-régionale des rapports politiques. Ici, l'ethno-régionalisme est considérable comme étant intégré dans l'habitus politique ; ceci implique que dans les familles, en rue, en société, le Camerounais dès son enfance baigne dans cette logique identitaire qui est reversée en politique. L'élève qui débarque ainsi à l'université a

²⁴⁴ ou la rue et l'informel.

²⁴⁵ MUXEL Anne, *op. cit.*, p 26.

en commun avec ses futurs camarades, cette approche sociale qui classifie, ordonnance, repère, oriente et tient.

Annexé à cet habitus politique, se tient dans une certaine mesure, un idéal de l'ordre et du pouvoir. L'idéal de l'ordre est matérialisé par l'appréhension de la révolte, du mouvement, de la contestation, que l'on peut identifier dans la stigmatisation de l'image de *révolté* de l'étudiant ; ainsi, nombre de nos enquêtés nous ont fait part de la mise en garde dont les parents se sentent l'obligation, quant à un milieu réputé hostile, dangereux car « s'opposant au gouvernement ». Ces garde-fous énoncés sous forme de conseils, rendent compte de la nécessité de protection et de rentabilisation d'un investissement. Car les études supérieures et les étudiants constituent, comme déjà signalés, une possibilité d'insertion au système ; l'heure est donc à l'adaptation, à l'équilibre, aux « arts de faire » et non au changement ou au *renouveau*. Bref, le legs familial consisterait essentiellement en une culture de sujétion remise au goût du jour par la conjoncture politique.

Corrélativement à cette perception du pouvoir (qui vient de DIEU) et de l'ordre²⁴⁶, se développe ou plutôt se partage, s'acquiert une attitude attentiste, opportuniste, docile et compromettante. Certaines études l'ont repérée dans l'approche du politique (*politique du ventre*, toutes ces figures qui renvoient à l'œsophage...), d'autres dans celle du religieux²⁴⁷. Plus profondément, s'insère une image du pouvoir, de ce qui est puissant et bon. Il s'agit de l'idéal, ou de l'accomplissement de l'Homme ; nous pensons à l'attrance et l'envie que suscite le pouvoir financier des *décideurs-responsables de l'Etat*. Pour preuve, l'attrait de la *machine à décideurs* dans les milieux urbains et universitaires que constitue l'ENAM, ainsi que la ferveur avec laquelle sont attendus les différents « nommés par décret présidentiel ». Il est possible de pousser l'interprétation jusqu'à la déclinaison d'un comportement économique de consommation et non de production ou de création.²⁴⁸

Ces attitudes politiques sont perceptibles en milieu étudiantin, notamment par les ruses d'insertion sociale que ceux-ci développent au moyen des associations. La particularité s'établit quant à cette ouverture d'horizons que la réflexion sur son entourage oblige. La réception à ce niveau se dispose par la relation des champs universitaire et politique. Il est possible de se référer une fois de plus à cette attraction-répulsion de ce qui

²⁴⁶ Mais aussi de la conjoncture, voire section suivante.

²⁴⁷ Il est vrai que l'analyse peut être retournée pour devenir des nouveaux procédés de contestation. Il s'agit ici de la réappropriation du message chrétien ou le renouveau des églises messianiques et sectes dans notre pays.

²⁴⁸ D'un autre côté, les « métiers de l'informel » qui font survivre bon nombre de familles urbaines devraient être envisagés comme des *actions* au sens de la lutte, de la recherche ainsi que de la création. Même si à l'UCAC, la tendance est à la recherche de l'entreprise multinationale.

est politique ou perçu comme tel; l'attrait symbolisé par celui de l'ENAM par exemple, ou plutôt, les avantages sociaux que cette école procurerait à ses diplômés et la répulsion matérialisée par le discours critique sur la politique et les politiciens.

Cette même attraction-répulsion est applicable aux partis politiques. Attraction quant à la communauté des positions critiques s'agissant des partis dont l'opposition est classiquement admise, les idées prononcées et énoncées. L'attraction du pouvoir et son incarnation partisane s'effectuent par le médium du pouvoir financier, la répulsion repérable simplement dans le discours²⁴⁹.

En résumé, les structures sociales des attitudes politiques des étudiants tiennent à l'ethno-régionalisme et à l'opportunisme. Avant d'être mis en relation avec la conjoncture, il convient d'en établir la filiation historiciste.

Ces attitudes politiques se forment avec l'expérience. La tentative infructueuse des années 1990 a eu pour effet d'éloigner définitivement les citoyens des principaux partis de l'opposition, avec les hommes politiques comme intermédiaires. Tout se passe comme si leur rôle devrait se limiter à cette période. Il faudrait joindre à cette tentative de responsabilisation citoyenne, la longue hibernation de la période du parti unique, qui n'a pas encore été effacée des mémoires et des réflexes. Des relents se font sentir aujourd'hui notamment par les comportements des responsables de l'Etat.

Dans le même ordre d'idées, les différentes grèves des prédécesseurs étudiants sont reçues plutôt positivement, dans l'esprit du rôle principal qu'ils ont joué dans la vie politique du pays. Ces différentes grèves constituent un référentiel positif au sein de l'agrégat étudiantin (surtout pour les anciens), auquel par exemple les promoteurs de l'ADDEC se réfèrent dans la communication à leur population-cible. Ce référentiel positif est donc à la base de cette attitude de contestation, laquelle peut reprendre le dessus en relation avec l'entrepreneuriat associatif et syndical. Ici aussi, une relativisation s'impose s'agissant des écoles de formation telles que l'école de médecine de la faculté des sciences médicales et biomédicales de l'UY I ou les universités privées.

Spécifiquement aux dernières, l'image de privilégiés socialement reconnue constitue un écran à cette possibilité de revendication, mais pas une barrière. Cet écran pourra justement au gré des conjonctures, s'évanouir ou se pérenniser.

²⁴⁹ S'agissant des organisations partisans, la commune mesure tient à l'ethno-régionalisme qui caractérise la scène politique et sur lequel repose le processus d'identification partisane. Cet ethno-régionalisme dans l'ensemble est perçu comme une tare.

Section IV : la place de la conjoncture

A notre avis, celle-ci n'a pas une influence précise sur l'ensemble des citoyens ; mieux encore, cette influence est variable en fonction de la posture qu'elle peut tendre à renforcer ou à inverser.

Comme déjà signalé, la conjoncture tient simplement à la domination de la scène partisane par le RDPC, avec un essoufflement de l'embellie économique. A la place de l'essoufflement, peut-être vaudrait-il mieux parler d'un problème de redistribution ; car l'Etat semble suivre un régime de dépenses semblables aux années fastes malgré la classification parmi les PPTE. Nous nous référons entre autres à l'achat du matériel roulant, ainsi qu'à celui d'un nouvel avion présidentiel pour être précis.

D'un autre côté, nombre d'établissements publics sont en proie aux difficultés financières, tandis que les salaires n'ont pas encore été rehaussés comme on pourrait s'y attendre. Nous rappèlerons également l'accroissement du niveau d'imposition, ainsi que l'amélioration du travail de l'administration fiscale-douanière. D'où une baisse du pouvoir d'achat.

Cette baisse du pouvoir d'achat pourrait produire une inversion des attitudes politiques, mais la relation avec les agents politiques de l'alternance n'est pas empreinte de confiance. De même, ceux-ci se semblent résolus à cette attitude politique attentiste ; c'est le cas pour les partis liés au RDPC, mais également pour ceux qui ne le sont pas.

D'un autre côté, il faudrait signaler le processus de libéralisation qui est perceptible dans la possibilité de manœuvre « octroyée » aux journalistes, même si au plan institutionnel et pratique, « l'offense au Chef de l'Etat » continue au moins à faciliter l'autocensure.

L'attitude politique immobiliste est ainsi renforcée par la configuration des rapports politiques et le statu quo du secteur économique. L'interrelation de ces deux sphères aboutit à un *no'contestation politique* qu'il est culturaliste de rattacher à l'organisation sociopolitique précoloniale.

La conjoncture réfère également à l'environnement international dont le poids ne saurait être méprisé. Car la gestion économique de nos pays et de nos Etats est en grande partie redevable des Institutions Financières Internationales (IFI) que sont la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. Leurs directives, rattachables à une politique libérale, a des effets plus que déplorables sur le social. L'idée ici n'est pas « d'innocenter »

les responsables républicains mais d'établir un parallèle avec la politique internationale dont la double vitesse ne manque pas d'illustration²⁵⁰.

²⁵⁰ Nous nous limiterons à l'application des règles de l'Organisation Mondiale du Commerce auxquelles nous pouvons cependant adjoindre l'application des critères de prêts par les IFI. Voir les différents numéros du mensuel *les autres voix de la planète* publié par le comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde / France. (www.CADTM.org)

CONCLUSION

Au départ de ce travail, se trouve une interrogation sur l'affectivité partisane vécue par les étudiants à Yaoundé en 2005. Dans un contexte économique de raréfaction de l'emploi et des ressources financières, dans un contexte politique de l'hégémonie du RDPC, de floraison des entités partisans confirmative d'un « référentiel compétitif » et d'une non-alternance à la magistrature suprême depuis plus de vingt ans, comment s'opère le choix durable dans le champ partisan et quelles en sont les motivations, étant donné la difficile appréciation de l'héritage en matière d'identité partisane au Cameroun ? Comment l'aspect critique joue-t-il dans l'assimilation partisane, plus précisément, sur les perceptions estudiantines des organisations partisans ?

En exploitant la théorie des représentations et dans un cadre théorique constructiviste intégrant « reproduction sociale », « interdépendance » et « arts de faire », nous avons pensé pouvoir identifier de l'affectif partisan chez les étudiants en s'attardant sur l'histoire collective et individuelle à cette catégorie sociale, en tenant compte de l'appartenance ethno-régionale et en analysant les procédures d'insertion sociale communes aux étudiants, la supposition principale faisant du leader partisan le symbole syncrétique de tout ce travail identitaire social.

Pour ce faire, il nous est apparu opportun de cerner dans un premier temps, l'image sociale de l'étudiant, la confronter à l'image estudiantine de l'étudiant pour en dégager son statut politique. Dans un second temps et conformément à notre grille d'analyse, nous avons tenté d'interpréter les attitudes des étudiants par rapport aux partis politiques au regard de l'histoire de la collectivité camerounaise ce qui nous a conduit à effectuer une

classification des mobilisations sociales dans l'espace-temps 1960-2005 et dans l'espace territorial Cameroun. L'objectif de cette partie était de cerner le jeu des forces sociopolitiques en cours dans l'espace sus-mentionné. Car ce sont ces forces qui fondent l'affectivité sociale et donc l'affectivité politique. Nous avons par la suite scruté le champ universitaire à la recherche des logiques sociales créées par ce jeu des forces sociopolitiques. Cette attention au champ universitaire nous a permis d'établir l'héritage politique du groupe étudiantin et l'influence de l'environnement dans le choix partisan.

Dans l'ensemble, nos investigations nous ont permis de vérifier nos hypothèses. C'est dire que le processus d'identification partisane qui a servi de prétexte à cette réflexion, commence par l'intégration de la logique ethno-régionale des rapports sociaux pour s'achever avec la correspondance des organisations partisans à cette logique. Car effectivement, les étudiants se révèlent plus que méfiants de ces entités politiques intermédiaires, lesquelles véhiculent une mauvaise image comme leurs représentants. Cette logique affective dans l'ensemble est submergée par celle clientéliste.

Pour s'en tenir aux véritables identifiés, cette identification résulte d'un travail de communication des représentants de ces étiquettes auxquelles ils s'associent premièrement. Le parti par son fonctionnement, vient en second. Force est cependant d'écarter de ces conclusions l'UPC, qui ne recourt pas à une quelconque intermédiation pour sa cristallisation sociale.

Finalement, comment l'aspect critique maintes fois soulevé joue-t-il dans ce processus d'assimilation ? Celui-ci intervient par l'éloignement des entités partisans, affectivement s'entend, pour un rapprochement des Hommes politiques. Ceci justifie la préséance du groupe des « proches », qui comme déjà souligné, reconnaissent leur attache

mais ne veulent pas s'y enfermer. Il apparaît regrettable pour nous, de ne pas avoir pu apprécier l'influence du groupe primaire, principalement celui des amis dans lequel l'étudiant exprime régulièrement ses positions politiques.

De nos jours, il apparaît de plus en plus possible de relativiser cette grille de lecture sociale dans le sens de sa dilution concomitante au processus de brassage ethnique, à travers le multiculturalisme des villes, des symboles nationaux tels que l'équipe nationale senior de football ou la compagnie nationale de transport aérien, Cameroon Airlines. Ce processus est également visible dans des conflits avec d'autres formations nationales telles que le Nigeria ou la Guinée équatoriale.

Les étudiants du privé n'ont pas ressorti une analyse fondamentalement différente de leurs camarades du public dont ils se différencient principalement par les possibilités futures et les appréhensions qu'ils en ont. Il apparaît néanmoins possible d'établir une identité estudiantine, d'abord sur la base de l'approche du monde, ensuite sur la base de leurs habitudes sociales communes qui font état d'un référent commun (le mode occidental dans l'ensemble), enfin, la différenciation d'avec les autres identités possibles que sont la jeunesse, l'ethnie, la profession potentielle etc.

En outre, il nous est apparu que cette attitude de révoltés assignée et intériorisée par les étudiants, s'est toutefois affranchie du parallèle jadis effectué avec les partis politiques de l'opposition. Ceci étant, l'âge d'or de l'affectivité pour les partis politiques dans l'ensemble apparaît être la période 1990-1993. Cette dernière a vu les étudiants s'engager aux côtés de ces intermédiaires qui les ont simplement déçu. Dès lors, l'heure est à

l'opportunisme et non au sentiment ; d'où l'expansion des logiques associatives dites « culturelles ». Se rejoignent à ce niveau étudiants du public et du privé.

Egalement, le système politique en place est déjà intégré psychologiquement par ces futurs leaders dont la capacité innovatrice se trouve compromise, avec elle, celle des générations suivantes directes, c'est-à-dire celle de leurs enfants. Tout en évitant l'écueil du culturalisme, il apparaît que le possible développement qui, pour nous, est essentiellement humain, est fortement remis en cause dans les années futures. Car si les discours sont empreints d'une volonté de changement, celle-ci est reléguée aux oubliettes une fois la position de dominants acquise. Combien d'étudiants des universités publiques ayant participé aux mouvements de revendication ont conservé cet esprit dans leurs lieux de service ? L'interrogation n'implique pas la caste estudiantine seulement, mais tout le corps politique entendu comme l'ensemble des personnes habilitées légalement à demander des comptes aux gouvernants. Il s'agit de générer *l'urgence de la pensée*²⁵¹ dans toutes les sphères que l'on intègre, y compris ministérielles. Vraisemblablement, la *révolution passive* passera par des sphères « inférieures » à savoir, la rue, les ménages, les familles, le bas.

« Loin donc qu'il y ait séparation entre les étudiants et la société, c'est l'interpénétration qui préside à leur relations sous le mode de l'établissement d'un rapport dialectique d'un individu singulier à un processus social, tel que si le poids de ce dernier sur l'individu est primordial, celui-ci n'en agit pas moins de manière active, sur le processus social²⁵² ».

²⁵¹ KAMTO Maurice, *l'urgence de la pensée : réflexions sur une précondition du développement en Afrique*, éditions mandara, 1994.

²⁵² KASONGO-NGOY Makita-Makita, *capital scolaire et pouvoir social en Afrique : à quoi sert le diplôme universitaire*, L'harmattan, 1989

En guise de compendium, nous retiendrons que l'évolution sociale du Cameroun est fortement marquée par les luttes hégémoniques en cours dans le champ politique, qui placent l'Etat au centre de l'historicité sociale. Il s'agit de la corruption morale dont participent les différentes élites, y compris celles intellectuelles et universitaires, avec pour conséquence la reproduction du système de gestion sociopolitique, perceptible dans les attitudes politiques des étudiants. Leur condition et leur identité forgée à coups de grèves pour les étudiants du public, leur facilitent l'accès aux postures de vindicatifs et révoltés. En fait, si les fondements viennent du haut et s'il est nécessaire d'avoir des « meneurs » dans tout mouvement, il n'en demeure pas moins vrai que « l'on a les dirigeants que l'on mérite ». Dans cette optique, cette étude pourrait bénéficier d'une comparaison avec la réalité sociopolitique dans les instituts de formation post-secondaire nationaux ou encore avec les formations universitaires dans les pays de la sous-région. De même, elle pourrait être intégrée à une réflexion d'ensemble sur les liens entre les champs universitaire et politique.

Table
Table
Table

ANNEXES

Table

Table

Table

Table

Table

Table

Table

Table

Table

Table

Table

Table

Table

Table

Table

ANNEXE N°1

GUIDE D'ENTRETIEN POUR ETUDIANTS

N.B. Soyez assuré que les informations que vous nous confiez seront exclusivement utilisées à des fins scientifiques. Merci pour votre confiance !

IDENTIFICATION

Age :

Sexe :

Ethnie :

langue :

Filière :

Niveau :

Religion :

Nombre de frères et sœurs :

Professions des parents :

type de familles :

Leur lieu d'habitation :

Qui finance vos études ?

I/ LA POLITIQUE ET SON FONCTIONNEMENT

Thème I : la politique

1. Qu'est-ce que la politique pour vous ?
2. Que croyez-vous qu'elle peut vous apporter ?
3. Pourquoi ?

Thème II : les partis politiques

4. Qu'est-ce qu'un parti politique d'après vous ?
5. Quels sont les principaux partis camerounais ?
6. de quel parti vous sentez-vous proche ?
7. pourquoi ?
8. Que représente-t-il pour vous ?
9. en êtes-vous membre ?
10. Parmi les principaux partis que vous avez cités, quel(s) sont ceux pour qui vous ne voterez pas ?

11. expliquez
12. Que représentent-ils pour vous ?
13. Quels sont ceux qui font partie de l'opposition ?
14. Pourquoi ?
15. Qu'est-ce que votre parti promet ou veut réaliser ?
16. Quelles sont ses propositions concernant les jeunes ?
17. Qu'est-ce qui différencie votre parti des autres ?

Thème III : les Hommes politiques

18. Parlez-moi de votre leader (son rôle, ses qualités, ses défauts,...)
19. Qu'est-ce qu'un homme politique ?
20. Quels sont ceux que vous préférez au Cameroun ?
21. Pourquoi ?
22. Quels sont ceux que vous ne jugez pas bon ?
23. Pourquoi ?

Thème IV : participation politique

24. Avez-vous pris part aux dernières élections ?
25. En faveur de qui ?
26. Pourquoi ?
27. Avez-vous déjà pris part à un meeting ?
28. Quand ?
29. organisé par qui ?
30. Suivez-vous souvent des émissions politiques ?

II/ RELATIONS PRIMAIRES

1. Qu'est-ce qu'un frère ?
2. Qu'est-ce qu'un ami ?
3. D'après vous de quel parti se sentent proches ou adhèrent vos parents ?
4. Vos amis ?
5. Pourquoi ?
6. Et la famille éloignée ?
7. Discutez-vous souvent de politique avec eux ?

8. y-a-t-il quelqu'un d'entre eux qui fait de la politique ?
9. Dans l'ensemble, vos positions politiques se rejoignent-elles ? Expliquez et justifiez.
10. Etes-vous affilié à une association de ressortissants de votre village, de votre arrondissement, de votre ethnie ?
11. Pourquoi ?
12. Quelles sont vos activités ?
13. Pensez-vous que les jeunes s'intéressent à la politique ?
14. Aux partis politiques ?
15. Si oui comment (beaucoup, un peu, moyennement,...) ?
16. Par quels moyens (presse, radio, télévision...) ?
17. Pourquoi ?

III/ REPRESENTATION DE SOI

1. Comment vous voyez-vous dans 10, 20 ans ?
2. Comment se comportent les étudiants aujourd'hui ?
3. Envisagez-vous de faire de la politique un jour ?
4. Quelle pourrait être alors votre avenir dans le parti ?
5. Avez-vous une personne que vous admirez en particulier au Cameroun ? Dans le monde ?
6. Qu'est-ce qu'un jeune ?
7. Quels sont les principaux problèmes des jeunes camerounais ?
8. Des étudiants ?
9. comment appréciez-vous votre environnement académique ?
10. quelle image avez-vous des étudiants des autres universités ?
11. Comment appréciez-vous la gestion du Cameroun aujourd'hui ?
12. Comment qualifierez-vous celle de votre parti ?
13. Pourquoi ?
14. Comment le voyez-vous dans 10, 20 ans ?
15. Compte tenu des questions auxquelles vous avez répondu, avez-vous un dernier avis ou commentaire à faire sur le Cameroun ?

GUIDE D'ENTRETIEN POUR RESPONSABLES PARTIS POLITIQUES

1. Qui est jeune dans votre parti ?
2. Comment est organisée la jeunesse ?
3. Avez-vous l'impression qu'elle participe ?
4. Comment participe-t-elle au fonctionnement du parti ?
5. Avez-vous des cellules dans les universités ?
6. Pourquoi ?
7. Si oui ont-elles un rôle particulier ?
8. Comment les contacter ?
9. Quels sont d'après vous les problèmes des jeunes camerounais ?
10. Que préconisez-vous ?
11. Quelles sont ramassées vos propositions pour un meilleur Cameroun en général ?
12. Quelle est votre stratégie de communication politique ?
13. Qu'est-ce qui attire les jeunes dans votre organisation ?
14. Qu'est-ce qui éloigne les autres ?
15. Le nombre de jeunes adhérents vous satisfait-il ?

ANNEXE N° 2

Tableau n°1 : répartition ethnique des étudiants

ETHNIE	UCAC	UY1 & 2	Total	%
Nordistes	0	10	10	22,2
Bassa	5	10	15	33,3
Beti et ass,	3	5	8	17,8
Bamoun	0	0	0	0
Grassfield	6	5	11	24,4
Sawa	1	0	1	02,2
Total	15	30	45	100

Source : par l'auteur

Tableau n°2 : répartition en fonction des filières

Filières	UCAC	UY 1 & 2	total	%
sciences humaines	9	20	29	64,4
Informatique	0	5	5	11,1
Economie	6	5	11	24,4
Total	15	30	45	100

Source : par l'auteur

Tableau n°3 : sur les lieux d'habitation

lieu d'habitation	UCAC	UY 1 & 2	total	%
Famille	9	25	34	75,6
Université	6	5	11	24,4
Total	15	30	45	100

Source : par l'auteur

Tableau n°4 : sur la profession des parents

profession des parents	UCAC	UY 1 & 2	total	%
public	13	30	43	47,8
Privé	12	10	22	24,4
sans emploi	5	20	25	27,8
Total	30	60	90	100

Source : par l'auteur

Tableau n°5 : répartition d'après le sexe

Sexe	UCAC	UY 1 & 2	Total	%
Homme	10	25	35	0,778
Femme	5	5	10	0,222
Total	15	30	45	100

Source : par l'auteur

Tableau n°6 : sur le financement des études

financement des études	UCAC	UY 1 & 2	total	%
Parents	10	25	35	77,8
Famille	2	5	7	15,6
moi-même	1	0	1	2,2
Autres	2	0	2	4,4
Total	15	30	45	1

Source : par l'auteur

Tableau n°7 : sur le type de familles

type de familles	UCAC	UY 1 & 2	total	%
polygamie	3	5	8	17,8
monogamie	10	15	25	55,6
Autres	2	10	12	26,6
Total	15	30	45	100

Source : par l'auteur

nbre moyen de frères et sœurs public: 5,4
nbre moyen de frères et sœurs privé: 3,8
nbre moyen Frères et Soeurs : 4,125

âge moyen étudiants du public : 25,4ans
âge moyen étudiants du privé : 22,1ans
âge moyen étudiants : 23,875 ans

BIBLIOGRAPHIE

I/ Ouvrages

- ANONYME, *La réforme universitaire au Cameroun*, CEPER, 2001
- ANONYME, *Lexique de politique*, Dalloz, 7^e édition, sept. 2001
- ABRIC J-C. (dir.), *pratiques sociales et représentations*, PUF, Paris, 1994
- AKAM N. et DUCASSE R. (dir.), *quelle université pour l'Afrique ?*, maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2002
- BACHY J-P. et C., *les étudiants et la politique*, Armand Colin, 1973
- BADIE B., *Culture et politique*, Economica, Paris, 1986
- BANOCK M., *le processus de démocratisation en Afrique : le cas camerounais*, l'Harmattan, 1993
- BALANDIER G., *sociologie actuelle de l'Afrique noire*, PUF, Paris, 4^e édition, 1955
- BAYART J-F., *l'Etat en Afrique*, PFNSP, Paris, 1979
- BAYART J-F., *l'illusion identitaire*, Fayard, Paris, 1997
- BERELSON B., LAZARSELD P.F., MCPHEE W.N., *Voting, Chicago/Londres*, The university of Chicago press, 1960
- BIYA P., *Pour le libéralisme communautaire*, Pierre-Marcel FAVRE, 1987
- BOURDIEU P. et PASSERON J-C., *les héritiers : les étudiants et la culture*, les ed. de minuit, Paris, 1964
- BOURDIEU P. et PASSERON J-C., *la reproduction sociale : éléments pour la théorie du système d'enseignement*, les ed. de minuit, 1987
- BOURDIEU P., *la distinction : critique sociale du jugement*, Ed. de minuit, Paris, 1985
- BOURDIEU P., *questions de sociologie*, ed. de minuit, Paris, 1988
- CAMPBELL A., CONVERSE P., MILLER W., STOKES D., *The American Voter*, New York, Wiley and sons, 1960
- CERTEAU (de) Michel (dir.), *l'invention du quotidien tomes 1 et 2*, U.G.E., coll. « 10/18 », 1980
- CERTEAU (de) Michel (dir.) , *la culture au pluriel*, Christian BOURGOIS EDITEUR, 1980
- CORCUFF Ph., *les nouvelles sociologies*, Nathan, université, 1995

- Collectif CHANGER LE CAMEROUN, *Le Cameroun éclaté ? Anthologie commentée de revendications ethniques*, C₃, Yaoundé, 1992
- EASTON D. et DENNIS, *Children in the political system. Origins of political legitimacy*, New York, Mac graw Hill, 1969
- EBOUSSI BOULAGA F., *la démocratie de transit au Cameroun*, l'Harmattan, Paris, 1997
- ELA J-M., *l'Afrique des villages*, karthala, Paris, 1987
- ELA J-M., *la ville en Afrique noire*, khartala, Paris, 1983
- ELIAS Norbert, *la société de cour*, Calmann-Lévy, 1974
- ELIAS Norbert, *la dynamique de l'Occident*, Calmann-Lévy, Paris, 1989
- ELIAS Norbert, *la société des individus*, Fayard, 1991
- FISCHER G-N., *les concepts fondamentaux de la psychologie sociale*, dunod, Paris, 1997
- FOUCAULT M., *surveiller et punir : naissance de la prison*, Gallimard, Paris, 1996
- GAILLARD Ph., *le Cameroun tome 2*, l'Harmattan, 1989
- GARRIGOU A. et LACROIX B. (dir.), *Norbert ELIAS : la politique et l'histoire*, Ed. la découverte, 1997
- GIDDENS A., *les conséquences de la modernité*, L'harmattan, 1994
- GRAWITZ M., *méthode des sciences sociales*, Dalloz, Paris, 1996
- GRAWITZ M. et LECA J. (dir.), *Traité de science politique tome 3 : l'action politique*, PUF, Paris, 1985
- GURVITCH G., *dialectique et sociologie*, Flammarion, Paris, 1962
- HOBBS Th., *le citoyen ou les fondements de la politique*, traduction de S. Sorbière, Flammarion, Paris, 1982
- KAMTO M., *l'urgence de la pensée : réflexion sur une précondition du développement en Afrique*, ed. mandara, Yaoundé, 1993
- KASONGO-NGOY Makita-Makita, *Capital scolaire et pouvoir social en Afrique : A quoi sert le diplôme universitaire*, l'Harmattan, 1989
- LALLEMENT M. , *histoire des idées sociologiques T.2 : de Parsons aux contemporains*, Nathan, 1995
- LAVROFF D. G., *histoire des idées politiques depuis le XIXe siècle, 4^e édition, mémentos* Dalloz, Paris, 1991
- MARX K., *le capital*, Flammarion, Paris, 1989
- MAZRUI A.A. et WONDJI C. (dir.), *histoire générale de l'Afrique VIII-l'Afrique depuis 1935*, présence africaine/Eddie/Unesco, 1998
- MBEMBE A., *les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, L'harmattan, Paris, 1985

MBONIMPA M., *ethnicité et démocratie en Afrique : l'Homme tribal contre l'Homme citoyen*, L'harmattan, Paris, 1994

MENDRAS H., *éléments de sociologie*, Armand Colin, Paris 2002

MICHELAT G. et SIMON M., *classe, religion et comportement politique*, éditions sociales/PFNSP, Paris, 1977

MILLET D. et TOUSSAINT E. , *50 questions, 50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque Mondiale*, CADTM/ ed. Syllepse Stavelot, 2003

MUXEL A., *les jeunes et la politique*, hachette, 1996

M'BOKOLO E., *Afrique noire, histoire et civilisations*, tome 2 XIX^e-XX^e siècle, hatier/AUPELF, 1994

NKAINFON PERFURA S., *le Cameroun du multipartisme au multipartisme*, L'harmattan, 1996

N'DA P., *les intellectuels et le pouvoir en Afrique noire*, l'Harmattan, Paris, 1987

NEVEU E., *sociologie des mouvements sociaux*, La découverte, 2000

OFFERLE D., *les partis politiques*, PUF, Qsj, Paris, 1987

PERRINEAU P. (dir.), *l'engagement politique : déclin ou mutation*, PFNSP, Paris, 1994

PERRINEAU P. et REYNIE D., *le dictionnaire du vote*, PUF, Paris, 2001

PRELOT M., *sociologie politique*, précis Dalloz, 1973

QUIVY R. et VAN CAMPENDHOUT L., *manuel de recherches en sciences sociales*, Dunod, Paris, 2001

ROUSSEAU J.-J., *Du contrat social*, Flammarion, Paris, 1996

SAUVY A., *la révolte des jeunes*, Calmann-Lévy, Paris, 1970

SCHWARTZENBERG R.-G., *sociologie politique*, Montchrestien, 4^e édition, 1988

SEKOU Traore, *la responsabilité historique des étudiants africains*, ed. anthropos, 1973

SINDJOUN L., *la politique d'affection en Afrique noire : société de parenté, « société d'Etat » et libéralisation politique au Cameroun*, GRAF/Boston University, 1996

SINDJOUN L. , *science politique réflexive et savoirs sur les pratiques politiques en Afrique noire*, CODESRIA, Dakar, 1999

SINDJOUN L. (dir.), *la révolution passive au Cameroun: Etat, société et changement*, CODESRIA, Dakar, 1999

SINDJOUN L. (dir.), *comment peut-on être opposant au Cameroun ? politique parlementaire et politique autoritaire*, CODESRIA, Dakar, 2001

TOCQUEVILLE (De) Alexis, *De la démocratie en Amérique T.1*, Garnier Flammarion, Paris, 1981

WEBER Max, *économie et société*, Plon, 1971

ZOGNONG D. et MOUCHE I. (dir.), *démocratisation et rivalités ethniques au Cameroun*, UNESCO/ENA, 1997

II/ Articles et revues

BANEGAS Richard, « marchandisation du vote, citoyenneté et consolidation démocratique au Bénin », **politique africaine N°69 Mars 1998**

BAYART J-F., « la politique par le bas en Afrique noire: question de méthode », **politique africaine N°1 Janvier 1981**

BAYART J-F., « la société politique camerounaise (1982-1986) » , **politique africaine N°22 Juin 1986**

BIGOMBE LOGO P. et MENTHONG H-L., « crise de légitimité et évidence de la continuité politique », **politique africaine N°62 juin 1996**

DJAECHI MONGA Y., « politique de libéralisation et négociation des identités au Cameroun », **les temps modernes août-novembre 2002**

KAYO SIKOMBE A., « l'ethnicité en Afrique : l'instrumentalisation des ethnies dans le processus de construction de l'Etat au Cameroun » **juridis periodique N°50 , avril-mai-juin 2002**

LANCELOT A., « les attitudes politiques » dans **encyclopédie universalis**

MBARGA NYATTE D., « sociologie du contentieux relatif aux élections municipales du 21 janvier 1996 », **juridis periodique N°45 janvier-février-mars 2001**

MENTHONG H-L., « vote et communautarisme au Cameroun: « un vote de cœur, de sang et de raison » » **politique africaine N°69 mars 1998**

MOUCHE I., « multipartisme et participation politique des chefs traditionnels de l'Ouest au Cameroun », **revue africaine d'études politiques et stratégiques N°1 2001**

ONANA J., « l'explication politique africaniste et « l'histoire », séminaire d'analyse politique, UCAC année académique 2003-2004

SINDJOUN L., « le champ social camerounais : désordre inventif, mythes simplificateurs et stabilité hégémonique de l'Etat » dans **politique africaine N°62 juin 1996**

SINDJOUN L., « identité nationale et « révision constitutionnelle » du 18 janvier 1996 : comment constitutionnalise-t-on le « nous » au Cameroun dans l'Etat post-unitaire » **polis vol. 1 Numéro spécial février 1996**

SOCPA A. « *clientélisme et ethnicité dans le jeu politique : réflexions sur quelques mouvements thuriféraires au Cameroun* », *Most ethno-net Africa*, UNESCO/ENA, 2001

SOCPA A. , « *le don dans le jeu électoral au Cameroun* », **cahiers d'études africaines** N°157, 2000

VERHAEGEN B. « *l'enseignement supérieur : vers l'explosion* », **politique africaine** N°41 mars 1991

ZAMBO-BELINGA J-M., « *quête de notabilité sociale, rémanence autoritaire et démocratisation au Cameroun* » **cahiers d'études africaines** N°171, 2003

Découverte de la science politique, **cahiers Français** N°276 (tout le numéro)

- **Politique africaine**, Khartala, Paris
- **Juridis periodique**, revue de droit et de science politique, publication AES

III/ Travaux académiques et cours

MAUGENEST Denis (sj), *Introduction à la société politique*, UCAC, année académique 2001-2001

MBALA OWONO F., « *les jeunes et la participation politique dans la société camerounaise* », mémoire de maîtrise en sciences sociales UCAC-Yaoundé, 1997

NJIKAM MBOUEMBOUE E., « *la communication politique au Cameroun : analyse et essai de propositions* », mémoire de maîtrise en sciences sociales UCAC-Yaoundé, 1994-1995

TOULOU L., « *la pensée politique de l'opposition camerounaise : discours des leaders et perspectives de changement* », mémoire de maîtrise en sciences sociales UCAC-Yaoundé, 1998

ONANA J., *introduction à la sociologie politique*, année académique 2001-2002

MENGUE M.-Th., *introduction à la sociologie*, année académique 2000-2001

IV/ Journaux

- *Cameroon Tribune*
- *Jeune Afrique l'intelligent*
- *Mutations*
- *Les autres voix de la planète*

TABLE DES MATIERES

DEDICACES	i
REMERCIEMENTS	ii
LISTE DES ABREVIATIONS	iii
LISTE DES TABLEAUX	iv
SOMMAIRE	v
AVERTISSEMENT	vi
INTRODUCTION GENERALE.....	1
Section I : Constats.....	1
Section II : Objet d'étude	3
Section III : Définition des concepts	3
Section IV : Revue de littérature	7
Section V : Problématique.....	12
1. Problème posé	12
2. Hypothèses	15
3. Modèles d'analyse	17
Section VI : délimitation du cadre de l'étude.....	19
Section VII : Méthodologie.....	20
Section VIII : PLAN DE L'ETUDE	21
PARTIE I : LES REPRESENTATIONS POLITIQUES DES ETUDIANTS.....	22
Chap.I : la perception sociale des étudiants	23
Section I : les étudiants vus par les autres	25
1. le jeune	25
2. l'étudiant	27
3. Les étudiants et les jeunes : un groupe à problèmes pour les politiques.....	28
Section II : les étudiants vus par eux-mêmes	30
1. état des lieux.....	30
2. La vision croisée des étudiants.....	31
Section III : le statut politique des étudiants	32
1. l'étudiant dans la sphère sociale.....	33
2. l'étudiant dans la sphere politique.....	33
Chap.II : Les idées politiques des étudiants	35
Section I : la politique	35
Section II : les Hommes politiques.....	38
Section III : les étiquettes partisans	42
PARTIE II : LE RAPPORT AFFECTIF DES ETUDIANTS AUX PARTIS POLITIQUES.....	51
CHAP I : Revendications, identités et politique dans le champ universitaire au Cameroun.....	54
Section I : les revendications politiques de type généraliste	55
Section II : l'exacerbation identitaire en politique	58
Section III : les revendications corporatistes.....	62
CHAP. II : Champ associatif dans les universités au Cameroun : un champ politique ?	66
Section I : aperçu des rapports université et politique dans l'histoire du Cameroun.....	66
Section II : leadership étudiant et politique dans le champ universitaire	71
1. le cas de l'université catholique d'Afrique centrale	71
> brève description du champ associatif.....	71
> Le champ associatif comme sphère politique de l'UCAC.....	72
2. le cas des universités publiques.....	75
> brève description du champ associatif.....	75
> Le mouvement associatif dans les universités publiques : un mouvement proprement politique	76



Section III : l'héritage politique	79
Section IV : la place de la conjoncture.....	82
CONCLUSION.....	84
ANNEXES	A
BIBLIOGRAPHIE.....	H
TABLE DES MATIERES	M